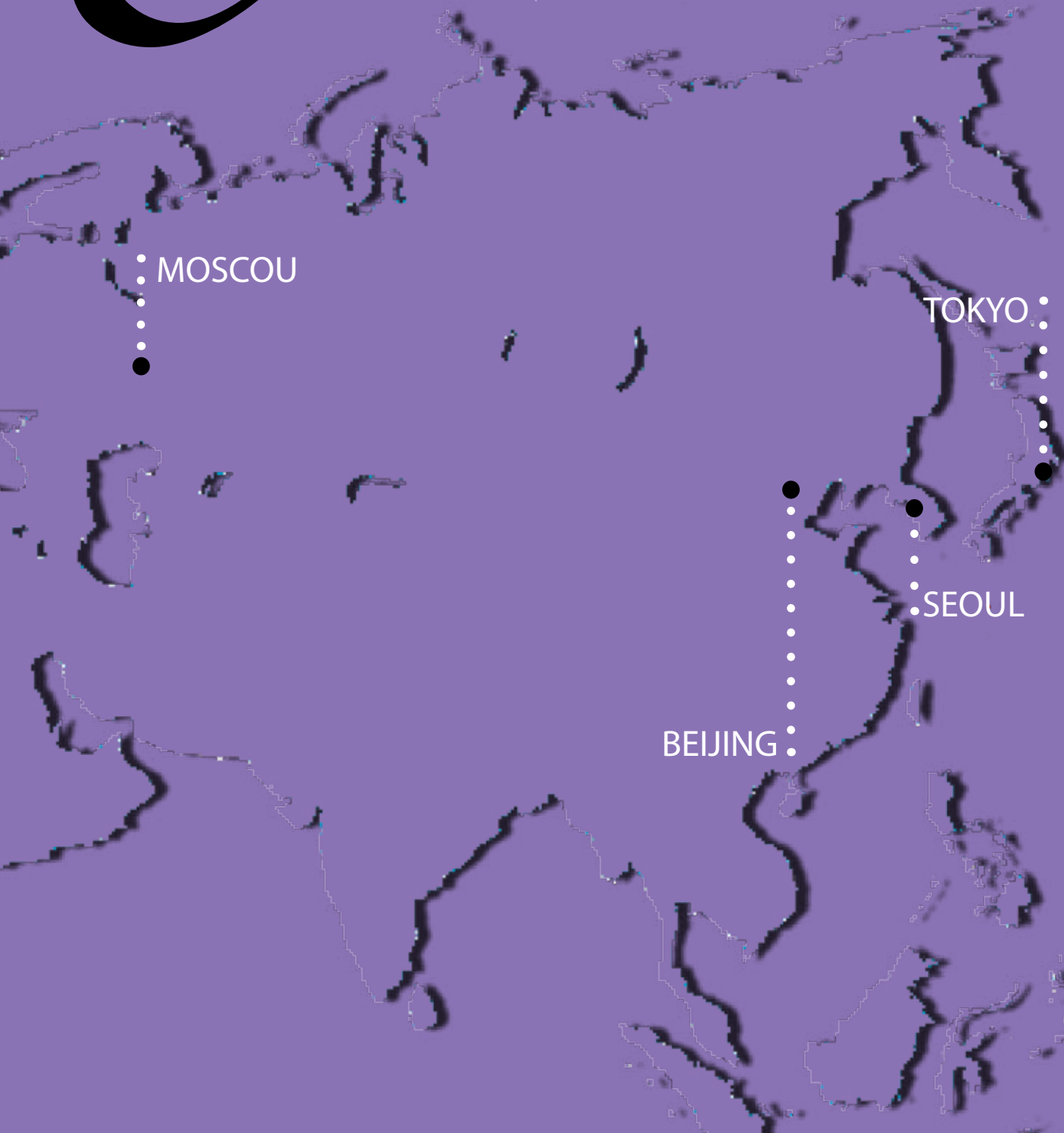


Les Cahiers du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN

été 2014



L'ANAJ-IHEDN

À propos de l'ANAJ-IHEDN | Parce que la Défense ne doit pas être la préoccupation des seules Armées, le Premier ministre a confié à l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN) la mission de sensibiliser tous les citoyens, « afin de leur donner une information approfondie sur la défense nationale comprise au sens le plus large ». À l'issue de ces séminaires, les nouveaux auditeurs jeunes de l'IHEDN sont accueillis au sein de l'Association Nationale des Auditeurs Jeunes de l'IHEDN : l'ANAJ-IHEDN.

L'ANAJ-IHEDN, c'est aujourd'hui un réseau dédié à la défense et à la sécurité de plus de 1 500 étudiants, jeunes professionnels, élus et responsables d'associations.

Reconnue « Partenaire de la réserve citoyenne » par le ministère de la Défense, l'ANAJ-IHEDN est là pour dynamiser et synthétiser une réflexion jeune, imaginative et pertinente, autour des problématiques de défense, regroupant les sphères économiques, civiles et militaires, et de relations internationales.

LES CAHIERS DU COMITÉ ASIE

Les Cahiers du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Forcé est de constater que l'Asie a pris, notamment depuis la fin des années 1990, une part croissante dans l'économie et la politique internationale. Sur les questions des flux financiers internationaux, des ressources énergétiques, comme sur celles des revendications maritimes ou territoriales, des points chauds militaires et des grands marchés émergents, nos regards ne peuvent ignorer l'Asie.

L'ANAJ-IHEDN compte parmi ses membres des personnes qui se sont plus particulièrement attachées à comprendre certains pays de ce vaste ensemble géographique. Nous avons donc voulu créer un groupe d'étude et de réflexion afin de partager, approfondir et diffuser les connaissances sur l'Asie. Le Comité Asie est ainsi né à l'hiver 2011.

Cette revue est le résultat des recherches, des réflexions et du dynamisme des membres du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN ainsi que de nos partenaires. Je tiens à exprimer ma gratitude à chacun des membres pour leur implication et aux experts qui ont contribué à ce numéro pour leur soutien, leurs conseils avisés et leurs précieuses relectures.

Stéphane Cholleton | Auditeur-jeune de la 60^{ème} session IHEDN, 2008 | Responsable du Comité Asie, rédacteur en chef des Cahiers du Comité Asie.



Retrouvez toute l'actualité de l'ANAJ-IHEDN
sur son site Internet :

www.anaj-ihedn.org

Pour toute questions sur les *Cahiers du Comité Asie* : asie@anaj-ihedn.org

Les Cahiers du Comité Asie

Été 2014 | numéro 8

ÉDITORIAL

5

L'Asie n'a pas fini de nous surprendre !

Par Stéphane Cholleton

ENTRETIEN

7

Le Président chinois Xi Jinping : un « prince rouge » au pouvoir

Entretien avec Agnès Andréy, Directeur général de *Chinarcane*, société de conseil et d'informations stratégiques.

Réalisé par Igor Yakoubovitch

ANALYSE

19

La « contribution proactive à la paix » du Japon : nouvelle politique de défense ou réel changement de posture stratégique ?

Par Sandrine Dalban-Tabard

ANALYSE

26

Paradigmes perdus : la fin de l'émergence

Par Philippe du Fresnay

ENTRETIEN

29

Quel avenir pour le partenariat russo-chinois au sein de l'OCS ?

Entretien avec Isabelle Facon, Maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, spécialiste des politiques de sécurité et de défense russes.

Réalisé par Marc Evers et Antoine Lury

ANALYSE

34

The Ukraine Crisis is Pivotal for Emerging Asian Powers

Par Brij Khindaria

COMPTE-RENDU

54

L'histoire des relations franco-chinoises

Une conférence avec Emanuel Lincot

Par Antoine Masdupuy

COMPTE-RENDU

58

Où en est la puissance militaire chinoise ?

Une table ronde avec Denis Lambert, Patrick Michon, Pierre Picquart, Emmanuel Puig

Par Sophie Chevaleyre

PUBLICATIONS

63

Revue, essais et travaux de recherche

Sélectionnés par le Comité Asie

CONTRIBUTEURS

70

Les contributeurs de ce numéro

Les membres du Comité Asie, les contributeurs extérieurs et l'équipe de coordination

PUBLICATIONS

73

Les publications de l'association

Par les Comités de l'ANAJ-IHEDN

L'Asie n'a pas fini de nous surprendre !

L'AUTEUR

Stéphane Cholleton | Auditeur-jeune de la 60^{ème} session de l'IHEDN, 2008, Responsable du Comité Asie | Rédacteur en chef des *Cahiers du Comité Asie*.

L'Asie n'a pas fini de nous surprendre !

5

La saison 2013/2014 nous a permis de continuer à approfondir nos connaissances sur l'Asie. Cela s'est traduit en particulier par un certain nombre d'études réalisées pour les *Cahiers du Comité Asie* ou pour le forum de l'UNION-IHEDN, mais également par les ateliers mis en place au sein de l'ANAJ-IHEDN.

Nous nous sommes ainsi réunis pour traiter de l'expatriation en Asie ou du monde des affaires en Chine, et pour partager nos retours d'expériences. Nous avons également eu quelques moments privilégiés d'échange et de rencontre, par exemple lors de la visite du Bureau de Représentation de Taipei à Paris, autour de son représentant, S.E.M. Michel Ching-Long Lu.

Enfin, les conférences que nous avons organisées, et qui ont attiré un public toujours plus nombreux, ont œuvré à la diffusion des réflexions menées par les experts du monde asiatique contemporain.

Par ailleurs, je voudrais souligner la particularité de ce numéro des *Cahiers du Comité Asie* : c'est en effet le premier à pouvoir afficher un numéro ISSN (International Standard Serial Number), code international normalisé qui permet d'identifier de manière univoque toute publication en série partout dans le monde. Je tiens à cette occasion à remercier l'ensemble des membres du Comité et des experts extérieurs qui ont participé à la qualité et la reconnaissance de cette revue, ainsi qu'à l'équipe rédactionnelle et au conseil scientifique.



- » L'Asie n'a pas fini de nous surprendre. La nouvelle politique du Japon s'oriente vers une réinterprétation de l'article 9 de la constitution sur l'emploi de ses forces armées.

La Chine, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, se présente comme une puissance qui s'affirme comme telle, se distanciant ainsi du « profil bas » traditionnellement adopté par Pékin jusqu'à présent. La notion d' « harmonie » chère à Hu Jintao a ainsi laissé place à celle de « rêve chinois ». Néanmoins, comme nous le découvrirons, l'organisation du Conseil des Affaires d'État est plus complexe et « démocratique » que d'aucuns pourraient le penser.

En Asie du Sud-Est, les tensions sur les îlots en mer de Chine méridionale et les questions de sécurité, tant entre les États qu'au sein de ces pays, deviennent préoccupantes. Les budgets de défense sont réévalués à la hausse. A ces questions s'ajoutent les problèmes liés à la sécurité civile, notamment les risques de catastrophes naturelles auxquelles la région est particulièrement soumise.

Enfin, la question ukrainienne, au-delà de l'apparent antagonisme entre la politique interventionniste de Moscou et la ligne politique de non-ingérence prônée par de nombreux pays d'Asie, révèle que les États asiatiques se sont montrés plutôt cléments face à l'attitude de la Russie.

A l'heure où les États-Unis sanctionnent la France, à travers BNP Paribas, pour avoir contourné certaines sanctions, Paris va-t-il se rapprocher de ses partenaires asiatiques ? Ce numéro souhaite apporter un certain nombre d'éléments susceptibles de nourrir votre réflexion.

Vous pourrez ainsi pénétrer les arcanes du pouvoir chinois, grâce à une interview d'Agnès Andrézy menée par Igor Yakoubovitch ; suivre Sandrine Dalban-Tabard dans sa réflexion sur les implications de la nouvelle politique de défense du Japon en matière d'emploi des forces armées nippones, dans le cadre de l'article 9 de la Constitution ; et lire une analyse approfondie de l'économie chinoise réalisée par Philippe du Fresnay. Nous nous déplacerons ensuite vers le monde ex-soviétique : Isabelle Facon, dans une interview menée par Antoine Lury et Marc Evers, s'intéresse à la politique de Moscou en Asie centrale, notamment dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai. Brij Khindaria, pour sa part, attire notre attention sur les conséquences de la crise ukrainienne, et en particulier sur les politiques des puissances asiatiques. Enfin, Antoine Masdupuy et Sophie Chevaleyre nous offrent une synthèse des dernières conférences du Comité Asie : les relations France-Chine, traitées sous un angle culturel original par Emmanuel Lincot, et les principes de la puissance militaire chinoise, présentés par Denis Lambert, Patrick Michon, Pierre Picquart et Emmanuel Puig.

En vous remerciant de l'intérêt que vous portez à nos travaux et de votre fidélité, je vous souhaite une excellente lecture et un très bel été !

Le Président chinois **Xi Jinping** : un « **prince rouge** » au **pouvoir**

Entretien réalisé par

Igor Yakoubovitch

Auditeur-jeune de l'IHEDN, 69^{ème} session,
2011, membre du Comité Asie | Enseignant-
chercheur, doctorant à l'Université Paris Ouest

ENTRETIEN AVEC

Agnès Andrézy | Directeur général de *Chinarcanes*, société de conseil et d'informations stratégiques.

Le Président
chinois Xi
Jinping : un
« prince rouge »
au pouvoir

7

Les princes rouges sont devenus une force politique essentielle au sein de la direction chinoise, dont l'un de ses plus dignes représentants n'est autre que l'actuel président Xi Jinping. Qui sont-ils ? Qu'est-ce qui caractérise ce nouveau pouvoir ? Comment est-il en train d'évoluer face aux bouleversements sociaux qui secouent la Chine ? Agnès Andrézy, spécialiste des réseaux de pouvoir en Chine, dont le dernier ouvrage *Xi Jinping, la Chine rouge nouvelle génération* (L'Harmattan) est sorti en 2013, se propose de nous répondre.

Igor Yakoubovitch : Vous mettez en évidence dans vos ouvrages l'omniprésence de « princes rouges » au sein de l'appareil chinois : qui sont-ils ? De quand date ce phénomène ?

Agnès Andrézy : Les princes rouges sont les enfants de dignitaires du Parti. Mais cette définition doit être prise dans un sens plus

large puisque le terme désigne aussi les neveux, enfants par alliance et petits-enfants de grands leaders. On peut dater leur apparition au cœur du pouvoir chinois au début des années 1980. Deng Xiaoping et ses compagnons d'armes qui étaient alors vieillissants ne voulaient pas que le Parti disparaisse après leur mort. Ils ont donc décidé de mettre en place une politique de succession favorisant l'ascension des enfants des uns ou des autres dans l'appareil. Mais le phénomène a pris toute son ampleur dans les années 1990, sous l'ère du président Jiang Zemin. Jiang avait pour éminence grise Zeng Qinghong, un prince rouge lui-même, qui a promu systématiquement des « fils de » à des postes-clefs tout au long de cette période. A la tête du Département de l'Organisation au Comité central, il faisait et défaisait les carrières des dirigeants tout en repérant les leaders de demain. C'est lui d'ailleurs, qui a proposé à Jiang que Xi Jinping succède au président Hu Jintao. >>

» I.Y. : **Ces princes rouges ont-ils tous le même profil ? Comment sont-ils perçus par le Parti et par la population ?**

A.A. : On peut dire qu'il existe deux catégories de princes rouges. Les premiers sont très patriotes et fidèles au Parti, ils placent l'intérêt national avant le leur. C'était le cas de Zeng, c'est celui de Xi Jinping aujourd'hui, ou de Zhou Xiaochuan, le gouverneur de la Banque centrale. Ceux-ci sont en général respectés et admirés par les membres du Parti et la population chinoise. Mais il existe une autre catégorie de princes rouges qui ont une réputation détestable auprès du peuple. Ceux-là sont arrogants, dissipateurs et corrompus. Ils profitent de leurs relations familiales pour faire fortune et se croient au-dessus des lois. Parmi eux, on trouve tout aussi bien le potentat local que le « fils de » qui s'est lancé dans les affaires, roule en Ferrari et possède une villa de luxe à Hong Kong ou à l'étranger. Viennent à l'esprit Bo Xilai, mais aussi Winston Wen, le fils de l'ex-Premier ministre Wen Jiabao, fondateur du fonds d'investissement privé New Horizon Capital et président de l'opérateur China Satcom.

I.Y. : **Que représentent ces princes rouges au sein du système chinois ? Faut-il parler d'oligarchie, de caste, de népotisme ou même d'un système clanique et héréditaire hérité de la Chine impériale ? Quelle est leur importance dans les sphères politique, militaire et économique ?**

A.A. : Ces princes rouges forment aujourd'hui une caste très puissante, une sorte d'aristocratie rouge, que l'on retrouve à tous les postes de direction de l'appareil. Il est difficile d'avoir des statistiques fiables à ce sujet, mais on estime que dans les hautes sphères politique et économique, un dirigeant sur trois est un prince rouge. Dans certains corps de l'armée ou régions militaires, cela peut concerner un haut gradé sur deux. Aujourd'hui, on peut parler d'« ère des princes rouges » dans la mesure où, sur les sept membres permanents du Politburo – le pouvoir exécutif en Chine –, quatre appartiennent à l'aristocratie rouge, dont le n°1, Xi Jinping. Il faut toutefois nuancer. Ces princes

rouges ne représentent pas à eux seuls le système chinois. Le régime actuel, qu'on peut définir comme une oligarchie placée sous la tutelle d'un parti unique, privilégie d'abord et avant tout, l'ascension de technocrates fidèles au PCC. Beaucoup de princes rouges répondent à ces critères, mais ils ne sont pas les seuls. On pense à l'ex-président Hu Jintao, ingénieur de formation et major de promotion de la prestigieuse université Qinghua, ou encore au Premier ministre Li Keqiang, économiste brillant diplômé de l'Université de Pékin.

I.Y. : **Depuis 2012, la 5^e génération de leaders – avec Xi Jinping comme chef de file – a pris le pouvoir en Chine. Est-ce que vous pouvez nous dire à quoi elle correspond et quelle est sa spécificité par rapport aux précédentes ?**

A.A. : Depuis la fondation de la République Populaire de Chine en 1949, plusieurs générations se sont succédé au pouvoir. En deux mots, une génération représente une classe d'âge de leaders regroupée autour d'un chef qui, à son époque, a apporté sa contribution au pays. La 1^e génération, menée par Mao, a conquis l'indépendance et créé la RPC, la 2^e a jeté les bases de la Réforme avec Deng Xiaoping, la 3^e a achevé l'ouverture du pays sous l'impulsion de Jiang Zemin, tandis que la 4^e a accéléré le développement social avec Hu Jintao. Quant à la 5^e, qui regroupe les leaders nés dans les années 1950, elle est ce que l'on appelle la « génération perdue », celle qui a été prise dans la tourmente de la Révolution culturelle. Beaucoup d'entre eux ont été envoyés en rééducation à la campagne et ont dû interrompre leurs études. Cette période a fortement marqué leurs mentalités : d'une part, ce sont des pragmatiques qui ont une grande méfiance vis-à-vis de l'idéologie ; d'autre part, leur passage forcé dans la Chine rurale de l'époque les a rendus sensibles à la pauvreté et aux inégalités. Ajoutons également que la plupart sont des technocrates surdiplômés, économistes, financiers et ingénieurs, comme ceux de la 4^e génération, avec une forte proportion de juristes. La volonté de l'Etat chinois de « gouverner par la loi », mot d'ordre lancé par

Hu Jintao et repris ensuite par Xi Jinping, mais aussi sa détermination à se mettre au diapason des normes internationales, y sont pour quelque chose. Enfin, beaucoup d'entre eux sont des « *haigui* », c'est-à-dire des Chinois qui ont étudié à l'étranger.

I.Y. : Xi Jinping est-il un cas singulier ou au contraire représentatif de cette 5^e génération de leaders chinois ? Et au-delà du style (il présente une personnalité chaleureuse et déterminée, plus accessible), est-il différent des autres « princes rouges » de sa génération ?

A.A. : Xi Jinping est tout à fait représentatif de sa génération dans le sens où lui aussi, au cours de la Révolution culturelle, a connu pendant sept ans l'exil et des conditions de vie difficiles dans la province pauvre du Sha'anxi. Il a d'ailleurs su gagner la confiance des gens du cru par son humilité et ses efforts. Le sort des petites gens le préoccupe réellement, ce n'est pas un genre qu'il veut se donner. C'est pourquoi il soutient prioritairement la politique de lutte contre les inégalités économiques et sociales menée par son Premier ministre Li Keqiang. D'autre part, s'il aime citer Mao, c'est plus par admiration pour le Grand Timonier – qui avait le sens de la formule pour galvaniser le peuple – que par volonté de revenir aux sources du communisme. En revanche, contrairement à la plupart de ses pairs, il n'a pas de spécialité définie (économie politique, finance, droit international...), ce n'est pas un technocrate mais un politique de terrain, d'où son style direct et décontracté. Il n'a rien d'un apparatchik.

De même, Xi a le parcours typique du prince rouge de sa génération : il a intégré par piston une université prestigieuse (Qinghua) à la fin de la Révolution culturelle, il a aussi été « *mishu* », c'est-à-dire secrétaire particulier d'un haut dignitaire (le général Geng Biao, un ami de son père) pendant les années 1980, et a occupé des postes de direction importants dans des riches provinces côtières (Fujian, Zhejiang). Sa seule différence est de n'être pas parti étudier à l'étranger et, en ce sens, de n'avoir pas été exposé aux valeurs et aux idées occidentales.

I.Y. : Pour mieux comprendre la personne de Xi Jinping, peut-on savoir qui était son père et quel rôle il a joué pendant la période maoïste ?

A.A. : Xi Zhongxun, le père de Xi Jinping, est un communiste de la première heure originaire du Sha'anxi, et l'une des têtes pensantes du soviet du Sha'an-Gan-Ning dans les années 1930. Il est apprécié par Mao, mais, à partir des années 1950, est surtout considéré comme un proche de Zhou Enlai. Parmi les dignitaires de l'époque, Xi père est un cas à part : il a son franc-parler et affiche une grande indépendance d'esprit, ce qui lui attire des ennemis, dont le plus terrible est Kang Sheng, le chef des services secrets chinois. Kang est à l'origine de la disgrâce de Xi père en 1962, ce qui vaudra à Xi Jinping le surnom de « fils de contre-révolutionnaire » et à la famille Xi de devoir renoncer à ses privilèges. Cette mise au ban de la société se poursuit durant la Révolution culturelle, des années qui seront éprouvantes pour le père comme pour le fils. Lorsque Deng Xiaoping arrive au pouvoir en 1978, Xi père revient sur le devant de la scène et participe activement à la mise en place des ZES¹. Pour autant, il n'a pas perdu son esprit frondeur : il sera entraîné en 1987 dans la chute de son vieil ami Hu Yaobang, le secrétaire général du PCC de l'époque, pour s'être opposé à la « dictature de Deng Xiaoping ». Jusqu'au bout, le père de Xi Jinping conservera ce caractère entier et indépendant. Par rapport à lui, son fils apparaît plus conciliant ; c'est un rassembleur, pas un empêchement de tourner en rond. Mais il est évident que Xi a hérité de son goût de la politique, de la réforme, mais aussi de son aversion pour la corruption. Son père semble également lui avoir transmis son sens des relations, car le vieux Xi comptait de nombreux alliés dans tous les milieux, dont l'un des plus étonnants est très certainement l'actuel Dalaï Lama.

I.Y. : En dehors des amis de son père, quelles ont été les protections et les réseaux de Xi Jinping qui ont permis son ascension au plus haut niveau ? >>

Le Président chinois Xi Jinping : un « prince rouge » au pouvoir

1. Zones économiques spéciales.

► **A.A.** : Pendant longtemps, Xi Jinping a été considéré comme un « sans faction », ce qui a beaucoup ralenti sa carrière. Lorsque son père a été mis à l'écart en 1987 à la chute de son vieil ami Hu Yaobang, il s'est reposé sur le réseau des anciens de l'université Qinghua. On en a déduit, et pendant longtemps, qu'il était un proche de Hu Jintao, lui-même issu de Qinghua. Or, dans les années 1990, il fallait être lié à la faction de Shanghai pour être promu au plus haut niveau, son chef de file Jiang Zemin étant devenu le nouveau n°1 chinois en 1989. Dans ces années-là, Xi s'est rapproché ponctuellement de certains Shanghaiens, comme Jia Qinglin, le chef du Parti du Fujian, mais il n'en a pas tiré grand bénéfice car Jia a été éclaboussé par le scandale de contrebande du groupe Yuanhua en 2000. D'autre part, même s'il a pu par la suite entrer en contact avec Jiang Zemin par le biais de son épouse Peng Liyuan, célèbre chanteuse de l'APL liée au « Gang de la Culture » de la faction de Shanghai, cela n'a rien donné car il n'était alors pas considéré comme une étoile montante du clan. C'est finalement sur le tard, à 54 ans, que Xi Jinping a été repéré par Zeng Qinghong, le bras droit de Jiang, qui cherchait un prince rouge pour devenir leader de la 5e génération. Tout s'est alors joué en une année pour Xi : chef du Parti du Zhejiang en janvier 2007, il finit membre permanent du Politburo et n°5 du régime en décembre. Une véritable « ascension en hélicoptère », comme on dit en Chine.

I.Y. : Justement, vous évoquez sa femme Peng Liyuan, célèbre chanteuse et général de l'APL qui jouit d'une énorme popularité en Chine comme à l'étranger. Qu'a-t-elle de si particulier, et qu'apporte-t-elle à Xi Jinping ?

A.A. : Peng Liyuan est effectivement une chanteuse réputée en Chine, rattachée à l'APL depuis ses débuts. Son grain de voix est particulier – elle s'est d'ailleurs beaucoup intéressée aux chants des minorités de Chine, connus pour leurs sonorités étranges. Il faut savoir qu'à 20 ans, elle était déjà très célèbre, bien avant de se marier avec Xi Jinping, mais que ce dernier, loin d'en prendre ombrage, l'a encouragée à poursuivre sa carrière. Au-delà du lien qui les unit, Xi a, de toute façon,

bien compris qu'elle était pour lui un atout au plan politique, à la fois utile et décoratif. Utile, car elle a contribué à son ascension en activant ses réseaux au sein de la faction de Shanghai et de l'armée. Mais ce n'est pas une intrigante comme a pu l'être Jiang Qing, la 3^e femme de Mao ; elle se tient à l'écart des affaires de l'État. Décorative ensuite, car, par sa beauté et son élégance, elle a donné une image plus « glamour » du pouvoir chinois. Enfin, elle a, en quelque sorte, « occidentalisé » le statut de première dame en Chine en s'impliquant dans l'humanitaire via son statut d'ambassadrice pour l'OMS².

I.Y. : Revenons à Xi Jinping lui-même : quelles sont ses forces et ses faiblesses ?

A.A. : La force principale de Xi Jinping, c'est de posséder les qualités des « fils de » – comme la loyauté au Parti, le patriotisme –, sans en avoir les défauts – abus de pouvoir, corruption. C'est, semble-t-il, quelqu'un de désintéressé qui souhaite se consacrer au bien-être de son pays. Dans le même temps, il n'est pas non plus devenu n°1 chinois par hasard : fin politique, il connaît parfaitement les rouages du système et sait en jouer. Sa grande faiblesse, qui l'a pourtant aidée dans sa carrière, c'est d'être un homme de relations. Comme il cherche à mettre tout le monde d'accord au sein du Parti – et qu'il est ami avec des gens issus de tendances diverses –, il n'est pas toujours clair sur ses positions. On l'a vu dans l'affaire Bo Xilai en 2012. Il a longtemps maintenu l'ambiguïté, si bien que jusqu'au dernier moment, on ne

2. Depuis 2011, pour la lutte contre la tuberculose et le sida. Dans la même veine, Peng Liyuan a rendu visite aux enfants malades de l'hôpital Necker à Paris, lors de la visite d'Etat du président chinois en mars 2014. Marie-Hélène Pozzar (« Quel dirigeant Xi Jinping sera-t-il pour la deuxième puissance économique mondiale ? », *Monde chinois*, 32, 2012, p. 50-53) parle même du couple présidentiel comme de « Kennedy à la chinoise », et souligne un certain anticonformisme, notamment social, de la part de Xi Jinping. Selon elle, la première dame remplacera ainsi l'ancien premier ministre Wen Jiabao dans le rôle de porte-parole de la compassion du Parti à l'égard du petit peuple, notamment lors des catastrophes naturelles. Sébastien Falletti souligne quant à lui que Peng Liyuan participe d'une véritable « stratégie diplomatique de Xi visant à établir des relations chaleureuses avec les grands de la planète pour mieux apaiser les tensions » et que, dans ce cadre, « l'absence de première dame à l'Élysée brouille le scénario et irrite le protocole chinois » (« Peng Liyuan, une star devenue première dame », *Le Figaro*, 26 mars 2014).

savait pas s'il soutenait Bo ou le contraire. Mais cela ne date pas d'hier : déjà, dans ses « *évaluations de performance* » de jeune dirigeant, le Comité central lui reprochait de « *manquer d'un certain esprit de décision* ». En ce sens, Xi est très chinois, très tactique, voire taoïste : il agit en fonction des événements ou parfois, les laisse décider pour lui.

I.Y. : A propos du tandem exécutif Xi Jinping/Li Keqiang, comment est-il désigné ? Sur quels critères ? Comment ces leaders font-ils « campagne » ?

A.A. : Comme vous le soulignez, l'exécutif chinois est aujourd'hui bicéphale, mais c'est une coutume très récente, qui date des années 90. Ce tandem est représenté par le secrétaire général du Parti et le Premier ministre qui appartiennent chacun à une faction différente. C'est une façon de préserver l'équilibre des forces, de ne pas concentrer les pouvoirs entre les mains d'une seule faction. Lorsqu'il est question de désigner un tandem pour une nouvelle génération, chaque faction dominante propose son poulain au Comité central. Li Keqiang a été présenté très tôt par la faction de la Ligue de la Jeunesse de Hu Jintao et par la famille de Deng Xiaoping, c'est pourquoi on a longtemps pensé qu'il serait le futur secrétaire général du Parti. Mais c'est finalement Xi Jinping, avancé tardivement par la faction de Shanghai, qui a obtenu le poste. Une fois l'aval du Comité central obtenu pour les deux « candidats », ils sont présentés devant les huit du Conseil des Sages³ (Jiang Zemin, Li Peng et Zhu Rongji en font partie⁴). C'est à ce stade que Xi Jinping a fait la différence car il a toujours entretenu des liens étroits avec les vieux pontes du Parti.

I.Y. : Quelle est la répartition du pouvoir et des rôles entre le président Xi Jinping et le Premier ministre Li Keqiang ? Quelles sont leurs relations ? Rejouent-ils le duo Hu Jintao-Wen Jiabao ?

3. Le Conseil des Sages du Comité central se compose de huit vétérans qui s'assurent que l'esprit du Parti est bien respecté par le Secrétaire général et le Politburo permanent (A.A.).

4. Li Peng et Zhu Rongji ont tous deux été Premier ministre.

A.A. : En tant que secrétaire général du Parti, Xi Jinping est en charge des affaires politiques, diplomatiques et militaires, tandis que Li Keqiang a pour tâche de s'occuper des dossiers économiques, financiers et sociaux. Cette répartition des rôles semble convenir puisque Xi possède une bien meilleure connaissance de l'armée et de la politique étrangère que Li. C'est d'ailleurs pour cette raison que la balance a penché en faveur de Xi lorsqu'il a fallu les départager. Quant à Li Keqiang, eu égard à sa formation (doctorat en économie) et à son expérience de vice-Premier ministre de la Réforme, il est tout à fait dans son élément à ce fauteuil. Leurs relations, même si elles sont cordiales, restent néanmoins empreintes d'une certaine distance. Ils ne sont pas aussi proches que l'étaient Hu Jintao et Wen Jiabao, tout en se voyant régulièrement en tête-à-tête pour faire le point. De fait, on remarque jusqu'à présent que Xi Jinping ne s'est opposé à aucune des réformes lancées par Li (urbanisation des campagnes, suppression du laogai, etc.).

I.Y. : Quel est en particulier le rôle des factions ou des clans, des réseaux, des compétences ou du consensus dans les nominations et le fonctionnement des institutions⁵ ? La faction de Shanghai, en particulier, qui dominait les institutions en 2002, a-t-elle disparu ? Y a-t-il toujours des chasses gardées ?

A.A. : En fait, contrairement à ce que l'on peut penser, ce n'est pas parce qu'elle est régie par un parti unique que la direction chinoise est monolithique. Elle se compose de différentes factions (deux ou trois principales), qui s'affrontent ou s'allient lors des réunions du Politburo⁶. Les prises de décision résultent d'ailleurs souvent d'un consensus, et non de la seule volonté d'un leader. Quant aux nominations impor- ➤

5. Sur le fonctionnement des institutions chinoises contemporaines (PCC et Etat), voir Jean-Pierre Cabestan, *Le système politique chinois*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2014.

6. Le Bureau politique du Comité central du PCC est composé d'environ 23 personnes élues par le Comité central pour diriger le PCC (Depuis que le Politburo permanent est passé de 9 à 7 en 2012, les membres du Politburo sont au nombre de 23). Il constitue *de facto* l'organe dirigeant de la RPC.

Le Président chinois Xi Jinping : un « prince rouge » au pouvoir

» tantes, elles font l'objet d'un marchandage systématique. C'est, de fait, une véritable « *démocratie interne au Parti* ». Aujourd'hui, deux factions dominent. La première, que je qualifierais de « *faction présidentielle* », est la base de pouvoir de Xi Jinping : elle regroupe la faction de Shanghai (les anciens protégés de Jiang Zemin), mais aussi les jeunes dirigeants qui ont travaillé avec Xi lorsqu'il était en poste au Zhejiang, à Shanghai et au Fujian. Ses partisans sont nombreux au Politburo, dans l'armée, dans le domaine de la sécurité et du renseignement, ainsi que dans des fiefs côtiers importants comme celui de Shanghai. Leurs rivaux de la faction de la Ligue de la Jeunesse rassemblent les anciens proches de l'ex-président Hu Jintao. Son chef de file est d'ailleurs aujourd'hui Li Keqiang, l'ex-lieutenant de Hu. Si la chasse-gardée de ce réseau s'est longtemps limitée à la propagande et à l'éducation des masses, ce n'est plus le cas aujourd'hui : ses fidèles sont très nombreux au Comité central, mais aussi dans des provinces et municipalités-clefs comme le Guangdong, Pékin ou Tianjin. Enfin, citons également la faction Qinghua, composée de jeunes technocrates issus de la prestigieuse université du même nom qui, en général, s'arrogent les postes financiers et économiques. Leur leader actuel est le membre du Politburo Wang Qishan.

I.Y. : Xi Jinping est-il indépendant ? Quelle est sa marge de manœuvre par rapport aux factions et réseaux dont il dépend ou auxquels il est lié ? Quant aux générations précédentes, sont-elles toujours influentes ?

A.A. : Xi Jinping n'est pas indépendant, dans le sens où il ne dirige pas la Chine tout seul mais avec les six autres membres permanents du Politburo, et qu'il doit par ailleurs rendre des comptes au Comité central et au Conseil des Sages. Comme nous l'avons souligné plus tôt, nous sommes dans un système oligarchique. Toutefois, je dirais que Xi dispose d'une bonne marge de manœuvre pour faire accepter sa politique, tout d'abord parce que cinq des sept membres du Politburo permanent lui sont acquis. Ensuite,

contrairement à ce qu'il s'est passé pour Hu Jintao, Xi a pris les rênes du pouvoir sans qu'aucun vétéran des précédentes générations ne vienne lui faire de l'ombre. On se souvient qu'en 2002, Jiang Zemin était resté à la tête de la Commission militaire et que Hu Jintao avait mis plusieurs années avant de s'affranchir de cette présence pesante qui défiait son autorité. C'est d'ailleurs grâce à Hu, qui a eu l'élégance de se retirer complètement, qu'aujourd'hui Xi Jinping concentre tous les pouvoirs aussi bien au Parti (il est secrétaire général), qu'au sommet de l'État (par son statut de président de la Chine) et dans l'armée (il est président de la Commission militaire centrale). On peut même dire qu'on n'avait pas vu cette situation depuis Deng Xiaoping.

I.Y. : Faut-il aller, comme certains, jusqu'à qualifier Xi Jinping d' « empereur rouge » ? En dépossédant le Premier ministre Li Keqiang de ses prérogatives économiques, en reprenant en main la diplomatie et en créant un nombre important de nouvelles commissions, cumulant ainsi tous les titres importants sans saper de front le pouvoir de ses collègues, Xi a-t-il habilement relégué Li au rang de collaborateur ?

A.A. : Par sa fonction de président, Xi Jinping a toujours été en charge de la diplomatie. Il ne s'agit donc pas d'une reprise en main : il joue pleinement son rôle. Quant à son autorité absolue sur l'armée, elle ne fait aucun doute⁷. En revanche, concernant le domaine économique, j'interprèterais la place de Xi à la tête de la nouvelle Commission de Réforme davantage comme une volonté de lancer les grandes lignes économiques en tant que leader qui montre la voie – à l'instar de Deng Xiaoping – que comme un désir de damer le pion à Li Keqiang. D'ailleurs, Li s'occupe plus que jamais des dossiers économiques, puisqu'il est toujours à la tête de la Cellule économique et financière du Comité central, celle qui donne le « la » en la matière.

7. Patrick Saint-Paul, « La puissance du nouvel « empereur rouge » », *Le Figaro*, 26 mars 2014.

8. Voir *infra*.

I.Y. : Plus généralement, qui gouverne en Chine ? Entre le Parti et l'Etat, où est le pouvoir ?

A.A. : Le véritable pouvoir se trouve au Parti, au Politburo qui compte 23 membres, dont les sept permanents représentent l'exécutif. Beaucoup d'entre eux ont une fonction importante au Conseil d'Etat et sont pour la plupart vice-Premiers ministres ou conseillers d'Etat. Pour simplifier, on peut dire que les grandes décisions (sur la politique économique, Taiwan, le Tibet...) sont prises au Parti, puis mises en œuvre par les Ministères au Conseil d'Etat. Toutefois, il ne faut pas négliger le rôle consultatif de nombreuses instances comme les groupes de l'Assemblée nationale populaire, les think tanks rattachés directement au Conseil d'Etat ou aux grandes universités chinoises qui ont beaucoup d'influence sur les décideurs chinois.

I.Y. : Quelles sont les figures importantes de cette 5^e génération ? Qui constitue la garde rapprochée de Xi Jinping ?

A.A. : Les figures importantes de cette 5^e génération liées au clan présidentiel sont Zhang Dejiang, le président de l'Assemblée nationale populaire, Zhang Gaoli, le vice-Premier ministre des Finances, mais aussi Wang Qishan, le chef de la Commission de Discipline. Mis à part Zhang Gaoli, tous sont des princes rouges. Côté faction de la Ligue de la Jeunesse, on trouve Li Yuanchao, le vice-président de la Chine, ou encore Wang Yang, le vice-Premier ministre de l'Agriculture. Quant à la garde rapprochée de Xi Jinping, elle se compose de son chef de cabinet Ding Xuexiang, de son secrétaire particulier Zhong Shaojun, mais aussi de sa « plume » He Yiting, qui lui écrit ses discours⁹.

I.Y. : Quel rôle joue le réseau des Chinois partis étudier à l'étranger dans ce nouveau système ?

A.A. : Les Chinois formés à l'étranger, les fameux « haigui », jouent un rôle fondamental

dans ce nouveau système. Le plus souvent formés à l'anglo-saxonne et plus particulièrement aux États-Unis, ils sont très présents à la direction des grandes instances financières chinoises (la Commission de Régulation des Marchés, le fonds souverain China Investment Corporation (CIC)...) et des think tanks économiques qui gravitent autour du Conseil d'Etat. Sans surprise, on en trouve également un grand nombre au ministère des Affaires étrangères et à celui des Sciences et Techniques. On constate donc que les élites chinoises cherchent à acquérir un savoir-faire occidental dans ces domaines, et qu'en Chine, on est désormais bien loin du cliché des vieux communistes adeptes de l'économie planifiée.

I.Y. : Voit-on déjà émerger les figures de proue de la 6^e génération, et en particulier le prochain tandem, désigné plusieurs années à l'avance ? Cette génération sera-t-elle dominée elle aussi par les « princes rouges » ?

A.A. : Au dernier congrès en 2012, deux dirigeants de la 6^e génération (née dans les années 1960) sont entrés au Politburo : Hu Chunhua, le chef du Parti du Guangdong affilié à la faction de la Ligue de la Jeunesse¹⁰, et Sun Zhengcai, le chef du Parti de Chongqing, fidèle de la faction de Shanghai et apprécié par Xi Jinping. On peut donc raisonnablement penser qu'ils occuperont des postes importants en 2022, lorsque leur génération accèdera au pouvoir. En même temps, il est difficile de dire s'ils formeront le tandem de la 6^e génération. Beaucoup de choses peuvent encore se passer en une décennie, et il n'est pas dit que des outsiders ne feront pas leur apparition, comme ce fut le cas pour Xi Jinping en 2007. Quant aux princes rouges, ils semblent moins nombreux au sein de cette nouvelle génération que dans la 5^e mais là encore, prudence, car les « fils de » sont les champions de « l'ascension en hélicoptère ». Quoi qu'il en soit, il est encore trop tôt pour se prononcer. Tout se jouera entre 2017 et 2022. ➤

Le Président chinois Xi Jinping : un « prince rouge » au pouvoir

9. Marie-Hélène Pozzar, « La nouvelle équipe dirigeante : des princes rouges et des conservateurs », *Monde chinois*, 32, 2012, p. 44-49, évoque aussi Yu Zhengsheng, Liu Yunshan et Wang Qishan.

10. Hu Chunhua, âgé de 48 ans, est l'héritier de Hu Jintao et est actuellement en poste au Guangdong (M.-H. Pozzar, « Quel dirigeant », *art. cit.*, p. 53).

►► **I.Y. : Xi est-il un conservateur, un réformiste ou un libéral ?**

A.A. : D'un point de vue économique, Xi Jinping est, sans conteste, un réformateur¹¹. Il est pour l'économie de marché et encourage clairement le développement des entreprises privées, tout en prônant une meilleure intégration de la Chine dans le système international. Il l'a réaffirmé lors de son voyage dans le Sud en décembre 2012, clin d'œil au même voyage effectué 20 ans auparavant par Deng Xiaoping pour relancer la Réforme. Au plan politique, Xi est conservateur car il n'a pas l'intention de remettre en cause le système actuel de parti unique, ni même la forte centralisation du pouvoir. En cela, il est très « prince rouge » : on le voit mal remettre en cause un régime qui l'a amené au sommet. Mais là encore, il faut nuancer, cela ne signifie pas qu'il ne reformera pas le Parti¹².

I.Y. : Justement, dans quelle mesure Xi Jinping reformera-t-il le système politique ? Quels sont ses modèles ?

A.A. : En matière de réforme politique, Xi Jinping n'a jamais caché que sa source d'inspiration était, non pas occidentale, mais asiatique. En l'occurrence, le modèle qui le séduit n'est pas la démocratie, mais le capitalisme semi-autoritaire à la singapourienne. Car le modèle singapourien est particulier : d'un côté, tout comme le régime chinois, il est dirigé par un parti dominant (le People's Action Party ou PAP) qui muselle la presse et étouffe toute contestation ; mais de l'autre, ce système répond aux critères démocratiques, puisqu'il a un parlement, qu'il a instauré le multipartisme (même si les autres partis sont insignifiants par rapport au PAP), et que des élections se tiennent régulièrement (bien qu'elles soient toujours gagnées par le PAP). Du point de vue de Xi Jinping, cette démocratie de façade permettrait de donner des habits neufs au pouvoir de Pékin et de le rendre parfaitement fréquentable sur la scène internationale.

11. Xi Jinping est d'ailleurs à la tête du groupe de direction pour la réforme globale mis en place par le Comité central du PCC (source : *Xinhua*, repris par *peopledaily.com*, 31/12/2013).

12. Voir aussi M.-H. Pozzar, « Quel dirigeant », *art. cit.*

I.Y. : Certains estiment même que l'Etat chinois est trop faible – face aux pouvoirs locaux et aux réseaux interpersonnels (les *guanxi*)¹³ : qu'en pensez-vous ?

A.A. : C'est certainement vrai dans de riches provinces et enclaves côtières comme le Guangdong, le Fujian, Tianjin ou encore Dalian, mais dans la plupart des provinces, le gouvernement central garde le contrôle. S'il arrive qu'il lui échappe, comme on l'a vu pour Chongqing dans l'affaire Bo Xilai, le Centre n'hésite pas à sortir les grands moyens pour réaffirmer son autorité.

I.Y. : Une frange de plus en plus importante de la population semble par ailleurs réclamer l'établissement d'un « gouvernement moral ». Quelle est l'influence ici du modèle singapourien et du néo-confucianisme dans la gouvernance chinoise ?

A.A. : Pour les néo-confucéens, les valeurs issues de la culture chinoise (l'ordre social, le respect des aînés, la stabilité, le sens du bien commun et le rôle central de l'État dans le développement économique) sont essentielles au bon gouvernement d'un pays. La direction chinoise est très imprégnée de cette pensée, et son système de capitalisme autoritaire répond à ces critères.

I.Y. : On a assisté à un tour de vis progressif sur la liberté d'expression depuis la fin de l'été 2013¹⁴, mais en même temps la Chine a annoncé quelques réformes très populaires, comme la fin des camps de rééducation par le travail, les *laogai* : y a-t-il une stratégie visant à répondre aux attentes de la population ? Comment Xi Jinping voit-il l'émergence d'une société civile ?

13. Marie-Claire Bergère, « Les tribulations du capitalisme en Chine au XX^e siècle », in Yves Michaud (dir.), *La Chine aujourd'hui*, Odile Jacob, 2003, p. 197-218 (notamment p. 218).

14. Y compris à Hong-Kong, comme l'a montré le limogeage début janvier 2014 de Kevin Lau, le rédacteur en chef libéral du quotidien *Ming Pao*, remplacé par une personnalité pro-Pékin. Kevin Lau a été poignardé en plein jour mercredi 26 février. Cette évolution ne semble pas faire réagir les Hongkongais (source : *Arte Reportage*, 22 mars 2014).

A.A. : A première vue, cela paraît contradictoire, mais si l'on fait le lien avec le modèle singapourien et cette fameuse « démocratie de façade » dont je viens de parler, ces actions paraissent tout à fait logiques. Xi Jinping, et plus largement la direction chinoise, a bien conscience qu'il va falloir travailler à l'émergence d'une société civile, réclamée par la nouvelle classe moyenne des zones urbanisées. Sa stratégie est donc de faire évoluer le système sans pour autant mettre en péril le pouvoir en place. Si la suppression des *laogai* en fait partie, il faut aussi souligner qu'elle entre dans le cadre de sa politique de « gouvernement par la loi ». Désormais, les potentats locaux n'auront plus la possibilité d'emprisonner de manière arbitraire. Il leur faudra suivre le processus juridique classique.

I.Y. : Se dirige-t-on vers un Etat de droit ?

A.A. : On ne peut pas encore parler de démocratie ou de Justice au sens où l'entendent les Occidentaux, mais il est certain que les considérations de justice et de respect de la personne humaine seront prises en compte dans l'actuelle refonte du système juridique¹⁵.

I.Y. : Le Parti a fait de l'entrée en son sein de représentants du capitalisme l'un des fondements théoriques de son idéologie¹⁶ : ce « capitalisme rouge » n'est-il pas un dangereux mélange des genres entre intérêts de l'Etat et intérêts privés, entre pouvoir politique et pouvoir économique et financier ? En particulier, quelles conséquences le rôle ambigu des « princes rouges », présents dans toutes les sphères d'activité du

15. Sur l'évolution du droit en Chine, voir en particulier les travaux de Mireille Delmas-Marty, titulaire depuis 2002 de la chaire « Études juridiques comparatives et internationalisation du droit » au Collège de France. Sur le rapport privilégié de la Chine à la règle plutôt qu'au droit, voir aussi Guillaume Rougier, « L'esprit des lois chinoises », in *Monde chinois*, 22, printemps 2010, p. 140-141.

16. Avec la théorie des « Trois représentativités » (ou « triple représentativité », dans la transcription officielle), intégrée à la Constitution chinoise en 2003. Mais déjà, au milieu des années 1950, on trouvait au sein du Parti des « capitalistes nationaux », après la nationalisation des entreprises urbaines. La « rupture révolutionnaire » des années 1949-1979 ne constitue par ailleurs qu'une parenthèse au regard de l'histoire d'un capitalisme chinois qui s'enracine dans la tradition de l'âge d'or des années 1920-1930 (M.-C. Bergère, *art. cit.*, p. 204-205).

pays, peut-il avoir dans la lutte affichée par le Parti contre la corruption ? Vous évoquez par exemple la constitution de véritables seigneuries à la fois géographiques et sectorielles¹⁷...

A.A. : Comme vous le soulignez, ce capitalisme rouge, qui mêle intérêts privés et étatiques, est répandu partout en Chine, dans les riches provinces et municipalités, comme dans les secteurs stratégiques de l'économie. Ce phénomène grandissant est effectivement créé et entretenu par les princes rouges. On ne compte plus les « fils de » à la tête de grands groupes publics ou privés, qui remportent les appels d'offres lancés par le gouvernement chinois. Ils sont évidemment très présents dans les secteurs lucratifs. Dans le domaine de l'énergie, on peut citer Li Xiaolin, la fille de l'ex-Premier ministre Li Peng et PDG du producteur d'électricité indépendant China Power International. Dans celui des télécoms, il y a bien évidemment Winston Wen, le fils de l'ex-Premier ministre Wen Jiabao, mais aussi Li Huidi, le fils de l'ex-membre du Politburo Li Changchun et vice-directeur de China Mobile. Les finances ne sont pas en reste, et ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les joint-ventures (JV) financières sino-étrangères recrutent de nombreux princes rouges. Je pense à la China International Capital Corporation (CICC), la première du genre, qui est aujourd'hui dirigée par Levin Zhu, le fils de l'ex-Premier ministre Zhu Rongji. Il ne fait pas de doute que ce capitalisme rouge est le talon d'Achille de la Chine, qu'il freine la lutte anti-corruption, empêche la réforme de nombreux pans de l'économie et provoque des dissensions au sein du Parti.

I.Y. : Comment se positionne Xi Jinping, dont la fortune familiale a été révélée en juin dernier par l'agence Bloomberg¹⁸, sur ces questions sensibles et cruciales >>

17. A. Andrésy, *Princes rouges : Les nouveaux puissants de Chine*, L'Harmattan, 2004, p. 246 et 255.

18. En juin dernier, l'agence Bloomberg révélait l'importance de la fortune des Xi, détenue selon certains essentiellement par sa sœur aînée, informations censurées en Chine, mais qui interviennent après les révélations fracassantes sur la fortune considérable du clan de l'ex-premier ministre Wen Jiabao (2,7 milliards de dollars selon la *New York Times*).

Le Président chinois Xi Jinping : un « prince rouge » au pouvoir

►► pour l'avenir du Parti ? Mène-t-il une vraie politique de lutte anti-corruption et de réforme du secteur public¹⁹ ?

A.A. : Les révélations de Bloomberg sur la fortune de sa sœur aînée et de son beau-frère ont indigné Xi Jinping parce qu'il tient à son image de leader incorruptible et intègre. Et dans ce cas précis, Xi ne peut pas être mis en cause dans la mesure où sa sœur, princesse rouge elle-même, a fait fortune en se reposant sur ses connexions cantonaises, et notamment sur le clan du Maréchal Ye Jianying²⁰. En définitive, ces révélations ont surtout eu pour effet de radicaliser la politique de lutte anti-corruption menée par Xi aussi bien contre les « *mouches* » (les cadres locaux) que contre les « *tigres* » (les hauts responsables) . On a vu qu'en 2013, il s'est attaché à faire chuter l'un de ces tigres, Zhou Yongkang, l'ex-membre du Politburo, dont les chasses-gardées dans les secteurs pétroliers et de la sécurité publique bloquaient toute réforme. Xi ne s'est d'ailleurs pas fait que des amis au sein du Parti en s'en prenant à Zhou, et on a ainsi pu observer une certaine froideur dans ses rapports avec son ancien mentor Zeng Qinghong, qui était un protecteur de Zhou. C'est le problème en Chine, lorsque l'on s'attaque à un haut dignitaire, il faut savoir quand s'arrêter pour ne pas fragiliser le système, car l'offensive est souvent suivie d'un effet domino qui éclabousse d'autres dirigeants. On peut même dire que l'affaire Zhou est l'une des conséquences du scandale Bo Xilai de 2012²¹.

I.Y. : Pouvez-vous tirer un bilan provisoire du dernier plénum du PCC ? S'attaque-

19. L'universitaire et avocat Xu Zhiyong, militant anti-corruption et fondateur du Mouvement des nouveaux citoyens, a été condamné fin janvier 2014 à quatre ans de prison pour avoir réclamé plus de transparence et la publication du patrimoine des hauts-fonctionnaires chinois.

20. Les officiels qui investissent l'argent de la corruption le font rarement en leur nom propre, et nombre d'entre eux ont mis leur argent dans des paradis fiscaux, via Hong-Kong par exemple (source : *Arte Reportage*, 22 mars 2014).

21. Jusqu'à l'affaire de corruption et de meurtre à laquelle sa femme a été mêlée, Bo Xilai était pressenti pour accéder au comité permanent du bureau politique du PCC. Chef du Parti dans la municipalité de Chongqing de décembre 2007 à mars 2012, où il a mené une lutte anti-mafia qui l'a rendu populaire, il a depuis été exclu du Comité central du PCC.

t-il aux inégalités croissantes, sources de tensions elles aussi croissantes ?

A.A. : Le 3^e Plénum de novembre 2013 a bien montré que Xi Jinping souhaitait approfondir les réformes de Deng Xiaoping en reconnaissant le rôle décisif du marché dans la redistribution des richesses (citons les prêts aux PME qui seront effectués par de nouvelles banques privées), mais aussi et surtout en permettant aux couches les plus basses de la société d'accéder à la classe moyenne. Ce dernier point est le plus important de la politique économique et sociale de Xi Jinping, à savoir, rendre accessible le « *rêve chinois* » au petit peuple. Lors de ce plénum, Xi et Li Keqiang se sont aussi attaqués aux inégalités territoriales par la réduction de l'endettement des collectivités locales. Les avancées sociales n'ont pas été en reste avec la mise en place d'une sécurité sociale de base et un assouplissement de la politique de l'enfant unique. Mais je crois que la mesure phare – historique, devrais-je dire – de ce plénum a été la suppression du système des laogai, ces camps de travail hérités de l'ère maoïste. Il faut y voir une première étape dans la réorganisation du système judiciaire chinois. Ce plénum a donc défini les objectifs de la nouvelle direction pour les 5-10 années à venir. Li Keqiang et son équipe doivent désormais les mettre en pratique. Or, n'oublions pas qu'à l'échelle de la Chine, ces changements prendront du temps²².

I.Y. : Xi Jinping semble apprécié, à la différence de son prédécesseur, dans les milieux militaires: va-t-il poursuivre la reprise en main de l'armée amorcée par Jiang Zemin ? Pouvez-vous nous dire un mot de sa politique de Défense ?

A.A. : Xi Jinping jouit effectivement d'une grande popularité dans l'armée, non seulement grâce au prestige de son père, mais aussi et surtout parce que beaucoup d'amis princes rouges de son enfance sont deve-

22. Pour un point de vue complémentaire sur le dernier Plénum, voir l'interview d'Emmanuel Lincot par Stéphane Cholleton, « Troisième Plénum : quelles orientations stratégiques pour la Chine ? », *Cahiers du Comité Asie*, n°7, hiver 2014, p. 9-17.

nus des hauts gradés de l'APL. Quant à la reprise en main de l'armée par Xi Jinping, elle est apparue évidente lors du dernier plénum, quand ont été annoncées les nouvelles réformes de l'appareil militaire. Xi a créé une Commission de Sécurité nationale, qu'il préside lui-même depuis fin janvier, visant à coordonner la sécurité intérieure aux questions de Défense, de géostratégie et de diplomatie, tout en incluant les différents services de renseignement. D'autre part, il a également décidé de réorganiser les sept régions militaires et trois flottes, en cinq zones de commandement unifié : celle du Nord-Est, du Nord, du Sud-Ouest, de la mer de l'Est et du Sud. L'idée est d'avoir une meilleure interaction entre les différents types d'armes et de forces armées en cas de conflit dans la région. Car la politique de Défense chinoise est essentiellement centrée sur l'Asie, où la Chine est clairement expansionniste et impliquée dans de nombreux litiges territoriaux avec ses voisins (les membres de l'ASEAN, le Japon, l'Inde...). La présence américaine en Asie-Pacifique – qui assure la défense de Taiwan –, est aussi une source de tensions, mais elle n'est pas la seule. L'éventualité d'un conflit nucléaire provoqué par la Corée du Nord aux portes de la Chine n'est pas pour rassurer Pékin, qui l'a classée zone d'intervention prioritaire après le Détroit de Taiwan. Ajoutons à cela la lutte contre le terrorisme en Asie centrale, l'une des pierres angulaires du partenariat stratégique de Pékin avec la Russie²³.

I.Y. : Voit-on des inflexions notables dans la politique étrangère de Xi Jinping ?

A.A. : Sur le fond, on ne peut pas dire qu'il y ait de changement de ligne dans la politique chinoise depuis l'arrivée de Xi Jinping. Les principes fondamentaux – la coexistence pacifique et la non-ingérence dans les affaires intérieures – sont restés les mêmes. En revanche, Xi a créé une véritable rupture dans le style : il n'hésite pas à prononcer des phrases choc quand il est en déplacement. La Chine de Deng Xiaoping faisait

profil bas sur la scène internationale. Avec Xi Jinping, elle est désormais une grande puissance qui s'affirme. Elle n'avance plus masquée.

I.Y. : Comment la nouvelle direction chinoise perçoit-elle et envisage-t-elle ses relations avec la France ? Quelle serait la voie vers un véritable rapprochement ?

A.A. : Sur de nombreux dossiers brûlants – que ce soit à propos de la Libye, de la Syrie ou de l'Ukraine –, la France est aujourd'hui perçue par la Chine comme un valet de Washington, surtout depuis son retour dans le commandement intégré de l'OTAN en 2008. Il est clair que Pékin souhaiterait une France plus indépendante dans une vision gaullienne du monde. Peut-être est-ce parce que nous fêtons cette année les 50 ans de l'établissement des liens diplomatiques franco-chinois. A plusieurs reprises, Xi Jinping a montré qu'il était en faveur d'un monde multipolaire (« *Il faut toutes sortes d'oiseaux dans la cage mondiale* »), et ce n'est pas un hasard si Pékin apparaît comme le champion du Tiers-monde face à la toute-puissance américaine. Comme il est peu probable que Paris sorte de la sphère américaine ou fasse lever l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine, la meilleure approche avec Pékin – et ce n'est pas une nouveauté – serait de faire passer l'économie avant le politique, à l'instar de l'Allemagne. Car lorsque la France met en garde Pékin sur les Droits de l'Homme ou le Tibet, elle n'a pas le poids de Washington pour faire plier la partie chinoise, et ne réussit donc qu'à se fermer des portes. La visite en France de Xi Jinping en mars dernier a bien montré qu'il fallait aller dans ce sens. L'autre point important qui a été négligé par la France serait de redevenir un pôle d'attraction pour les élites chinoises de demain et de nouer des liens privilégiés avec elles. Il est loin le temps où Zhou Enlai et Deng Xiaoping considéraient leur passage à Paris comme une expérience fondatrice. A cet égard, on peut évoquer une fois de plus la relation sino-allemande qui a le vent en poupe grâce aux amitiés que le Premier ministre chinois Li Keqiang cultive en Allemagne depuis près de 25 ans. ➤

Le Président chinois Xi Jinping : un « prince rouge » au pouvoir

23. Et les pays membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS).

» I.Y. : **La France doit-elle adapter ses relations avec la Chine face à ce nouveau système des « princes rouges » ? La deuxième grande sœur de Xi, Ji An'an, est diplômée en langue française de l'Institut des Affaires étrangères de Pékin²⁴ : la France a-t-elle ici une carte à jouer ?**

A.A. : Le fait de tisser des relations étroites avec des princes rouges pour être en lien direct avec le pouvoir chinois n'est pas une mauvaise idée en soi. Les États-Unis le font depuis une bonne quinzaine d'années déjà, et cela semble leur réussir. Du temps de l'Administration Bush, Neil, le jeune frère du président, était un partenaire d'affaires de Jiang Mianheng, le fils du président Jiang Zemin, ce qui lui donnait un accès direct au Politburo. Mais dans le cas de Xi Jinping, je ne serais pas aussi catégorique. Les révélations de Bloomberg sur sa famille l'ont rendu très soucieux de maintenir son image d'intégrité. Je vous cite une anecdote qui a eu lieu récemment. Ji Qiaoqiao, la sœur aînée de Xi Jinping, a été invitée à dîner par un vice-Commandant d'une région militaire de l'APL pour avoir l'oreille de Xi en vue d'une future promotion. Lors d'une réunion familiale, la sœur en a parlé à son frère, en lui demandant d'y réfléchir²⁵. Xi a, peu après, appelé le supérieur de l'officier

24. A. Andréy, *Xi Jinping : la Chine rouge nouvelle génération*, L'Harmattan, 2013, p.122.

25. Le « socialisme aux couleurs chinoises » est l'apport théorique de la 5^e génération, après la Pensée de Mao ; la « théorie de Deng » ; la théorie des « Trois représentativités » introduite par Jiang Zemin pour la 3^e génération ; et le Développement scientifique de Hu Jintao pour la 4^e génération.

en question et lui a déclaré : « *Cet homme ne pense qu'à sa carrière. A l'avenir, ne le promouvez pas* ».

I.Y. : **Xi Jinping vante depuis quelques temps le « rêve chinois » : faut-il y voir un alignement sur le « rêve américain » ou au contraire un modèle alternatif ? La politique de Xi Jinping vise-t-elle à imposer dans le monde un nouveau modèle de gouvernement ?**

A.A. : Son « *rêve chinois* » ou plutôt son « *socialisme aux couleurs chinoises* », Xi Jinping l'envisage résolument comme une voie alternative au modèle démocratique américain. Car le capitalisme autoritaire qu'il prône – un « *capitalisme aux couleurs chinoises* » selon l'économiste américain Huang Yasheng –, trouverait son ancrage dans la culture et l'art de gouverner à la chinoise. On voit ici que la fibre nationaliste est très forte et mise en avant. Pour autant, je ne dirais pas que la Chine cherche à l'imposer dans le monde. Xi Jinping a lui-même déclaré : « *Seul un pays peut juger si son modèle de développement lui convient ou non* ». Mais on ne peut nier que certains pays du Tiers-monde sont séduits par ce modèle : à Cuba, Raul Castro a déjà reçu des experts chinois pour étudier la mise en place de ZES ; quelques ZES ont également vu le jour en Afrique. En tous cas, au-delà de ces exemples ponctuels, il n'y a pas de volonté idéologique à vouloir imposer un système. La Chine estime seulement que, si elle n'a pas de leçons à donner, elle n'a pas non plus à en recevoir de l'Occident. C'est tout le message de Xi Jinping. ■

La contribution proactive à la paix du Japon : nouvelle politique de défense ou réel changement de posture stratégique?

L'AUTEUR

Sandrine Dalban-Tabard | Membre du Comité Asie | Étudiante à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS Sup'), Docteure en langue et civilisation japonaises (INALCO).

La « contribution proactive à la paix » du Japon : nouvelle politique de défense ou réel changement de posture stratégique ?

19

Le Premier ministre Abe Shinzō¹ a été élu pour un second mandat à la tête du gouvernement japonais en décembre 2012². Président du Parti libéral-démocrate (PLD), il s'était présenté sous le slogan « *Nihon wo, torimodosu* », qui mêle deux sens : « *Récupérer le Japon* » et « *Retrouver le Japon* » (de la grande époque). Pour rendre au Japon la place économique qu'il occupait auparavant, le gouvernement a mis en place une série de réformes économiques destinées à relancer l'économie japonaise, connue sous le nom d'« *Abenomics* »³. Cette volonté de redonner une place prépon-

dérante au Japon s'étend également au domaine international, en s'appuyant sur une nouvelle politique dite de « sécurité » et sur l'intensification des coopérations diplomatiques et de défense au travers des sommets «2+2»⁴.

Dans le cadre de cette nouvelle politique, on assiste depuis décembre 2013 à une refonte de la politique de défense. Ainsi, le 4 décembre était créé le Conseil de sécurité nationale (NSC)⁵, sur le modèle du National Security Council américain. Dirigé par le Premier ministre, le ministre de la Défense, le ministre des Affaires étrangères et le Secrétaire en chef du Cabinet, il a pour mission de fixer les orientations des politiques >>

1. Les patronymes japonais sont donnés dans l'ordre japonais (nom de famille suivi du nom personnel).

2. Son premier mandat n'avait duré qu'un an (septembre 2006-septembre 2007).

3. Politique de relance s'articule autour de « Trois flèches » (*Sanbon no ya*) : assouplissement monétaire, relance budgétaire, réformes structurelles (dans lesquelles s'inscrivent les actuelles négociations autour du partenariat trans-pacifique ou TPP).

4. Ces sommets réunissent, pour des discussions bilatérales, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense du Japon et de son partenaire. La France a accueilli à ce titre les ministres Kishida Fumio (Affaires étrangères) et Onodera Itsunori (Défense) début janvier 2014.

5. National Security Council (NSC), *Kokka anzen hoshō kaigi*.

» étrangère et de défense au regard de la sécurité nationale. Le 17 décembre, ce même Conseil de sécurité nationale approuvait deux documents : la Stratégie de sécurité nationale⁶ (ou NSS, National Security Strategy) et les Lignes directrices du programme de défense nationale⁷ (ou NDGP, National Defense Program Guidelines) qui en découlent. Enfin, dans le domaine de l'industrie de défense, le 1^{er} avril 2014 ont été adoptés de nouveaux principes régissant les exportations d'armement⁸.

Le gouvernement Abe assure vouloir respecter strictement le pacifisme constitutionnel défini par l'article 9 de la Constitution japonaise⁹. Il s'agit, selon lui, de donner au Japon les moyens d'être un « contributeur proactif à la paix » tout en adaptant ses moyens de défense aux menaces actuelles. Pourtant, cette nouvelle politique de sécurité et de défense japonaise semble s'orienter vers la réinterprétation de l'article 9 en vue d'autoriser le Japon à faire usage du droit à l'autodéfense collective, ce qui n'est pas sans provoquer protestations et inquiétudes en Chine et en Corée du Sud.

Après avoir fait le point sur le contenu de la Stratégie de sécurité nationale et sur les nouvelles règles d'exportation d'armement, cet article examinera la question du droit à l'autodéfense collective, afin de déterminer si « la contribution proactive à la paix » et les évolutions qui en découlent relèvent d'une révision de la politique de défense et de sécurité du Japon ou s'il faut y voir un réel changement de posture stratégique.

6. *Kokka anzen hoshō senryaku no sakutei.*

7. *Bōei keikaku no taikō.*

8. À ceci s'ajoute un rapport du groupe en charge du Projet de réforme des acquisitions (Acquisition Reform Project team), daté du 19 décembre 2013 et publié uniquement en japonais, qui présente les objectifs de la politique d'acquisition des Forces d'autodéfense à court, moyen et long termes.

9. Article 9 : « Aspirant sincèrement à la paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce pour toujours à la guerre en tant que droit souverain de l'État et à la menace ou l'emploi de la force comme instrument pour résoudre les conflits internationaux. En vue d'accomplir le but de l'alinéa précédent, il ne sera jamais maintenu de forces de terre, de mer et de l'air ainsi que tout autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance ne sera pas reconnu. »

La National Security Strategy : une nouvelle stratégie de défense (17/12/2013)

Bien qu'elle soit présentée comme inédite¹⁰, la National Security Strategy (NSS) adoptée par le Conseil de sécurité nationale en décembre dernier reprend largement les orientations données par le Livre blanc sur la défense de 2013¹¹. Elle énonce une orientation donnée comme fondamentale par ses rédacteurs : « la contribution proactive à la paix, fondée sur le principe de coopération internationale ». L'objectif officiel est, pour le Japon, de « contribuer de manière plus proactive à la paix, à la stabilité et à la prospérité de la région Asie-Pacifique et de la communauté internationale tout en assurant la propre sécurité du Japon »¹². La formulation et la publication de la NSS ont quant à elles pour rôle de rassurer les voisins et partenaires du Japon sur sa politique de sécurité et de défense, en faisant preuve de « transparence sur ses motivations et ses objectifs »¹³.

Dans ce document, les intérêts nationaux du Japon sont définis ainsi :

1. maintien de sa souveraineté et de son indépendance ;
2. défense du territoire national ;
3. capacité à assurer la sécurité des personnes et des biens de ses ressortissants ;
- 4) capacité à assurer sa propre survie tout en maintenant la paix et la sécurité sur son territoire, en s'appuyant sur la liberté et la démocratie et en préservant sa culture et ses traditions¹⁴.

10. Il est intéressant de souligner que dans la communication en anglais menée autour de ce document (notamment dans le magazine d'information Japan Defense Focus publié par le ministère de la Défense), la NSS est présentée comme étant la première de la sorte au Japon. Néanmoins, la version japonaise de la NSS précise que celle-ci remplace les Orientations fondamentales de défense nationale (*kokubō no kihon hōshin ni tsuite*) adoptées en 1957.

11. Publié en juillet 2013 et disponible en anglais (http://www.mod.go.jp/e/publ/w_paper/2013.html) et en japonais (<http://www.mod.go.jp/j/publication/wp/wp2013/pc/2013/pdf/index.html>).

12. *Japan Defense Focus*, n° 49, février 2014, p. 6.

13. *Ibid.*

14. NSS 2013, p. 4.

Par ailleurs, les objectifs de sécurité nationale du Japon sont :

1. de renforcer la dissuasion nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité sur son territoire ;
2. d'améliorer l'environnement sécuritaire dans la zone Asie-Pacifique et de prévenir les menaces visant directement le Japon, notamment au travers de l'Alliance nippo-américaine ;
3. d'améliorer l'environnement sécuritaire mondial et la prospérité de la communauté internationale en renforçant l'ordre international, sur la base des valeurs et des règles internationales.

Enfin, la NSS identifie les menaces suivantes :

- sécurité maritime : la situation dans le détroit d'Ormuz et le Golfe d'Aden représente un enjeu crucial pour la sécurité énergétique de l'Archipel. En effet, le Japon est presque entièrement dépendant des importations de gaz et de pétrole et ses sources d'approvisionnement sont peu diversifiées ;
- terrorisme international : les Japonais sont profondément marqués par le lourd bilan de la prise d'otages d'In-Amenas (Algérie) en janvier 2013, qui s'était soldée par la mort de neuf ressortissants japonais sur les dix-sept retenus sur le site ;
- risques liés à la mondialisation de l'économie ;
- risques régionaux : Chine et Corée du nord.

Le Japon entend donc se protéger physiquement et économiquement des menaces extérieures par la coopération économique, régionale et mondiale, et par la coopération militaire avec les États-Unis. Sa posture reste résolument défensive, comme l'y contraint l'article 9 de la Constitution.

Pour faire face à ces menaces, de nature et de degré divers, le gouvernement japonais souhaite en particulier :

- mettre l'accent sur sa diplomatie « *pour créer un environnement international stable et prévisible* »¹⁵, ce qui doit passer



Affiche de la campagne électorale de Shinzo Abe.

par le renforcement des capacités de renseignement et d'analyse en vue de passer d'une posture réactive à proactive ; le renforcement de son soft power – et l'organisation des Jeux Olympiques de 2020 offre au Japon une occasion rare de rayonner au-delà de la région Asie-Pacifique – ; et la consolidation des liens économiques et sécuritaires entre le Japon et ses partenaires, américains bien sûr, mais aussi régionaux (ASEAN, Australie, Corée du Sud, Chine), européens et émergents ;

- construire une architecture globale de défense qui constituerait l'ultime garantie de la sécurité de l'Archipel : partenariats public-privé, développement d'une force interarmées efficace. C'est en partie le rôle dévolu à la NSS et aux documents stratégiques qui en découlent. La dissuasion américaine à l'encontre des menaces potentielles dirigées contre le Japon est également primordiale ;
- renforcer les efforts de protection du territoire ;
- assurer la sécurité maritime ;
- approfondir les mesures de cybersécurité en se fondant sur un partenariat public-privé dans les domaines de la conception et du développement des réseaux, ainsi que sur l'évaluation des risques ;
- développer la coopération en matière d'équipement et de technologie de défense en vue d'en accroître l'efficacité dans un contexte d'opération internationale (interopérabilité) tout en diminuant les coûts de conception et de production. ➤

La « contribution proactive à la paix » du Japon : nouvelle politique de défense ou réel changement de posture stratégique ?

15. NSS 2013, p. 14.

» Comme on peut le constater, les menaces identifiées par la NSS et les mesures envisagées pour les contrer rejoignent pour partie les grandes problématiques de défense nationale auxquelles sont actuellement confrontés les pays développés (cybersécurité, terrorisme transnational, sécurité des approvisionnements énergétiques...). Quant aux enjeux qui concernent spécifiquement le Japon, l'analyse de leur nature et de leurs potentielles conséquences n'est pas novatrice. L'originalité de ce document tient plus à son existence même et à son effort pour mettre à plat les enjeux et les objectifs de la défense japonaise, afin de mener une stratégie coordonnée et globale.

De nouvelles règles d'exportation d'armement (01/04/2014)

Le 1^{er} avril 2014, le gouvernement japonais a adopté la révision des règles d'exportation d'armement. L'objectif énoncé est double : d'une part, les transferts de technologie et de matériel de défense s'inscriront dans une volonté de contribution à la paix et à la sécurité internationale ; d'autre part, les coopérations mises en place dans le cadre de ces nouveaux principes d'exportation permettront de maintenir au Japon les compétences techniques nécessaires au maintien de sa Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD).

Les « Trois principes » (1967-2014)

Jusqu'à présent, l'exportation d'armement ainsi que le transfert de technologie militaire étaient régis par les « *Trois principes d'exportation de matériel militaire* »¹⁶, ou « *Trois principes* »¹⁷. Définis en 1967 par le gouvernement Satō (1964-1972), les Trois principes interdisaient à l'origine d'exporter des armements vers :

1. les pays communistes ;
2. les pays soumis à un embargo international suite à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU ;
3. les pays en guerre ou ceux susceptibles d'entrer en guerre.

16. *Buki yushutsu san gensoku*.

17. Il existe également Trois principes non-nucléaires, relatifs au nucléaire militaire : pas de production, pas de possession, pas de transit (1967).

En 1976, le gouvernement Miki (1974-1976) interdit totalement l'exportation d'armement. En 1983, le gouvernement Nakasone (1982-1987) assouplit cette interdiction, en y introduisant des exceptions, la première étant l'autorisation d'exportation vers les États-Unis. Enfin, en mars 2012, le gouvernement Abe avait apporté de nouveaux assouplissements aux Trois principes afin de pouvoir participer à la production du F-35 américain aux côtés de 10 autres pays, dont Israël.

Les « Trois principes de transfert des équipements de défense »¹⁸ (depuis 2014)

Depuis le 1^{er} avril 2014, la règle est inversée :

1. les exportations sont interdites vers les pays qui font clairement obstacle au maintien de la paix et de la sécurité internationales ;
2. les exportations sont limitées et donnent lieu à un examen par le gouvernement. Dans les cas nécessitant une attention particulière en terme de sécurité nationale, il sera fait appel au Conseil de sécurité nationale (NSC) ;
3. pour les pays répondant au point 2, les transferts ne seront possibles que si le contrôle sur les usages et un éventuel transfert vers un pays tiers est assuré.

Ces nouveaux principes sont donc une loi d'encadrement des exportations, quand les précédents en étaient une interdiction.

Prochaine étape : le « droit à l'autodéfense collective » ?

Depuis le début de son second mandat, le Premier ministre Abe semble s'orienter vers une révision de l'article 9 de la Constitution. Cette hypothèse se fonde sur deux

18. *Bōei sōbi iten san gensoku*. La formulation est également intéressante : il n'est plus question de « *matériel militaire* » mais de « *d'équipement de défense* », ni de « *exportations* » mais de « *transferts* ». Cet adoucissement des termes permet au gouvernement de réaffirmer son attachement extrême au pacifisme – tentant ainsi de rassurer ses voisins – tout en s'attribuant un rôle nouveau dans le marché mondial de l'armement.

éléments principaux : 1) la volonté exprimée par le Premier ministre d'obtenir la révision de l'article 9 avant la fin de son mandat et 2) les travaux actuellement menés par le Parti libéral-démocrate (PLD), auquel appartient le Premier ministre, qui étudient la possibilité d'assouplir les modalités de révision de la Constitution définies par l'article 96¹⁹.

Pour le moment, ce projet est au point mort, du fait d'un manque de consensus entre les deux partis de la majorité, le PLD et le Kōmeitō. Dans l'attente de trouver une position commune, le Premier ministre Abe joue une nouvelle carte : la réinterprétation de l'article 9 visant à autoriser la mise en œuvre du droit à l'autodéfense collective pour le Japon. À l'appui de cette initiative sont avancés deux arguments : d'une part, le contexte sécuritaire actuel en Asie du Nord-Est (provocations de la Chine, menace nord-coréenne, « pivot » américain vers l'Asie) ; d'autre part, la volonté du Premier ministre Abe de faire du Japon un allié proactif des États-Unis ainsi que de replacer le Japon au premier plan de la communauté internationale (notamment au travers de sa participation aux opérations de maintien de la paix onusiennes). Plusieurs scénarios, dans lesquels le Japon pourrait être amené à exercer son droit à l'autodéfense collective, seraient à l'étude²⁰.

Déminage dans le Golfe arabo-persique malgré la tenue de combats²¹

Un pays du Moyen-Orient, en représailles aux sanctions économiques édictées par les grandes puissances, mine l'accès au Golfe persique, coupant la voie aux exportations pétrolières. Les États-Unis, faisant appel à leurs alliés, organisent une force d'interven-

tion internationale. Dans le cadre du droit à l'autodéfense collective, ils font appel au Japon pour participer au déminage de la zone. Tel est le scénario qui aurait été évoqué, d'après le journaliste spécialisé dans les questions de défense Sonoyama Kōji, par le Premier ministre Abe lors de la consultation de son Conseil privé de sécurité²².

Plus de 80 % du pétrole importé par le Japon passe par le détroit d'Ormuz ; un blocage des importations serait donc particulièrement préjudiciable à l'économie du pays, mais aussi à sa sécurité énergétique. Depuis 2012, les Forces maritimes d'autodéfense participent à des exercices conjoints avec les États-Unis, basés sur un scénario similaire à celui-ci.

Si le droit à l'autodéfense collective était reconnu au Japon, les Forces d'autodéfense (FAD) pourraient participer à une mission de déminage même en zone de conflit, ce que lui interdit l'interprétation actuelle de la Constitution.

Péninsule coréenne : riposte aux côtés des forces navales américaines²³

Dans ce scénario, la Corée du Nord envoie des missiles vers la Corée du Sud. Celle-ci réplique, les deux pays entrent en guerre. Les alliés des États-Unis s'engagent au titre de la clause d'assistance mutuelle. Les États-Unis consultent la Corée du Sud afin de pouvoir impliquer le Japon, en vertu du Traité de sécurité qui lie ce dernier aux États-Unis ; la Corée du Sud demande au Japon de mettre en application le droit à l'autodéfense collective.

En février, le Premier ministre Abe aurait examiné la nécessité d'engager le droit à l'autodéfense collective dans le cas d'un conflit sur la péninsule coréenne²⁴. D'après l'interprétation actuelle du droit à l'autodéfense collective, le Japon ne pourrait offrir >>

La « contribution proactive à la paix » du Japon : nouvelle politique de défense ou réel changement de posture stratégique ?

19. Celui-ci requiert les deux tiers des voix dans les deux chambres pour l'adoption d'un projet de révision constitutionnelle. Le projet vise à abaisser cette condition à la majorité absolue.

20. Ces scénarios sont présentés dans une série d'articles consacrés au droit à l'autodéfense collective et publiés sur le site du journal *Asahi Digital*.

21. Sonoda Kōji, « Kōshi yōnin, 3 sōtei » (« Recours [à l'autodéfense collective] autorisé, 3 hypothèses »), *Asahi Digital*, 04/04/2014 : http://digital.asahi.com/articles/DA3S11066552.html?_requesturl=articles%2FDA3S11066552.html&iref=comkiji_text_end_s_kjid_DA3S11066552.

22. Ou Comité pour la reconstruction des fondements légaux de la sécurité (*Anzen hoshō no hōteki kiban no sai kōchiku ni kansuru kondanka*).

23. *Ibid.*

24. *Ibid.*

» aux États-Unis qu'un soutien de l'arrière (ravitaillement, appui médical), puisqu'il ne peut s'engager dans une zone où un conflit est en cours. En révisant l'interprétation du droit à l'autodéfense collective, les bâtiments des FAD maritimes pourraient riposter aux côtés des Américains, en première ligne.

Néanmoins, comme le souligne Sonoda, l'interprétation du droit à l'autodéfense collective n'est pas le seul point à poser problème dans ce cas. Il faut en effet rappeler que le Japon, dans le cadre du pacifisme constitutionnel et de sa posture défensive, s'impose comme principe de ne pas envoyer de forces sur le territoire terrestre, maritime ou aérien d'un autre État (principe réaffirmé dans le dernier *Livre blanc de la Défense*). Pourtant, certains ont évoqué la possibilité qu'en cas de demande pressante de la Corée du Sud, le Japon pourrait accepter de déployer des troupes au sol²⁵.

Réaction à une attaque par des missiles nord-coréens²⁶

Une autre situation de crise impliquant la Corée du Nord est envisagée, dans laquelle des tirs balistiques seraient dirigés vers le Japon ou les États-Unis. Dans le cas d'une attaque sur le Japon, la défense anti-missile serait assurée par les bâtiments Aegis américains, avec un soutien arrière japonais. Dans l'hypothèse de missiles Nodong (longue portée) envoyés vers les États-Unis, la défense anti-missile reviendrait aux bâtiments Aegis japonais.

Le 26 mars 2014, la Corée du Nord a procédé au tir de 2 missiles moyenne portée en direction du Japon, provoquant un durcissement de la position des États-Unis, qui ont annoncé l'envoi de deux navires Aegis supplémentaires d'ici à 2017 pour

25. La Corée du Sud a récemment rappelé, en réaction à l'intention du gouvernement japonais de réviser son droit à l'autodéfense collective, qu'elle s'opposerait à un débarquement des Forces d'autodéfense sur son sol.

26. Sonoyama Fumiaki, Tanida Kuni.ichi, Tsuruoka Masahiro, « Kita Chōsen misairu, kodowaru shushō » (« Les missiles nord-coréens dont s'inquiète le Premier ministre »), in *Asahi Digital*, 05/04/2014 : http://digital.asahi.com/articles/DA3S11068592.html?iref=comkiji_text_end_s_kjid_DA3S11068592.

renforcer la protection du Japon. Le 8 avril se sont réunis à Washington les représentants du Japon, de la Corée du Sud et des États-Unis pour faire le point sur la question nord-coréenne. Les trois pays se sont mis d'accord sur des mesures de coopération incluant le partage de renseignements. Une nouvelle réunion tripartite est prévue mi-mai à Washington.

Selon des responsables des ministères des Affaires étrangères et de la Défense japonais²⁷, s'il ne peut être exclu que les États-Unis réclament l'assistance du Japon dans une telle configuration, les moyens limités du Japon en matière de défense balistique en restreignent la probabilité. Ce sont donc bien les États-Unis qui protègent le Japon et non l'inverse. De plus, Yanagisawa Kōji, directeur de l'Institut japonais de géopolitique, remet en cause l'argument de l'aide que pourrait apporter le Japon à son allié américain²⁸. Selon lui, il est avancé par le Premier ministre Abe pour justifier la revendication du droit du Japon à l'autodéfense collective, alors qu'il s'agirait d'un point secondaire pour le Président Obama²⁹.

Mer de Chine méridionale : élargissement vers l'Asie du Sud-Est³⁰

Dans ce scénario, les tensions autour des questions territoriales augmentent entre la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est. Des pays comme le Vietnam et les Philippines, qui ont renforcé leurs liens avec le Japon dans le domaine sécuritaire, font appel à ce dernier dans le cadre du droit à l'autodéfense collective, au nom de la coopération de défense.

27. Cités dans : Tanida Kuni.ichi, Sonoyama Fumiaki, Sonoda Kōji, « "Bei wo engo" giri to sōzō no sanbutsu ("Assistance aux États-Unis" : devoir et fantasmes »), in *Asahi Digital* daté du 06/04/2014 : http://digital.asahi.com/articles/DA3S11070295.html?iref=comkiji_text_end_s_kjid_DA3S11070295.

28. Yanagisawa Kyōji, Buhnik Sophie (trad.), « Le droit à l'exercice de l'autodéfense collective et le gouvernement Abe : les ambiguïtés des discussions sur son application », in *Japan Analysis-La lettre du Japon*, n°32, décembre 2013, p. 18-24.

29. La visite officielle du Président Obama à Tōkyō du 23 au 25 avril 2014 devrait fournir des éléments supplémentaires sur les attentes des États-Unis en matière de coopération de défense.

30. *Ibid.*

Le droit à l'autodéfense collective s'applique en cas d'agression contre un pays avec lequel sont entretenues des relations étroites. Actuellement, pour le Japon, cela renvoie aux accords de sécurité passés avec les États-Unis et peut inclure, en cas de nécessité, la Corée du Sud. Le Premier ministre souhaiterait élargir cette possibilité à d'autres pays comme l'Australie, les Philippines ou l'Inde. Sont également cités, parmi les pays entretenant des relations étroites avec le Japon, la Malaisie et l'Indonésie.

Les quatre hypothèses précitées envisagent, à moyen terme, les modalités d'engagement des Forces d'autodéfense dans le cas de menaces pesant, directement ou indirectement, sur les intérêts japonais. Une question reste en suspens : si le Japon s'engageait au titre de l'autodéfense collective, quelles limites, autres que la non-intervention sur un sol étranger, s'imposeraient-elles et quels moyens s'autoriseraient-ils dans son action ?

La nouvelle politique de défense amorcée par le Premier ministre Abe et sa ligne directrice de « *contribution proactive à la paix* » pourraient déboucher sur une nouvelle posture stratégique, si le gouvernement maintient le rythme de ses réformes et parvient à faire accepter le droit à l'autodéfense collective à l'automne, comme le souhaite le Premier ministre³¹. Cette nouvelle posture stratégique impliquerait un élargissement des missions des Forces d'autodéfense, les

31. Soit avant les élections du gouverneur d'Okinawa en novembre prochain et les élections locales unifiées (tōitsu chihō senkyō) au printemps 2015, dont les résultats pourraient donner plus de poids au Kōmeitō, second parti de la majorité, et l'inciter à bloquer le projet de réinterprétation, auquel il semble réticent.

rapprochant un peu plus de celles d'une véritable armée, et conduirait probablement le Japon à réévaluer la nature de son armée... et donc à terme à réviser l'article 9 de la Constitution.

Cependant, le chemin est pavé d'embûches. Tout d'abord, au niveau national, les Japonais sont majoritairement contre le droit à l'autodéfense collective pour le Japon et contre la révision de l'article 9³². De plus, les oppositions sont nombreuses au sein même de la majorité, à tel point que le Premier ministre envisagerait, pour faire adopter cette loi, de la présenter devant le Parlement a posteriori, en invoquant le motif du caractère d'urgence (*kinkyū*) pour la sécurité nationale – ce que les opposants au projet ne manqueront pas de contester et qui pourrait gravement entamer la reconnaissance de fiabilité opérationnelle que recherche le gouvernement japonais auprès de son allié américain³³. Enfin, dans l'hypothèse où le gouvernement Abe obtiendrait la reconnaissance de l'exercice du droit à l'autodéfense collective, que se passerait-il au prochain changement de Premier ministre, la réinterprétation du droit à l'autodéfense collective dépendant du Cabinet ?³⁴ ■

32. Selon un sondage réalisé auprès des abonnés du quotidien Asahi en avril 2014 (<http://www.asahi.com/articles/DA3S11071804.html>), 63% des personnes interrogées sont contre le droit à l'autodéfense collective pour le Japon, et 64% contre la révision de l'article 9.

33. En effet, si le Parlement rejetait la loi une fois les Forces d'autodéfense déployées, ce qui est un risque non négligeable au vu de la situation politique actuelle, celles-ci devraient se désengager immédiatement.

34. La situation a évolué depuis la rédaction de cet article. Le gouvernement japonais a reconnu le 1er juillet 2014 le droit à l'autodéfense collective pour le Japon.

La « contribution proactive à la paix » du Japon : nouvelle politique de défense ou réel changement de posture stratégique ?

La fin de l'émergence chinoise

Paradigmes perdus : la fin de l'émergence chinoise

L'AUTELIB

Philippe du Fresnay | Membre du Comité
Asie de l'ANAJ-IHEDN | Économiste, co-fondateur
du Club d'intelligence économique de l'Insead.

Paradigmes
perdus :
la fin de
l'émergence
chinoise

26

L'économie chinoise a connu une croissance de 7,4% au cours du 1^{er} trimestre 2014, sa plus lente en 18 mois. En rupture avec son paradigme décennaire de croissance axée sur les exportations et les dépenses en infrastructure, devenu obsolète à la fin du mandat de Hu Jintao, la Chine a instauré en novembre 2013 un ensemble de réformes dans plusieurs domaines, dont la propriété intellectuelle, la responsabilité sociétale des entreprises et la lutte contre la corruption. Un passage au développement durable aussi historique pour l'Empire du Milieu que son entrée dans l'OMC en 2001, et marqué par une annonce qui suscite surprise et polémique : d'après l'International Comparison Program de la Banque mondiale, la Chine devrait devenir la 1^{ère} nation en parité de pouvoir d'achat devant les Etats-Unis cette année¹.

Dans le cadre de cette nouvelle politique, on assiste depuis décembre 2013 à une refonte. Cette nouvelle orientation voulue par Xi Jinping vise à « digérer » les effets de la politique de relance du gouvernement précédent, dans ce contexte de maturation de l'économie chinoise. Depuis 2004, Pékin refusait de freiner sa croissance monétaire en dépit des pressions inflationnistes étrangères et d'un début de pénurie de main-d'œuvre manufacturière. Ce contrôle prévisible du renminbi, la monnaie chinoise, face au dollar américain attirait les fonds spéculatifs étrangers dans un transfert de capitaux d'Ouest en Est, motivé, au moins à l'origine, par la compétitivité de travailleurs chinois aussi productifs, mais 8 à 10 fois moins onéreux que leurs homologues occidentaux². La conséquence en est au-

¹ Times soient remis en cause par Pékin.

² Le coût du travail en Chine continue à représenter 1/6^e de la moyenne de l'OCDE.

1. Bien que ces chiffres cités par *L'Economiste* et le *Financial*

jour d'hui une redistribution inégale des ressources en Chine, « caillotée³ » sur certains secteurs privilégiés et encore exacerbée par des taux d'intérêt réels négatifs depuis 2009.

Car l'après-crise a vu le ratio crédit/PIB chinois bondir à 200%. Le taux d'intérêt réel⁴, qui devrait être égal à la productivité totale des facteurs, oscille entre 4 et 5%⁵ d'après les chiffres officiels. Pourtant, d'après d'autres estimations⁶, il pourrait être négatif, jusqu'à - 5%. De sorte qu'investir de l'argent emprunté équivaut déjà à en gagner... dès lors qu'on a accès au crédit, cas de certains privilégiés, au détriment des épargnants, beaucoup plus nombreux. C'est la principale raison pour laquelle la consommation des ménages chinois n'est encore que d'un tiers du PIB au lieu des 50 % que l'on devrait constater dans une telle économie : les blocages du passé. Les entreprises publiques ont été les pivots de ce déséquilibre durant la dernière décennie, utilisant leur prépondérance pour redistribuer les fonds de façon tentaculaire à travers le pays, comme dans toute économie héritée du communisme.

Mais l'économie de marché a graduellement pris ses droits et l'inflation est devenue la variable d'ajustement. La rentabilité des actifs s'est détériorée au fur et à mesure que l'Occident a réduit ses investissements⁷. Ce choix de maintenir une crois-

sance forte malgré un secteur public devenu inefficace dans son rôle d'allocation, a suscité la politique de relance de Hu Jintao, qui a maintenu les choses en l'état. Avec deux abcès aujourd'hui : la bulle immobilière, qui a concentré le recyclage des capitaux reçus, et la dette publique locale, qui a alimenté cette inertie inflationniste. Conscient de l'obsolescence de ce modèle, Xi Jinping a dû attendre son mandat pour faire face à cette situation. Car c'est à une forme de corruption qu'il s'attaque : les caciques bénéficiaires d'un modèle économique dépassé rechignent à adopter des méthodes plus rationnelles et transparentes. A moins de faire les choses à grande échelle, par le biais d'une campagne de « conscientisation » majeure.

Car aujourd'hui, la Chine n'est plus un émergent. Et Pékin doit assumer son entrée dans le développement durable⁸ en prenant le risque de la refonte. Cette « crise d'adolescence » va être courte, voire rétroactive : le pays est déjà prêt. Jusqu'ici, la politique court-termiste de croissance à tout prix⁹ avait pour justification la nécessité de créer 10 millions d'emplois par an¹⁰, de peur que le chômage ne soit source d'instabilité sociale. Mais avec sa pénurie de main-d'œuvre manufacturière et sa surabondance de « cols blancs », la structure de la population active s'est déjà préparée à absorber les retombées d'un dégonflement de sa bulle de crédit : cette « économie de refroidissement » va alléger la pression sur le marché du travail et redonner à ses exportateurs l'avantage comparatif qu'ils perdaient progressivement du fait de cette inflation compensatrice du yuan¹¹.

Paradigmes perdus : la fin de l'émergence chinoise

27

3. Dans l'analogie de l'économie globulaire, si on compare les mouvements de capitaux mondiaux au sang en circulation entre les organes vitaux, les bulles d'actifs localisées correspondent à des caillots dus à la coagulation d'un sang mal redistribué dans le corps. Sur l'économie globulaire, voir Ph. du Fresnay, « D'une bulle à l'autre : l'ère de l'économie globulaire », *Les Cahiers du Comité Asie*, n°7, hiver-printemps 2014, p. 29-31.

4. Taux d'intérêt débiteur ajusté en fonction de l'inflation telle que mesurée par le déflateur du PIB d'après la Banque mondiale.

5. 4,1% sur la période 2009-2013 d'après la Banque mondiale, 6% d'après la Banque centrale chinoise en 2012 auxquels il faut retirer 2% d'inflation.

6. « On peut s'attendre à voir l'inflation dépasser le plafond officiel des 3,5% sur certains mois de 2014 », a souligné Zhang Zhiwei, analyste de Nomura.

7. Les investissements directs américains non-financiers ont encore baissé de 1,9%, en glissement annuel, à 1,04 milliard de dollars d'après le Secrétariat d'Etat au Commerce américain.

8. C'est le degré de concentration dans la distribution des revenus d'un pays, défini par Corrado Gini en 1912. Le coefficient de Gini en Chine a bondi de 0,291 en 1981 à 0,474 en 2012, devenant similaire à celui des États-Unis (0,475 en 2011).

9. En octobre, Li Keqiang avait estimé que la croissance doit être maintenue à au moins 7,2%, pour garantir une stabilité de l'emploi. Pékin ne laissera pas fléchir la croissance en dessous de ce plancher. >>

10. « La Chine doit créer chaque année 10 millions d'emplois urbains » a répété Li Keqiang pour son unique conférence de presse annuelle en clôture des travaux de l'Assemblée nationale populaire au mois d'avril.

11. Nom donné communément au RMB ou renminbi.



Car à terme, les prix vont baisser. Le pouvoir d'achat des ménages va augmenter et, tant que l'indice des prix lui reste aligné, la part de leur consommation dans l'économie va suivre. Par exemple, on évoque souvent en ce moment l'impact négatif sur le secteur du luxe, car les achats des entreprises (repas d'affaires, cadeaux à la clientèle... qui constituent environ un dixième du PIB) y sont à présent règlementés. Mais ces achats glissent en réalité vers les classes moyennes, encore bridées¹² : elles boudent les marques étrangères trop élitistes au profit des enseignes de luxe chinoises, plus abordables pour la majorité d'entre elles. Selon la presse officielle¹³, cette nouvelle consommation privée de produits de luxe chinois « *représente une expérience calme*

12. 2% de la population chinoise est à l'origine d'un tiers des achats mondiaux d'articles de luxe.

13. *Quotidien du Peuple*, organe de presse officiel du Comité central du Parti communiste chinois, 2 avril 2014.

et réfléchi », dans un contexte de « china pride », où les villes de second rang représentent un débouché porteur. Une prise de conscience symbolisée par la Première dame Peng Liyuan, qui en fait la promotion localement et à l'étranger¹⁴.

Même si la Chine réfute les conclusions de la Banque mondiale, elle est de toute façon à l'aube d'une nouvelle phase de son Histoire. Elle passe d'une vision quantitative à une vision qualitative de sa croissance. Sa volonté de combattre la spéculation et la corruption en sont à la fois le moteur et la garantie. Son nouveau maître mot est la « récompense » : des efforts passés, et des gains de productivité à venir. Bienvenue dans le développement durable à la chinoise. ■

14. L'épouse de Xi Jinping a fait la promotion de produits de luxe chinois en les offrant aux épouses des dirigeants africains en visite officielle.

Quel avenir pour le partenariat russo-chinois au sein de l'OCS ?

Entretien réalisé par
Antoine Lury et **Marc Evers**

ENTRETIEN AVEC

Isabelle Facon | Maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, spécialiste des politiques de sécurité et de défense russes.

Quel avenir pour le partenariat russo-chinois au sein de l'OCS ?

29

La tournée centrasiatique de Xi Jinping en septembre dernier (cf. *Les Cahiers du Comité Asie*, n°7) aura été l'occasion de confirmer l'influence grandissante de la Chine, devenu depuis 2010 le premier partenaire commercial de la région devant la Russie. Au-delà de la signature de nombreux contrats bilatéraux majeurs (d'une valeur totale de 40 milliards d'euros), le président chinois a envoyé un signal fort à ses partenaires d'Asie centrale en appelant de ses vœux la relance du volet économique de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et la création d'une New Silk Road Economic Belt chinoise. Une dynamique lourde face à laquelle Moscou semble être le spectateur malaisé.

Antoine Lury et Marc Evers : Comment cet agenda économique porté par la nouvelle administration chinoise au sein

de l'OCS est-il perçu par la Russie, dont les visées en Asie centrale sont identiques, voire concurrentes ?

Isabelle Facon : Que les priorités de la Chine au sein de l'OCS soient tournées prioritairement vers les questions économiques n'est pas en soi une nouveauté. Cela fait des années que la Russie, avec la « complicité » de fait du Kazakhstan, s'applique à freiner les initiatives chinoises dans cette perspective, notamment la formation d'une zone de libre-échange sur la base de l'OCS. Il en va de même avec le projet de Banque de développement de l'OCS. Le gouvernement russe, soucieux de ne pas froisser Pékin et de préserver l'image d'unité stratégique avec la Chine, n'évoque pas publiquement les inquiétudes que le renforcement de la présence chinoise en Asie centrale lui procure, et met plutôt en avant l'effet de stabilisation et de prospérité économique qu'exerce l'OCS dans cette région. >>

» Il n'en demeure pas moins qu'être supplanté comme premier partenaire commercial de la région par la Chine s'ajoute aux éléments qui nourrissent l'angoisse que suscite au Kremlin – et sans doute dans l'opinion publique – le renversement rapide du rapport de forces avec la RPC, au profit de cette dernière. Du côté des experts, des journalistes et des chercheurs, on s'en préoccupe d'ailleurs beaucoup plus fréquemment et explicitement. C'est souvent de la gêne qui est exprimée quant au poids de la Chine dans l'OCS, dont les spécialistes russes soulignent qu'elle est d'essence chinoise, comme son nom l'indique. Les initiatives russes pour promouvoir l'intégration de l'espace post-soviétique – Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), Union eurasiatique –, dont Vladimir Poutine a clairement fait une priorité pour son troisième mandat présidentiel, ne visent pas uniquement à reprendre la main par rapport au voisinage commun avec l'Union européenne (la crise en Ukraine est un peu partie de là). L'Union économique eurasiatique tend aussi à canaliser les marges de manœuvre de Pékin dans le déploiement de ses ambitions et de ses moyens économiques et financiers en Asie centrale.

Pour l'instant, la Chine ne s'est pas exprimée sur le sujet. Elle a sans doute des doutes, légitimes, sur la viabilité du projet d'Union eurasiatique ; elle sait que la puissance russe a ses fragilités, qui pourraient compromettre à terme ce projet. Elle estime aussi qu'elle a de toute façon déjà effectué les investissements stratégiques qu'elle voulait faire, en particulier dans le domaine de l'énergie, et qu'en conséquence, l'Union économique eurasiatique ne devrait affecter ses intérêts qu'à la marge – bien que cette Union pourrait tout de même contribuer à ralentir l'expansion des flux commerciaux entre la Chine et la région. Enfin, une autre question se pose : dans la mesure où les projets chinois et russes visent en théorie à peu près à la même chose, à savoir renforcer les échanges entre l'Asie et l'Europe, peut-être ne sont-ils pas condamnés à se concurrencer ? Mais de part et d'autre, les projets sont trop peu avancés pour qu'il soit possible de répondre à cette question.

A.L. et M.E. : Le déclin relatif de la Russie dans la région ne pourrait-il pas encourager Moscou à rattraper le train en route afin de mieux peser, au sein de l'OCS, sur les ambitions d'intégration économique chinoises dans la région ?

I.F. : La Russie n'a pas tellement le sentiment que les choses soient jouées dans la région et que son influence soit fortement ébranlée, même si le constat des avancées chinoises inquiète le Kremlin et qu'il voit bien que les républiques d'Asie centrale cherchent toutes à diversifier au maximum leurs relations diplomatiques et économiques. Tout d'abord, elle n'est pas seule, encore une fois, dans son souci de freiner les ambitions chinoises, puisque le Kazakhstan, bien qu'il soit motivé par sa propre partition singulière, cherche lui aussi à canaliser la progression chinoise. L'effort de projection d'influence culturelle ne supplantera pas, dans l'avenir proche, l'influence de la Russie en Asie centrale, portée notamment par le recours large à la langue russe et les nombreux liens interpersonnels avec les élites locales. En outre, sur ce terrain, Moscou poursuit depuis quelques années un effort plus structuré pour préserver et amplifier ce volet de son influence. Économiquement, la Russie n'est pas devenue du jour au lendemain quantité négligeable ! Le Kirghizstan, pour ne citer que cet exemple, est très dépendant de la Russie dans les domaines minier et énergétique, et a l'intention de rejoindre l'Union douanière Russie-Kazakhstan-Biélorussie qui doit être au fondement de l'Union économique eurasiatique.

Le message politique envoyé par Pékin n'est pas très différent de celui qu'envoie la Russie, qui elle aussi se pose en garant des régimes autoritaires de la région face à d'éventuelles tentatives de déstabilisation, qu'elle vienne de l'Occident « interventionniste » ou de mouvements islamistes radicalisés. Mais aux yeux de ces régimes, la Russie apparaît plus crédible que la Chine comme acteur susceptible de leur porter un réel secours en cas de crise grave. De ce point de vue, l'OTSC, qui développe progressivement des outils de gestion de crise et de réaction rapide, mais qui a aussi cherché à améliorer les mécanismes pouvant faciliter, politiquement, leur

utilisation, sert plutôt la Russie dans la préservation de son influence – que celle-ci soit portée par la crainte qu'elle inspire ou par la confiance qu'elle sera un protecteur en cas de déstabilisation. L'OCS est un organisme qui aide politiquement la Russie à porter son autorité en Asie centrale. Mais les outils concrets qu'elle déploie pour la maintenir, la développer ou la consolider se situent en dehors de l'OCS.

A.L. et M.E. : Début décembre, plusieurs pays membres de l'OCS ont signé un accord pour la création d'un « Club de l'énergie », dont la première réunion devrait se tenir à Moscou en juin. Peut-on voir dans ce développement l'ébauche d'un partenariat renforcé entre Moscou et Pékin dans ce secteur?

I.F. : Cela fait des années que l'OCS parle de la création d'un Club de l'énergie. Des accords majeurs dans le domaine de l'énergie se sont noués en dehors du cadre OCS – notamment entre la Chine et le Turkménistan et le Kazakhstan, au grand dam de Moscou (la Chine est devenue le premier importateur d'hydrocarbures kazakhs et turkmènes). Ces accords ont en effet rogné encore son contrôle sur les ressources et l'exportation des ressources des pays de l'ex-Union soviétique. Or, si Moscou avait appelé de ses vœux la création d'un tel club, c'était en partie pour contrôler les éventuels « rapprochements énergétiques » incontrôlés entre la Chine et les États d'Asie centrale... La signature récente du grand accord gazier entre la Chine et la Russie (sur trente ans, 400 milliards de dollars) pourrait peut-être donner plus de réalité à ce club, dont le lancement a été annoncé à plusieurs reprises depuis la création de l'OCS, en gommant les aspects de rivalité entre les deux pays dans ce domaine.

S'agissant des autres grandes initiatives régionales à l'étude, il me semble que le déblocage du projet de gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) est une problématique qui échappe très largement à l'OCS, et sera conditionné avant tout à l'évolution de la situation en Afghanistan. Quant aux autres projets,

dont le CASA-1000¹, l'OCS n'a pas tellement brillé, ces dernières années, par sa capacité à réduire les différends entre ses membres. L'Ouzbékistan et le Kirghizstan n'ont pas signé l'accord, ce qui symboliquement et politiquement affaiblit l'initiative. L'idée du club de l'énergie a surtout des visées externes, destinées à afficher face aux « grands adversaires » de la Chine et de la Russie (à l'Ouest comme à l'Est) leur capacité d'entraînement sur des dossiers très « porteurs » du point de vue des grands équilibres internationaux – dont la question des approvisionnements énergétiques.

A.L. et M.E. : Sur le plan économique, la Chine semble en mesure de réaliser ses ambitions en dehors même de l'OCS. Le projet de New Silk Road Economic Belt est d'ailleurs dissocié de Business Club de l'Organisation. N'y a-t-il pas un risque pour la Russie de se retrouver spectateur d'une organisation uniquement consultative, dominée par la Chine et utilisée par elle comme un levier d'influence pour ses ambitions économiques régionales?

I.F. : La Russie n'est-elle pas aussi dans le multilatéralisme de façade ? L'OCS sert aussi ses intérêts. Elle renforce la visibilité de la Russie sur la scène internationale, en portant l'image d'une relation forte entre deux challengers du monde occidental, dépositaires de valeurs alternatives. Il est intéressant de voir que la Russie met en avant l'OCS comme acteur important dans la région Asie-Pacifique, où, comme vous le savez, elle cherche à renforcer ses positions et à démontrer – ce qui n'est pas acquis, loin de là – qu'elle y joue un rôle de premier plan. L'existence de l'OCS traduit aussi, entre autres, la volonté chinoise de ne pas irriter la Russie dans sa « sphère d'intérêts privilégiés ». La Russie estime que les bénéfices que lui apporte l'OCS leur sont pour l'instant largement supérieurs aux risques encourus. Comme vous le soulignez vous-même, la Russie a tout fait pour >>

1. Construction d'une ligne électrique haute tension depuis le Tadjikistan et le Kirghizistan jusqu'au Pakistan, en passant par l'Afghanistan (NDLR).

Quel avenir pour le partenariat russo-chinois au sein de l'OCS ?

» garder le premier rôle sur la scène sécuritaire régionale, via l'OTSC et les liens, d'ailleurs plus formels qu'opérationnels, entre l'OTSC et l'OCS. Mettre en avant ces liens, c'est envoyer un signal aux Occidentaux, à l'heure où l'OTAN refuse toute relation avec l'OTSC. Quant au domaine économique, la Russie n'a pas dit son dernier mot, comme souligné précédemment.

A.L. et M.E. : D'après certains observateurs, un accord russo-chinois sur l'intégration de l'Inde (soutenu par Moscou) et du Pakistan (soutenu par Pékin) en tant qu'Etats membres de l'OCS semble se dessiner. Une telle évolution, qui aurait pour conséquence de réduire le poids relatif de la Russie et de la Chine dans l'OCS, ne confirmerait-elle pas cette idée de « multilatéralisme de façade » au service des initiatives bilatérales de Pékin et de Moscou ?

I.F. : La question revient régulièrement quand l'une ou l'autre des deux « grandes puissances de l'OCS » est mécontente de Washington. Mais cela est généralement suivi de déclarations selon lesquelles ce n'est pas pour tout de suite, que le processus prendra du temps. L'orientation et la finalité réelles de l'OCS sont encore trop incertaines pour que les deux pays envisagent de nouveaux élargissements. Deux éléments pourraient les y encourager : une forte dégradation de la situation en Afghanistan post-2014, suscitant des logiques de coopération régionales pour l'instant assez largement absentes ; ou une crise mettant en cause l'image de l'OCS et nécessitant de redorer son blason, ce que l'élargissement pourrait offrir... L'entrée du Turkménistan serait certainement une force pour l'OCS, dont les objectifs couvrent en premier lieu l'Asie centrale. Mais ce pays, qui a fait le choix de la neutralité, l'envisage-t-il seulement ? La Chine et la Russie sont ravies de mettre en avant l'intérêt de la Turquie, devenue partenaire de dialogue en 2013, mais son appartenance éventuelle à l'OCS serait-elle compatible avec son statut de membre de l'OTAN ? Rien n'est moins sûr. Quant à l'Iran, son entrée ne sera pas possible tant que le pays restera soumis à des sanctions de l'ONU, selon des décisions antérieures de

l'OCS. Et quand bien même la situation se débloquerait sur le dossier nucléaire iranien, Téhéran serait-il toujours aussi intéressé à rejoindre l'OCS, carte qu'il joue principalement pour tenter de briser son isolement diplomatique ?

A.L. et M.E. : En annexant la Crimée, la Russie a, pour la seconde fois depuis la crise russo-géorgienne d'août 2008, trahi la ligne diplomatique officielle de l'OCS de « non ingérence dans les affaires intérieures d'une Etat », alors même que ses membres hébergent pour la plupart d'importantes minorités russophones. Ce précédent ne risque-t-il pas d'isoler encore plus la Russie au profit de la Chine au sein de l'Organisation ?

I.F. : Ce n'est en tout cas pas l'idée qu'en a la Russie, même si elle mesure probablement les risques de sa décision. La Chine a tenu une position ambivalente sur la question de la Crimée, comme en témoigne son abstention lors du vote à l'ONU sur le référendum. En lisant les médias chinois, on ressent que Pékin n'est pas loin de partager la lecture russe sur le rôle intrusif et déstabilisant qu'aurait joué l'Occident en Ukraine, et qu'elle porte un regard critique sur les sanctions mobilisées à l'encontre de la Russie. Ces deux éléments traduisent également des préoccupations traditionnelles et majeures de la diplomatie chinoise. Il est probable que la Chine ne reculerait pas devant des décisions tout aussi fortes si elle estimait que des intérêts stratégiques majeurs étaient en cause. Or, elle comprend, sans nécessairement en saluer les conséquences, que c'est le sens des agissements russes en Crimée.

Quant aux autres membres, on ressent bien le malaise du Kazakhstan, pour ne citer que lui. Mais dans le même temps, Moscou es-compte probablement que sa politique en Ukraine amène les pays de son voisinage qui poursuivent une politique multivectorielle à opter pour ce qu'elle voit comme la seule politique raisonnable – à savoir ménager les intérêts, sinon de la puissance qui est la plus susceptible de vous apporter quelque chose, du moins de celle qui est la plus

mieux à même de vous nuire. Pierre Hassner, au moment de la guerre en Géorgie, a dit justement : « *La Russie préfère être crainte qu'être aimée* »...

A.L. et M.E. : Ces événements, à rebours du message politique qui avait fait le succès du couple sino-russe à l'international ces dernières années, ne risquent-ils pas de compromettre le partenariat de la Russie avec Pékin, alors même que les tensions avec l'Europe rendent d'autant plus pertinente la redirection partielle de ses débouchés sur son interface asiatique ?

I.F. : La visite de Vladimir Poutine à Pékin a débouché sur de très nombreux accords, y compris la signature historique de l'accord gazier bilatéral, qui était en négociation depuis des années ; il reste sans doute des points à éclaircir, mais cette fois-ci, il n'y a aucun doute, la Russie va diversifier de façon accélérée ses marchés énergétiques au profit de l'Asie (insistons sur le terme diversifier). Cela va plutôt dans le sens d'un resserrement du partenariat que dans celui de sa remise en question. Les relations entre Xi Jinping et Poutine semblent plutôt bonnes. Depuis trois ans, les marines russe et chinoise tiennent ensemble des exercices navals, dont le calendrier, a été maintenu cette année (mai 2014) malgré la crise en Ukraine et les tensions avec l'Occident.

Pour Pékin, la nouvelle donne créée par la situation en Ukraine, si elle contrarie les dirigeants chinois pour ce qui concerne la Cri-

mée, recèle peut-être de nombreux avantages. Elle montre que les Occidentaux, au-delà d'une critique acerbe des agissements de la Russie, restent modérés sur les sanctions et, dans le fond, « timorés » dans leur réaction. Elle peut permettre d'espérer, en outre, que le « pivot » américain vers l'Asie-Pacifique sera modéré si les Etats-Unis se sentent contraints par la crise en Ukraine de renforcer leur présence sécuritaire en Europe. Enfin, la Chine ne peut que se satisfaire d'un partenaire russe moins « occidentalocentré », et donc moins ambigu dans ses relations avec Pékin. Car combien de fois, au cours des vingt dernières années, la Russie a-t-elle privilégié des pistes de coopération avec l'Occident, quitte à le faire en prenant des voies contraires aux intérêts de Pékin et de la solidarité stratégique Russie-Chine ?

La Russie, qui pourrait voir ses options diplomatiques et économiques réduites côté occidental mais aussi, peut-être, asiatique (les Etats-Unis seront sans doute enclins à faire pression sur ses alliés et amis asiatiques pour qu'ils « punissent » la Russie), pourrait devenir un partenaire plus « docile » pour Pékin... Dans ce contexte, la question que l'on peut se poser porte plutôt sur l'avenir de la Russie dans ce partenariat : un rapprochement accéléré avec la Chine sera-t-il bénéfique à Moscou sur le long terme, à contre-courant des efforts menés depuis quinze ans par le Kremlin pour maintenir un point d'équilibre avec la Chine, dont la puissance montante contraste avec une puissance russe encore largement convalescente et exposée à des risques de rechute ? ■

Quel avenir pour le partenariat russo-chinois au sein de l'OCS ?

The Ukraine Crisis is Pivotal for Emerging Asian Powers

L'AUTEUR

Brij Khindaria | Journaliste économique et politique, spécialiste des questions de sécurité et de maintien de la paix.

The Ukraine
Crisis is Pivotal
for Emerging
Asian Powers

34

For many in the West, the Ukraine imbroglio is a fateful tussle over national borders in Europe and enforcing respect for international norms; but it is far more than that.

There are several inter-related issues, including reconciliation between pro-West and pro-Russia Ukrainians; strengthening democracy and rule of law in Ukraine; and relations between Russia and the West -- comprising the United States, European Union (EU) and NATO, the military alliance.

The US-led allies would like to discipline Moscow's Vladimir Putin for violating agreements when he annexed Crimea and provided covert support for separatist violence against Kiev. They would also like to reduce European vulnerability to Russian gas and oil supplies.

This essay discusses the Interests of key regional powers since Russia is a European, Eurasian, Central Asian and East Asian giant. The key question for them is whether the US-led world order is relevant to their national interests as rising powers, since they had no influence when the World War II victors designed it to manage rivalries envisaged at the time. Its later modifications accommodated the Soviet Union's collapse and the Cold War's aftermath, but not necessarily their emerging significance. The current US-Russia clash over Ukraine is a residue of that period.

Much depends on the West's ability to use the Ukraine crisis to demonstrate that a liberal forward-looking world is still possible despite reappearance of historical antipathies in Europe. The US-led West will now have to earn leadership since it no longer has the economic strength to dominate international relations or economic globalization.

Its unparalleled military power is also no longer conclusive. It only seems capable of destroying without building constructive outcomes. Its full use could destroy the earth as a habitable planet, while its balance of “*mutual assured destruction*” has failed to deter Russian aggression in Crimea and Georgia. Now new pro-Russia separatists are an existential threat to Ukraine.

The combined West’s elaborate counter-insurgency -- with land, sea, air and satellite support commanded by the best-trained generals and soldiers the world has ever seen -- has failed to defeat determined militants fighting with light weapons and tribal combat tactics. Instead, pockets of anti-government fighters have sprouted in large swathes of the Middle East, Asia, Africa, Russia and China since the Cold War’s end.

The asymmetry of power and wealth in recent Western wars is breathtaking, yet the powerful have not scored decisive victory. Henry Kissinger recently wrote, “*In my life, I have seen four wars begun with great enthusiasm and public support, all of which we did not know how to end and from three of which we withdrew unilaterally. The test of policy is how it ends, not how it begins.*”

The Ukraine crisis is pivotal because it crystallizes apprehensions that will influence whether several rising powers look up to US-led Western leadership or turn inwards to advance their own national strength using whatever means they can gather.

Defusing their nationalist feelings is difficult because of America’s own nationalist discourse about perpetuating its global supremacy and the recent rise of nationalist parties in European democracies, including France, that abhor dilution of national power.

The US is still the sole global Super Power, so it marches to its own drumbeat. It believes it deserves global leadership because it is the best intentioned. The Pentagon’s Quadrennial Defense Review 2014 notes, “*The United States remains committed to protecting its interests, sustaining U.S. leadership,*

and preserving global stability, security, and peace.”

President Barack Obama told the United Nations General Assembly in 2013 that the US is “exceptional” and shrinkage of its influence would create “*a vacuum of leadership that no other nation is ready to fill*”.

His assertions may sound boastful to some but it is undeniable that no nation is capable of assuming America’s leadership role in the near future. Most nations accept this reality. Consequently, Washington has 58 allies and special relationships with more than 100 countries large and small.

In comparison, Russia has five allies in the Collective Security Treaty Organization (CSTO) – Armenia, Belarus, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Tajikistan. It is debatable whether they are true friends or just holdovers from the former Soviet Union.

China has just one ally – North Korea

Most countries prefer to shelter under Washington’s wing but they want fuller hearing of their concerns to avoid running into trouble with neighboring Russia or China. Therefore, they seek more nuanced diplomacy from the US and its allies, rather than muscle flexing.

Most recognize that the Western allies are caught between hammer and anvil in Ukraine. Being tough may cause Putin to dig in his heels more ferociously since he enjoys approval ratings of over 70%. Being compromising, may be mistaken for appeasement prompting him to make more demands or worse.

Yet, they remain jittery. They will have to be persuaded that the order the West is trying to uphold is not mainly a tool designed to squeeze Russia, contain China or prolong Western economic, financial and trade preponderance.

Examples of misgivings surfaced during Obama’s April 2014 visits to major friends – ➤➤

» Japan, South Korea, Malaysia and the Philippines. All wanted reassurance that Washington would stand by them but none is willing to be dragged into wider conflicts with America's adversaries. They were also unsure whether the European allies would stand behind the US in case of their need.

A dagger in NATO's heart

Some regional powers sympathize with Putin's complaint that NATO speedily admitted 12 members of the former Soviet Union's Warsaw Pact at a time when Russia was weak. However, they are also wary of Russia.

Most are waiting to see whether Putin annexed Crimea and is fomenting crises in Ukraine as first steps to exact vengeance by driving "a dagger in the heart of the (NATO) alliance," as former CIA chief John McLaughlin has warned.

That dagger could be a move on any of the three Baltic states—Latvia, Estonia and Lithuania. A former Latvian Defense Minister, Artis Pabriks says that the Baltics are the litmus test. "Putin will have crushed NATO if our eastern borders are not the red line."

Putin has already caused provocation by stationing SS-21 and SS-26 missiles in the vital Russian enclave of Kaliningrad, which is surrounded by Lithuania and Poland -- both NATO and EU members. He has also built a strategic surveillance radar and adding air defense installations covering hundreds of kilometers.

He has not threatened any NATO frontier but may be emboldened if changes in Ukraine favor him and no effective ways are found to untangle the annexation of Crimea. If he then commits the folly however small of breaching a NATO frontier, the brunt of financial and military sacrifice would fall on the larger members – Germany, France, Britain, Italy, Spain and Turkey.

It is unclear whether treaty obligations would be enough to persuade their voters to visit devastation upon themselves to save

portions of Latvia or Lithuania. They might not permit even economic warfare for fear of region-wide economic depression.

What should the emerging regional powers make of such fateful uncertainties?

Trusting the West

The Ukraine crisis has already triggered significant changes in Eurasia and Asia that will be hard to roll back. Perhaps, the Obama-Putin clash has simply accelerated unavoidable realignments of power but the battle lines are starker now. We seem closer to international relations that caused Georges Clemenceau to lament, "I don't know whether war is an interlude during peace or peace an interlude during war."

The key change is that major Asian powers, including Turkey, Iran, China and India, are recalibrating their attitudes towards US-led Western stewardship of world affairs. For them, Russia has scored points showing that the kings of the West may be without clothes when push comes to shove in confrontation with a resolute power enforcing its regional interests.

They are moving to cover their rear since they must live with Russia as a neighbor, an inconvenience spared to the United States.

Even if Washington finds *modus vivendi* with Russia over Ukraine and Crimea, the ways in which tensions are played out will influence the other great countries of the 21st century.

They could turn inwards to build their strength and anti-West alliances or look outwards to establish, implement and share in a beneficial regional order accepting US leadership backed by its European allies. Much depends on trust of the West.

American and European assumptions about world leadership will have to be revisited and compromises made over global governance with other major powers, including China, India, Iran and Turkey.



Although long neglected by the West, Ukraine's geography makes it a natural bridge between Europe, Russia and Asia.

These are not necessarily revisionist powers trying to undermine Western influence but their politicians would like to carve out geopolitical space for their own national imperatives -- just as Western politicians do. Above all, they seek a stable environment to help satisfy their people's economic aspirations.

Western leaders argue that Putin's behavior is retrograde because he is using military power as in previous centuries when geopolitics was a zero sum game, where the gain of one was the loss of another. In that world, a country's geography, natural resources, military and economy determined its power and prestige. Outcomes included massive wars and intense human suffering several times each century.

They insist that new treaties since World War II enshrine a different world order capable of greatly enlarging the global pie of prosperity and peace. It is flexible enough to provide larger slices for everyone without necessitating armed conflict or economic warfare among major powers.

Yet, present indications are not reassuring for Asian sympathizers of such theses. To them, Western actions look much like geopolitics using financial, trade and economic sanctions as weapons of war by another name. This new category of weapons is being honed because hot war however limited with Russia could be catastrophic for everyone.

Without new trust between Washington and Moscow, it is hard to see how Putin can be defeated in Ukraine without economic warfare. The burden would fall on Europeans since their trade with Russia is nearly \$500 billion and growing, while US-Russian trade is less than \$40 billion.

For those looking in from the outside, much depends on whether the Obama-Putin rift is settled in ways that do not coerce them to take sides. The surest path to coercion would be draconian economic sanctions against Russia that they are required to apply at pain of Western penalties. That would deny economic growth and increase poverty ►►

» for hundreds of millions in potential partners like India and South East Asia.

For long, the US and EU have behaved as if Russia is a dependency of their markets. Leaders often opine that most Russians would spontaneously adopt their forms of democracy and governance for the sake of prosperity, if only Putin were not so authoritarian, ambitious and ruthless.

To outsiders, these opinions seem self-serving, especially as American economic recovery is still uncertain after more than a decade. Europe's economic crises are so persistent that economic warfare with Russia could cause governments to fall like dominoes. The EU might break up, given the strong anti-EU lobbies in many members including France, the founding member.

Putin's rule may displease many in the West but it has been beneficial so far for Russia's economy and the self-esteem of its people. The West seems to forget that Russia's first decade was chaotic and its economy started standing on its feet just 11 years ago. The current slowdown is no worse than that of most EU countries, which have a much longer foundation of economic diversification and growth partly because of interdependence with the US. Despite weaker legs, Russia remains a formidable economic adversary.

To others in the region, leaders of the US-EU allies seem unable to break out of perceptual blind spots to bring order to their wider European home, including Russia. Apparently, Moscow is not the only pasture of Cold War dinosaurs. Could such governments, preoccupied by the next election cycle, be trusted to lead a world or regional order without putting their non-European supporters at grave military and economic risk?

Putin's epochal pivot

Russia's economy took some hard hits in 2014 because of mismanagement, capital flight and the fears of foreign investors following US and EU sanctions. In the best-

case scenario, it may not recover until the second half of 2015. Yet Putin seems unperturbed by Obama's repeated threats of new and severe energy sector and other economic sanctions, partly because he has speedily pivoted towards China's Xi Jinping.

China seems like the longer-term winner of the Obama-Putin clash while France, Germany, Britain and other Europeans are likely stragglers.

On May 21, just days before the Ukraine elections, Russia's Gazprom and China National Petroleum Corporation signed a 30-year gas deal worth over \$400 billion, which had been eluding conclusion for over 15 years. Putin called it an "epochal event". It is far more positive than Obama's pivot to the East because it builds new long-term collaboration, whereas Xi perceives the American pivot as an attempt to contain China's rise.

For Putin, ingratiating Xi who has eight more years in power might be much more profitable than bending to Obama. That is partly because China's State Administration of Foreign Exchange reported \$5.94 trillion in external financial assets at year-end 2013. In effect, China has US Treasury bonds and other securities --including industrial and other assets extending from Australia and Africa to America -- that equal more than half its \$8.4 trillion economy! It has foreign exchange reserves of over \$3.4 trillion!

The price for the gas deal is a little less than that paid by EU customers and Beijing has also agreed to lend Moscow at least \$50 billion to build the necessary gas pipelines up to China's border. Gazprom earns 80% of its revenues from the EU but will now be able to diversify by selling to China a volume equal to about 25% of its current European sales. It will start pumping in 2018, taking some of the bite out of future Western threats.

The importance of Moscow's long-term pivot cannot be overstated because China will buy 20% of its gas consumption from Russia, compared with the 30% of Europe's needs that Gazprom supplies currently. If Europeans cannot negotiate an "amicable"

outcome over Crimea and tensions turn into sanctions, EU economies may suffer more than Russia.

Imperatively, the EU will have to find alternative supplies from American shale gas exports or resort to widespread fracking for shale oil across Europe, probably causing severe voter backlash. Expanding coal and nuclear sources would also run into opposition and alternatives like wind and solar are far from usable on sufficient scale.

At a meeting of regional leaders including Putin in Shanghai on 20-21 May, Xi proposed a new structure for security cooperation in Asia excluding the US. It would comprise the 24 members of the Conference on Interaction and Confidence Building Measures in Asia (CICA), which includes Russia, Iran, Turkey, Thailand and Eurasian and Central Asian countries.

There is no hint of a military alliance but security cooperation might eventually bring more unity of perceptions and interoperability of some Russian and Chinese weapons systems. It may also reduce markets for American arms exports.

The CICA was an obscure group like Moscow's so far weak Eurasian Economic Union (EEU) but economic impetus from the gas deal may incite all regional powers to take them more seriously.

Both could get a boost over the coming decade although Moscow and Beijing are far from trusting each other enough to be friends, unlike Washington and most European capitals. The counterbalance will have to come from European economies but most of them might be entering a long period of doldrums, as Japan did in the 1990s.

The EU has many internal problems, including poor economic governance and raucous minorities that want sharp erosion of its supranational powers, if not breakup. It would be ill advised to enter a political-economic struggle with a Russia stretching hands of cooperation to China.

Both countries have grievances against the US-EU allies and are eager to build national power to halt what they see as “*hegemonic*” economic and military policies, despite Western reassurances and denials.

Competing models

In addition, cultural factors are widening divides with the West. The current strains in Europe stem from Russia's insistence on asserting a “*unique*” national personality rather than being treated as a weakened leftover of the former Soviet Union. Putin wants to assert “*Russ-ism*” as an ethnic and civilizational exceptionalism, distinct from West European characteristics and underpinned by Slavic roots and Russian Orthodox Christianity.

This may be a stratagem to develop a “*zone of influence*” in Eurasia but could capture the popular imagination if repeated often enough. Some polls show that many Russians believe it already.

Putin wants to imitate Western capitalism and build greater economic interdependence with the West, especially Europe. But he rebuffs the West's societal model as being “*decadent*”, most likely because he fears its handmaidens of democracy and freedom of expression. In this, he seems to lean towards China's authoritarian model of governance and capitalism.

China has always asserted its “*uniqueness*” despite imitating Western capitalism. India may start asserting its civilizational identity under its new nationalist Prime Minister Narendra Modi. The Islamic world, whether Sunni or Shia, has already long resisted Western culture violently.

It is unlikely that Asians will be enticed by Putin or Xi as thought leaders over the West, but the competition among models of economic and political governance has become sharper. Some may feel encouraged to build their own blends with ingredients from all sides. That would further erode the soft power leadership America and Europe have >>> enjoyed for over six decades.

» Convincing the outsiders

The only reasonable way forward is economic cooperation but that cannot happen convincingly among Great Powers without stable expectations of political détente. If the elephants struggle, the lesser powers will have to seek shelter in cautious distance from both sides. The family of nations would drive looking into the rear view mirror, rather than forward.

If the Obama-Putin rift deepens, it is conceivable that new shale gas could make up for shortfalls in Europe from sanctions on Gazprom's exports. In fact, the U.S. Energy Information Administration (EIA) estimates that France has a massive 137 trillion cubic feet of recoverable shale gas; but Germany, France, Bulgaria and others have banned horizontal drilling and hydraulic fracturing to protect fresh water and the soil. In any event, making it usable would require at least 20 years, tens of billion dollars in investment and new technologies that Europeans do not yet master.

It is possible that the Francois Hollande administration would resist opening up to giant American fracking companies in a sector so vital for national economic security. It is already having trouble acquiescing to General Electric's buy-out of Alstom despite the sensible business fit, partly because of reluctance to let critical French technologies slip into American hands.

The case for diversifying away from Russian gas may become harder to argue if prices fall because Crimea's annexation allows Moscow to envisage new pipelines taking a shorter route to the Black Sea. Currently, the densest network of pipelines carrying supplies from Russia lies in Ukrainian territory making them vulnerable to disputes between Kiev and Moscow.

If the Obama-Putin clash causes Europe to start diversifying away from Russia, Gazprom could also turn to India – a country hungrier for gas than China. That may become feasible if Kabul and Islamabad work more closely with Beijing and Moscow to

secure pipeline transit, after US withdrawal from Afghanistan at end 2014 (or 2016 under a new Obama plan). Both are disillusioned with Washington and urgently need foreign investments with fewer strings attached.

Democracies in India and the South East Asia currently have empathy for Western ideas but could become cautious because of cooperation among Russia, China and Iran, which seems more likely than a year ago.

Dinosaurs, roses and leadership

It is far from clear why Eurasian and Asian powers should accept Western leadership to enforce respect for principles defined before they emerged in world politics. Even more so, if dinosaurs of the Cold War continue to roam in Europe.

The US comes with its own baggage deriving from global leadership that involves issues far beyond the scope of their local worries. A friend of the Western allies rarely knows whether they are manipulating or helping it.

America's formidable economic and military presence is in the world's every nook and cranny. It arrived before the locals became emerging powers since its levers were built into the post-World War II order, during and after the Cold War. So frictions are inevitable as governments fret at having US imperatives already lying in bed with them in their localities.

What is clear is that new paths must be found to exercise US-led Western leadership, whether political, economic or military. The main conduits will have to be diplomatic because neither missiles nor deterrence brought expected results.

More major countries will have to be co-opted into the endeavor for a stable Eurasian and Asian order even if that means some revision of past treaties and erosion of Western influence. The system established by the World War II victors was by definition slanted to their advantage. France and Bri-

tain were empires with demographic weights greater than the 150 million US population at that time. Other nations were too weak as diplomatic, economic or military forces to influence the system's parameters.

In 2014, France and Britain are middle-level countries far less powerful than the US in a system containing over 190 sovereign members. More equitable sharing will now have to be accepted. Otherwise, the system may not survive strains on its cohesion from the rise of Asian and other powers.

In global affairs, it is normal for countries to chafe at norms agreed decades ago that no longer accommodate their evolving needs. Their speedy moves to exploit changes in status quo should be no surprise. Wisdom lies in adding more flexibility to prevent arguments from expanding into conflicts and economic or hot wars.

"Treaties, you see, are like roses and young girls. They last while they last," noted the French statesman Charles de Gaulle.

The world has changed irreversibly. Countries other than the US and Europe now provide over half the world's economic growth and trade. The International Monetary Fund (IMF) estimates that in 2019, just two countries China and India will provide about 35% of global GDP adjusted for purchasing power parity (PPP), compared with about 27% from the US and EU. China alone will provide 26.8%. (Ironically, the global economy may be returning to the proportions of 1820, when China's share was over 30% and India's was nearly 25%.)

While most countries are far behind the West in spending on weapons, they are taking more of the pie. The Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) reports that 22.5% of the \$1.74 trillion spent in 2013 came from Russia, China, Saudi Arabia and India, compared with 37% from the US. About 13% came from France, Germany, Britain, Italy and Turkey.

Experts from the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD)

emphasize Europe's need for emerging markets. Intra-European trade and US-European trade and investment are no longer capable on their own of financing or sustaining the levels of wealth, job security, welfare and comfort that Western electorates expect from their governments. So the world's emerging economies are becoming increasingly vital for prosperity and jobs in Europe, and France in particular.

Obama has already recognized Asia's economic importance and many Europeans felt neglected by his administration until the Ukraine crisis erupted. He is negotiating separate major trade and investment agreements with East Asian countries (Trans-Pacific Partnership) and Europe (Trans-Atlantic Trade and Investment Partnership). The goals are to tie both more deeply to the US economy so that Washington might influence commonly agreed regulations and create more foreign trade-related jobs.

Even if the two very complex agreements are slow to reach fruition, American focus will remain on East Asia since China is an additional attraction (although it is not yet included in TPP). Neither negotiation is likely to progress if the Ukraine crisis turns into a more lethal confrontation with Russia.

The world is tying America down like Gulliver. Despite its awesome power, Washington is compelled to negotiate and bargain at each step – all the way from trade, financial and intellectual property agreements to democratic practices, governance, conflict resolution and military deployments.

The reason is simply that other nations are catching up and want a nicer seat under the global sun. It is not hostility to the West – not even from Putin or Xi.

Ukraine's anguish

At the time of this writing, Ukraine seemed on the brink of civil war between its pro-West and pro-Russia citizens. The situation worsened on May 26 after government forces used fighter jets, helicopters and heavy artillery to ►►

» oust separatist fighters who had seized a part of the airport in Donetsk. Reports put rebels killed at between 40 and 100 in just 24 hours.

On May 29, rebels used a portable air defense missile to down a helicopter over the city of Slovyansk, killed a Ukrainian general and 12 soldiers. The Russian Foreign Ministry urged the US and EU to help stop the country's "slide into national catastrophe».

Expanded military actions could incense Moscow, which had announced earlier that it would work with new Ukrainian President-elect Petro Poroshenko if Kiev halted the attacks and engaged in negotiations. The next day, Poroshenko said the separatists were terrorists. "Nobody in any civilized state will hold negotiations with terrorists", he insisted.

He was due to visit Moscow in early June but the fog of war is already creeping over east Ukraine.

International monitors said the Ukraine elections were free and fair although only about 20% of polling stations opened in the separatist "people's republics" of the eastern regions of Donetsk and Luhansk. Crimea did not vote because it was no longer Ukrainian.

Poroshenko was elected on a platform of national reconciliation but the country's capacity for compromise was unclear because it has been independent for just 23 years, after foreign rule since the 14th century. Its leaders know little about democracy or conciliation.

Pro-West Ukrainians have found it hard to win the trust of pro-Russians partly because many in their World War II generation fought alongside the Nazis. France's Brittany province still bears scars of their atrocities. Even after the Allied landings, they reportedly burned farms and churches with people inside them and continued to hunt and kill resistance fighters.

The pro-Russians take great pride in the victory over Nazis, as do most people in Russia. This historical distrust underlies persistent allegations that "fascists and neo-

Nazis" ousted elected President Viktor Yanukovich in February 2014 with support from radical non-governmental groups. Some allegedly now govern in Kiev.

Washington is rightly condemning Moscow's incitement of pro-Russians in Ukraine but is charged with hypocrisy because it has used similar methods to push peoples in directions that it prefers.

Among other things, stability in Ukraine requires much deeper compromises between the Washington and Moscow. As Kissinger noted, "*Far too often the Ukrainian issue is posed as a showdown: whether Ukraine joins the East or the West. But if Ukraine is to survive and thrive, it must not be either side's outpost against the other*".

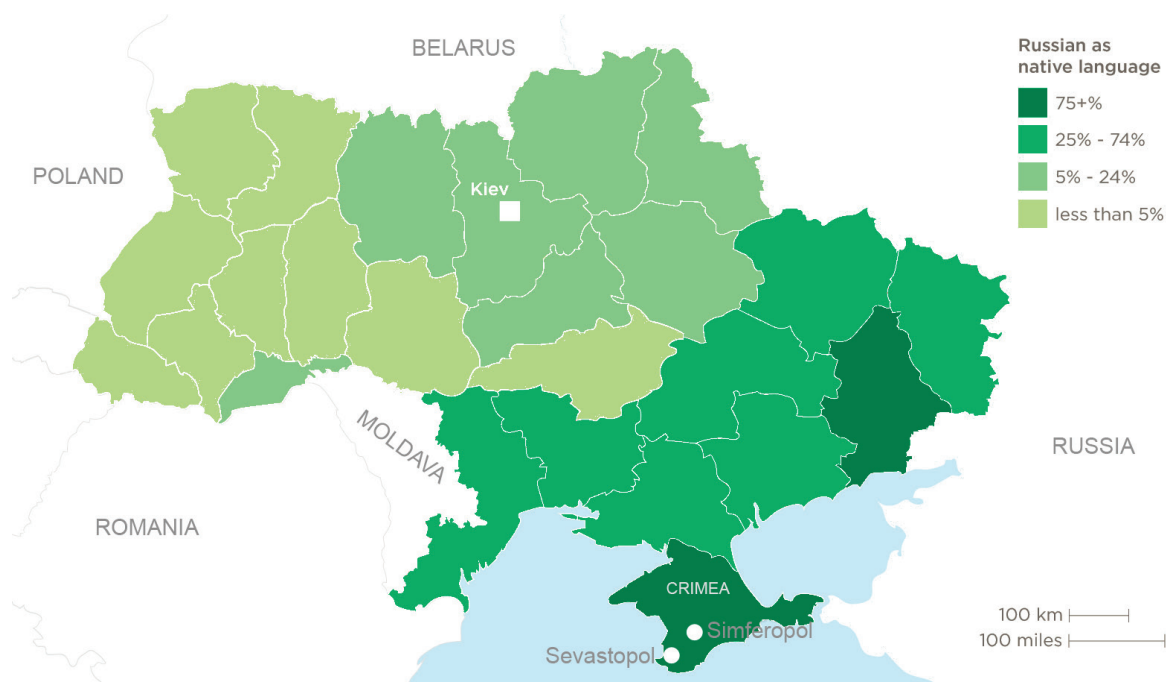
Such an outcome may seem weak-kneed to some, but it may be the only path to winning the durable commitment of other great nations of the 21st century to a forward-looking world modelled on liberal Western concepts.

The battle lines

The battle lines in Ukraine between Obama and Putin have been clear for several months. Putin is insisting on substantive autonomy for regions with large Russian-speaking populations, backed by guarantees under a new federal constitution. He also demands that Ukraine should be blocked from becoming a full member of the EU or NATO.

The West insists on liberty for all Ukrainians to make their own choices through democratic processes. Rightly, the US, France and others are outraged by Putin's attempt to turn Ukraine into Russia's sanctuary.

However, the central reason for the Obama-Putin clash is violation of agreements signed in 1994 to persuade Ukraine to allow removal of nuclear weapons that accounted for nearly one-third of the former Soviet arsenal. In exchange, Russia, the US and Britain promised to:



Separatism by language is a difficult proposition because all of Ukraine's regions contain populations speaking Russian and Ukrainian.

- “Respect the independence and sovereignty and the existing borders of Ukraine;”
- “Reaffirm their obligation to refrain from the threat or use of force against the territorial integrity or political independence of Ukraine;”
- “Refrain from economic coercion designed to subordinate to their own interest the exercise by Ukraine of the rights inherent in its sovereignty and thus to secure advantages of any kind.”

Russia has violated all three accords. It no longer accepts their validity because they were signed when it was very weak. The situation has changed because oil and gas revenues have allowed it to acquire greater economic and military power. Predictably, it is moving quickly to establish more parity in its relations with the US.

Many see Putin's actions as duplicitous but the agreements remain the main obstacles to a breakaway of the pro-Russia provinces in east Ukraine. In the south, the mainly Russian-speaking region of Odessa would prefer to be a free port and free economic zone, expanding the status its Quarantine pier received in 2000 for a 25-year term. As a second choice, it might prefer Russia.

Recent reports suggest that a prime motive for Crimea's annexation was the 200 nautical mile exclusive economic zone in the Black Sea gained by Russia. The EEZ is authorized by the 1982 U.N. Convention on the Law of the Sea (UNCLOS), which has been ratified by 165 countries.

Washington did not ratify the Convention although it takes part in all negotiations and recognizes it as a codification of “*customary international law*”. But experts remain uncertain whether it does provide such codification. The Convention has assumed new importance because of Crimea's annexation and Beijing's separate moves to claim very large portions of the East and South China Seas.

In the Black Sea, partial explorations by Exxon Mobil, Royal Dutch Shell and other oil majors indicate that underwater resources could be worth trillions of dollars. The potential may be similar to the North Sea, where finds in the 1970s helped to enrich Britain, Norway and other Europeans. Unsurprisingly, the US has condemned the “expropriation of Ukrainian assets” and is trying to set roadblocks through sanctions.

Western leaders are thinking of strongly backing Kiev with money, political support ►►

- » and weapons to deter Moscow and disarm the pro-Russians. However, persuading American and European taxpayers to pay for the bailout will be a very hard sell.

EU voters are still bleeding from nearly six years of economic pain and growth prospects are far from being robust. They are unlikely to volunteer for more pain to protect Kiev, which is famed mostly for its corrupt and quarrelsome politicians.

By some estimates, Kiev needs \$30 billion up to 2016 just to survive. It needs about \$4 billion in short order to continue receiving gas beyond June 2014 from Russia, which supplies over 50% of the country's needs.

Obama is also on thin ice. A Pew Research poll at the end of April 2014 found that 62% oppose sending arms and military supplies to Ukraine and 53% prefer only diplomatic sanctions. Just 31% think that Ukraine is "very important" for the US.

The broader battle lines are between the so-called "new world order" and traditional geopolitics. The core issue is whether the 21st century world is capable of building sufficient collegiality among governments to move purposefully towards better lives for people everywhere.

Such a world would rely on multilateral diplomacy, respect for rules-based democracy, open markets and freer movements of trade, capital and people. It would promote human rights, shared intellectual property and collective solutions to trans-border problems. All disputes would be settled through fair-minded negotiations, without economic or military coercion.

Achieving this kind of world requires that no participant, however powerful, flout common rules to grab gains by exploiting the weakness of others. Both US-Europe and Russia are guilty of such transgressions. Currently, they are clashing like adversaries rather than stakeholders in a shared and constructive global endeavor.

In any case, the US, EU and NATO cannot deter Putin on their own. They will need support from Asian powers, especially China and India. They will also need very close cooperation with Turkey, which has grown cooler towards Europe in recent years, and neutrality from Iran, which many analysts see as an unpredictable disruptive power.

China's gains

Moscow is already working overtime to woo Beijing with the hope of defusing Western threats of penalizing Russia's energy exports to Europe.

The opportunity for Beijing to extract concessions from Moscow will be too good to pass up if the EU executes sanctions on Russia's economy. Increased Russian long-term dependence on China's economy will certainly tighten links between the two giants, causing spread to other economic and financial areas including defense procurement. De facto, Moscow may end up being in Beijing's economic zone of influence instead of being a part of Europe, as many had hoped.

That would erode US influence on Asian affairs since all of Washington's current friends would become much more cautious about offending both Russia and China.

China is already testing US resolve in the East and South China Seas to expand zones of influence for its air force and navy, which involve America's allies and friends in Japan, South Korea, Taiwan, Philippines, Indonesia and Malaysia. In a new provocation in May 2014, China parked a \$1 billion oilrig in waters claimed by Vietnam and its naval and air escort chased away Vietnamese patrol boats.

The oilrig places Washington in an uncomfortable position. It does not have commitments to Vietnam but will find it hard to argue against Russia's annexation of Crimea's oil-rich EEZ, if it cannot make China budge.

Beijing has signed UNCLOS but does not recognize its validity in the South China Sea where it observes a "nine dash line" shown

in maps it first issued in 1947. No country bothered about the line until a UN study suggested the region might have large oil and gas resources. A 2013 EIA report estimated about 11 billion barrels (bbl) of oil reserves and 190 trillion cubic feet (Tcf) of natural gas reserves in the South China Sea.

The nine-dash line runs closer than 200 nautical miles to Philippines, Brunei, Malaysia, Taiwan and Vietnam, and has already led to clashes over several islands including the Spratly and Paracels chains. About 70 Vietnamese soldiers were killed in a 1988 skirmish with China over the Paracels.

China sees the nine-dash line as a “red line” for its national security. The area is also vital for America. The White House estimates that \$5.3 trillion of global trade passes through the South China Sea annually, including 23% of US trade. British Petroleum’s Energy Outlook 2035 says China will overtake the US as the world’s largest oil consumer by 2027. In 2035, it will depend on imports for 76% and 41% of its oil and gas consumption respectively.

With such high stakes for Beijing, Washington and its allies may have to readjust their positions considerably regarding China’s behavior on EEZs in its neighborhood. This prospect also affects their negotiating positions with Russia over Crimea’s EEZ.

China’s overwhelming importance may cause Europe to be the big loser, as the attention of both Washington and Moscow would shift to East Asia for economic and military reasons. SIPRI reports that China’s military spending has almost doubled since 2003.

On May 14, Putin told Russian defense officials: “*We need to do our utmost for anything used in our defense sector to be produced on our territory, so that we are not dependent on anyone*”. He was reacting to Washington’s threats of bans on high tech exports to Russia, in addition to the small visa curbs and asset freezes already in place.

Basic self-sufficiency is expected to take about two to three years and would benefit arms exports to countries that prefer to ob-

tain technologies unfamiliar to Western militaries. Russia is the world’s second largest arms supplier after the US but its defense industry still has some ties with Ukraine.

An example of Russian prowess is the Topol-M (SS-27) intercontinental ballistic missile developed after the Soviet Union’s breakup and the end of Ukrainian collaboration. It is claimed to be much faster than previous designs and unstoppable by American anti-missile defenses.

The security of Russia’s defense production will be in temporary jeopardy if Kiev is unfriendly to Moscow and east Ukraine leaves Russia’s orbit. Moscow may not be too upset because it could build better facilities for next generation weapons at home; but it may also be forced to make defense-related overtures to both Beijing and Delhi for exports to acquire sufficient scale.

India’s hesitations

India is attractive for Putin because Russia is its largest arms supplier and there is a long history of defense technology cooperation. Washington, which has built India as a strategic partner over 20 years to balance China’s rise, may find progress more difficult in Delhi than in the past decade.

India, the world’s biggest buyer of weapons, is steadily turning towards the Pentagon and for the first time bought more weapons from the US than Russia in 2013, according to SIPRI. But stronger Russian pressures may change that under Prime Minister Modi.

Almost certainly like Putin, he will put highest importance on bringing weapons independence to India though that will be a long process since the starting point is low.

Modi is strongly pro-business and probably a natural partner of American democratic and free market values. But he is likely to be far less pliable for Washington than his predecessor Manmohan Singh. He would lean to whichever side brings more benefits >>

- » for Indian business, especially small and medium enterprises, and more defense technology to the country. Smaller businesses are his main voter base.

He may also not easily forget Washington's refusal to give him a visitor visa since 2005, to punish his alleged connivance at riots that killed about 100 Hindus and over 1000 Muslims in 2002. India's Supreme Court ruled that he has no case to answer but the visa curbs continued on grounds of his purported religious intolerance.

Washington regularly welcomes intolerant leaders from other countries but singled out Modi as the only foreign leader ever banned on such grounds. In comparison, Prime Minister Nouri Maliki of Iraq presides over a government overtly involved in the deaths of thousands of Sunni Muslims and the Saudi King and other leaders often condone violence against Shia Muslims.

Modi, an austere character, may read hypocrisy into American behavior and lend a closer ear to Putin who will undoubtedly rush to get his attention if the US-Russia relationship sours further. In Tweets to Putin on May 19, Modi said, *"I thank President Putin for his good wishes. Looking forward to making our relations with Russia even stronger in the years to come. India-Russia friendship has stood the test of time. We will further strengthen our relations in a wide range of fields."*

In contrast, he took a congratulatory phone call from Obama but did not reply immediately to Tweets from Secretary of State John Kerry or the White House National Security Council.

India imports almost all its weapons because the defense production sector is small and outdated. Analysts say the main reason is that the military is ruled with a tight fist by the civilian bureaucracy, which has little inkling of defense imperatives. The tight fist was built in the early days of India's republic because most developing countries were falling into the hands of military dictatorships.

What began as a necessity is turning into hindrance in a fast evolving and more dangerous security environment for India. It has a radicalized Islamic Pakistan to the West aided by an assertive and a militarily very powerful China.

Obama and Putin may never somber into hot war but their economic warfare would trigger a global recession by weakening the Russian economy -- which is vital for world energy stability. It would further hurt European economies, which are still struggling with the previous recession.

A global recession worse than the one after the Lehman Bros collapse in 2008 would immensely complicate Modi's chief task of lifting three-quarter of India's 1.2 billion people out of poverty. Despite his support for America's pro-business views, he may shy away from supporting US-EU actions severely hurting Russia.

That will not be because he likes Putin (at least not yet) but because Ukraine is of almost no relevance for India and he has other very urgent domestic economic problems to solve. As any competent politician, he would like to serve a second term after 2019 and go down in Indian history a great national leader.

He has made a promising start. Pakistani Prime Minister Nawaz Sharif defied his country's powerful military and intelligence services to attend Modi's swearing in ceremony, India's stock market scored a new high and foreign investors began returning. These are early days, but he looks like a prize catch for both Washington and Moscow.

Disillusioned Turkey

As for Turkey, Prime Minister Tayyip Erdogan has little love lost for both the EU and Washington although his country has been a staunch NATO member for decades. He is disillusioned because the West accuses him of authoritarian pro-Islam leanings, including human rights violations and curbs on freedom of expression. He feels thoroughly misunderstood by those who admired him just

a few years ago as a builder of Western-style democracy in the Muslim world.

Western leaders may have transformed Erdogan into a creature of their wishful thinking after upheavals in Egypt and other Arab countries following the so-called “Arab Spring”. With Egypt now teetering on the edge of an “Arab Winter”, Erdogan seems to be sinking into a traditional pattern of Muslim authoritarianism. He is strengthening conservative Islamic influences while trying to discredit the secular army and weakening the judiciary to make it more pliable.

The EU has put Turkey’s application for membership on a slow train until 2023, although it has admitted a dozen new entrants with frail economies in recent years. Recently, Erdogan has started suspecting Washington and American non-governmental groups of promoting protests against his regime. He accuses Fethullah Gülen, an Islamic leader living in the US, of trying to overthrow him by orchestrating charges of corruption.

In April 2014, Erdogan’s AKP party won 45.6% support in local elections, strengthening his hands against opponents. He seems unlikely to deeply offend Russia by enforcing economic sanctions as part of a Western bloc, when Europe continues to snub his country’s claim to being European.

If he does cooperate, he will want a price since his main foreign policy worry is the civil war in Syria and the more than 720,000 refugees that Turkey is sheltering mostly at its own cost. Moscow’s ability to foment more turmoil in Syria will give pause to Erdogan’s support for Obama’s needs in Ukraine.

The Turkish prime minister also has other tough problems. For over three decades, his army has fought Kurd separatists who now hope for an autonomous region of their own, perhaps combined with Syrian and Iraqi Kurds.

By some estimates, 23% of Turkey’s people are Kurds who also comprise about 10% of Syria’s population. Their hopes rose because some Syrian Kurds, taking advantage of the civil war, unilaterally declared an

autonomous region in January 2014. The problem for Turkey has heightened because Iraqi Kurds have their own autonomous region, which is stable and peaceful with a successful economy compared to Iraq and Syria.

Erdogan is wary of that model for his own Kurds. Therefore, his attention span for Ukraine is likely to be very limited, especially if Moscow could turn hostile.

Iran's gift from heaven

For Iran, economic warfare between the West and Moscow would be a gift from heaven. A certain gain would be the US Treasury’s inability to monitor and punish transgressions on so many simultaneous fronts involving numerous countries and innumerable financial and industrial enterprises.

That may encourage Russia and perhaps China to tolerate sanction busting, despite agreements at the United Nations. The spread of sanctions busting may allow Teheran to slow down or stall ongoing negotiations with the West to reduce sharply, if not end, its nuclear fuel programs.

If the US Treasury does manage to retain a tight grip, its actions will surely punch holes in economic globalization’s normal pace because Russia has far greater economic influence than Iran. An ensuing global recession would make it harder to keep Teheran’s feet to the fire.

The more Iran is hurt, the more it will ruse to break out of the US Treasury’s grip. It has trouble-making potential because its neighborhood contains countries where the US is involved significantly, including Iraq, Afghanistan and Pakistan – the world’s most unstable countries after Syria. Russia is involved significantly in other neighbors -- Armenia, Azerbaijan and Turkmenistan – none of which is a stable democracy.

The Treasury’s success in using big data analysis to trace financial movements almost >>

» in real time has severely squeezed not only Iran but also the incomes of terrorist entities like the Taliban, al Qaeda affiliates, Hezbollah and others. But every punitive action inevitably brings a counter reaction, as the penalized find escape routes.

One escape route was a shift towards opaque non-Western financial networks often run by drug cartels and international criminal organizations. Since the Taliban depend heavily on drug sales for revenues, they are large clients and helping to strengthen those networks.

Tehran is also being pushed towards the alternative financial networks to reduce the bite of the US Treasury's arsenal, although the Shia theocracy loathes the Taliban and al Qaeda because they are extremist Sunni Muslims.

Financial sanctions can rarely be applied without cooperation from many business entities and the governments under whose jurisdictions they operate. Getting that cooperation is the job of US diplomacy, which is struggling with its numerous priorities. Turf battles among the competitive bureaucracies of Treasury, Pentagon, State and others may further erode the efficacy of America's financial weapons.

Hungary's surprise

Surprisingly, the east Ukrainian disease may be spreading. On May 12, newly re-elected Hungarian Prime Minister Viktor Orban said his country would stand up for the rights of all Hungarians. About 200,000 ethnic Hungarians entitled to Hungarian citizenship live in Ukraine and have the right to self-administration, he noted.

Foreign Minister Janos Martonyi was forced to clarify two days later that Orban was referring to self-governance not territorial autonomy but the cat was out of the bag. Several east and central European nations, members of the EU, have populations spread across neighboring countries. The potential for complications regarding equal treatment of those minorities is significant if Ukraine

fails to bridge the gulf between its pro-West and pro-Russia citizens.

Containing Putin's ambitions

The apprehension is that Putin might seek a land corridor to Kaliningrad Oblast or find a pretext to destabilize Latvia, where about 26% of the population has Russian origin.

Kaliningrad Oblast is a major strategic Russian enclave, including its only naval base that is ice-free all year. Access is difficult partly because the EU refuses to allow visa-free travel overland.

If Putin does make a military move however small across any NATO frontier, members would be faced by their treaty obligation of collective defense to declare war even if only a limited one. NATO's founding principle is that an attack on any member is an attack on all. Failure to deliver a painful response will discredit NATO and the US, its ultimate guarantor.

Yet, it is unclear how NATO's 26 European members will react. Will they have enough cohesion to conduct economic or military warfare, even with unstinting help from the US and Canada?

This is not an idle thought. Kissinger argued that the French were demoralized in 1940 partly because of Marcel Deat's "Mourir pour Dantzig?" ("To die for Gdansk") published in 1939. Deat supported the transfer of Gdansk to Nazi Germany arguing that irresponsible Polish politicians were dragging Europe into war. In 1967, an *l'Express* article "Mourir pour Akaba" ("To die for Aqaba") asked whether it was worth risking a war for the sake of Israel.

The situation is fraught with peril for Putin if he is trying to stab NATO fatally. Perhaps, he is misreading his country's national interests and reviving a time warp to restore extinct Czarist Russia's glory. Some say he is out of touch with younger city dwellers who want to modernize their Slavic heritage with Western values. But most reports suggest that over

80% of Russians think such values are decadent and prefer to deepen their “unique” national identity. Meanwhile, some Western critics charge Putin with being an irredentist would-be Czar.

Despite controversies swirling around his personality, Putin’s current self-confidence springs from his people’s support. The Levada Center, a respected independent Russian pollster, reported that Putin’s approval ratings hovered above 70% after the Ukraine crisis, compared with Gallup’s rating in the low forties for Obama.

Russians also like the West. In late 2013, Levada found 71% wanted better relations with the West, although about 38% saw the US as hostile. This is not a contradiction because Russians have long been a part of European civilization despite their Slavic ancestry and Orthodox Christianity.

The beneficial opportunity

Putin may be enigmatic but the Ukraine crisis contains an unprecedented opportunity that could change the world by altering how nations interact in our new epoch. Unlike ever in the past, we now live in a global village unified by real time networks that permit almost cost-free sharing of knowledge beneficial for the peace, health and wealth of all humankind.

That opportunity requires a real search for solutions to the Obama-Putin clash to create a win-win situation for all participants. For the first time in Great Power politics, there should be no loser. The hurdles may still be insurmountable but it is an indispensable necessity.

The stakes are high because the humiliation of Russia even if war is avoided will send tremors among nationalists in many countries, including Turkey, Iran, China and India. Each may covertly build national power to deter similar humiliation in case their relations with the Western allies turn sour in the future.

After the Soviet Union’s dismantlement, a sense of triumphalism settled over Washing-



The Soviet breakup separated Kaliningrad from Russia’s heartland but its strategic importance for Moscow is undiminished.

ton the major European capitals. Leaders assumed that Western models of liberal democracy, rule of law, open markets and universal human values were so persuasive that people from all cultures, including Russia and Asia, would flock to them because they represented natural human drives. That transformation would happen because the greatest obstacle to natural freedoms – the model of Soviet communism – had been defeated.

They were partly correct. The Western project for world order painstakingly built after World War II has been very resilient. It tries to tie all countries together into a common system of stakeholders through economic interdependence; global trade and finance infrastructures; multilateral forums to negotiate and resolve conflicts; and vigorous human rights and civil society groups.

It is a major driver of economic globalization, shared technology and knowledge, and unprecedented prosperity. It helped to lift hundreds of millions of people out of poverty and disease, and brought human dignity unimaginable for people in the past.

The system’s benefits for all humanity are evident but the underlying politics are still murky and now threaten those benefits. ➤➤

» New weapons

Currently, the US, Germany, France and Britain seem to believe that hurting Putin's economic achievement will get them traction over Ukraine and Crimea. They think denial of Western financial, trade and economic infrastructures can be used as innovative and calibrated weapons to penalize Russia and other countries that violate desirable norms of behavior.

That may be so for the moment but their use would create win-lose situations where the violator is humiliated because only the West controls the infrastructures. This is not prudent because nationalists often seek revenge. Demeaned Germany between the two World Wars is an obvious example.

Financial and trade weapons worked well against Iran but Russia (and China) has far greater power. Using economic weapons against Moscow may accelerate erosion of the West's remaining global preponderance, unless almost every major country in the international community agrees to help. That is most unlikely.

Any major non-Western power taking the risk of supporting crippling economic sanctions against Russia would have to be convinced that the US-led allies would bring it bigger gains. Above all, its military security may have to be guaranteed against menace from Russia and its proxies.

No Asian leader will sit idle if economic weapons force humiliation upon Putin despite his country's wealth of natural resources and formidable technological capacities.

Faced by such proven efficacy of a new category of Western weapons, Asian powers may start setting up parallel systems to bypass Western economic infrastructures. That may take time but rolling back will be hard once begun.

The world economy would become much more fragmented causing negative impacts on prosperity in Europe and elsewhere. Globalization would go in reverse as countries

withdraw from interdependence. This is far from being desirable for world peace and security.

New categories of weapons also bring imitators. For instance, Obama convincingly demonstrated the efficacy of unmanned drones for killing hostiles and conducting surveillance. Now about 40 nations have them although only three – US, Russia and Israel – have armed them with weapons. In time, the US lead will erode forcing it to run faster.

The sharpest blows may come from American companies such as Amazon and Google that are experimenting with drones for delivering parcels or mapping streets. As more companies enter the market, preventing proliferation of advanced drone technologies may become impossible. Arming the drones is a short step after that.

Similarly, the operations of Western companies may impede White House and European efforts to impose economic penalties. For instance, BP and Russia's Rosneft signed a major oil exploration deal at a keynote economic forum in St. Petersburg on May 24, despite new US sanctions against Igor Sechin, the Rosneft chief who is a close Putin ally. The White House dissuaded heads of top US banks and other companies from attending the forum but could not stop the energy giants.

A self-confident Putin told the forum that Russia, which produces about 10.5 million barrels of oil a day, would remain the world's top supplier. Moscow expects to replace depleting resources with a shale oil boom since the US-EIA estimates Russian potential at 75 billion barrels -- more than America's 58 billion barrels.

It may be self-deception to expect Western economic weapons to force behavior change in Moscow or Beijing. The race for antidotes has already begun. China, which is indispensable for world trade and financial health, has had some success in reducing dependence on Western financial infrastructure by nurturing the renminbi as a reserve currency for trade with it.

Russia is weaker because its economy is poorly led and the US dollar dominates trade in oil and gas. Until now, it had no need for a work around but it again experimented in April 2014 with a ruble payments system for supplies to Europe. It was unsuccessful but practice will make perfect, since Europe is a dependent market unlikely to find large enough alternative gas or oil supplies quickly.

Washington would like to expand shale gas exports to Europe to reduce dependence on Russia but that is a long-term prospect. It may also be a self-serving attempt to capture reliable European consumers for the new American shale gas sector.

The biggest obstacle to using economic weapons against Moscow are the tens of billion dollars already invested in expanding oil and gas pipelines and other links between Russia and Europe. They cannot be written off easily to allow Europe to turn towards the US as a preferred supplier, even in the long term. The losses to European and American investors, ordinary savers and financial institutions would be unacceptably severe.

Over the past half century, Western financial and trade infrastructures grew spontaneously as common public utilities for the international community. One result is that Western economic health depends increasingly on the emerging nations. Their governments would split into adversarial economic alliances if those public utilities were suddenly turned into Western properties and access were restricted for those not subservient to American foreign policies. That would be worse than the geopolitics of previous centuries.

Seeking positive outcomes

With a combined GDP of over \$33 trillion, the US and EU are by far stronger than Russia's \$2.4 trillion economy. For the moment, they control global banking and financial systems, are the largest world traders, and the most dynamic innovators in technology and other sectors. NATO is the world's most powerful-ever military alliance containing

three nuclear powers and the world's best-equipped armies, navies and air forces.

Currently, no nation can win a conventional war against NATO or survive being cut-off from the West's banking, financial and insurance infrastructure. A country's shipping, and therefore trade, is crippled if Western maritime insurers, banks and institutional funders refuse support. The severe impoverishment of Iran's economy under sanctions is an example.

Putin may have capacity to resist the combined West but such military, economic and financial power is intimidating for other major countries. Discounting their fears would be justified if all countries were moving equally towards a values-based world order that promoted human freedoms, democracy and economic cooperation to generate jobs and growth.

That is not happening. Since at least a decade, multilateral and cooperative solutions to world problems have been on the retreat. More importantly, almost all Western countries are turning inwards to secure their own interests before allowing other major nations to obtain larger slices of global power.

Voters in the US and Europe often see the rise of Russia, China, India, Brazil and other large countries as impinging on their prosperity and threatening their nation's power in global affairs. Evidently, lawyerly arguments and fine print do not impress them. They are interested mainly in positive outcomes for their own lives.

The recent French municipal elections are an example of how emotional reactions rather than informed judgments ruled polling booths, resulting in an extraordinary large swing to the far right. Many voters expressed their fears about immigration, the economy and jobs. They no longer anticipated positive outcomes from votes given to the mainstream parties.

Another example is the swelled ranks of anti-EU members elected to European Parliament on May 25, 2014, despite the innumerable benefits of prosperity and peace enjoyed >>

» by people in France and every other EU member since the start of European integration. Anti-EU politicians are also more popular within national politics in many countries, including France. Breaking up the EU is no longer a taboo topic, although it would be disastrous for jobs and prosperity in most members.

Similar disenchantment with policy makers is growing in other countries. People in Turkey, Iran, China and India are much less docile towards their governments and trying hard to enforce accountability through more protests and angry coalitions. In no country can the people be led to support the West as easily as in the past, especially if economic sacrifices may result.

The recent elections in Turkey and India, and the social unrest in Iran and China, illustrate the rising discontent confronting governments. In India, voters gave an unprecedented landslide victory to an outsider with no experience as a national leader. They handed a crushing defeat to the Nehru-Gandhi dynasty, which ruled the venerable Congress Party and the country for over six decades.

In Turkey, voters preferred local authorities tinted by Islam rather than the secular ideals of Mustafa Kemal Atatürk, the country's architect.

Hardly any non-Western regime feels secure enough at home to be interested in taking sides in the US-Europe clash with Russia. It simply wants an orderly global environment in which to achieve positive outcomes for its people, improve their economic opportunities and stand up to local adversaries.

Do no harm

What is that orderly environment? This grand question involves many unpredictable variables that no leader in history has managed to master. However, the starting point today must be to instill confidence that the most powerful-ever conglomerate comprising the US and EU will solve its historical differences with Russia in ways that bring positive outcomes for the world's people.

At the least, Western punishment of Putin should not cause economic and other sacrifices for those far from the epicenter.

For instance, Obama's severe economic sanctions against Iran, which was a major oil supplier to India, have caused more hardship to an extremely energy poor country's people than to Americans. Having to enforce the sanctions at pain of heavy penalties was a factor in cutting India's growth rate from nearly 9% annually to below 5%. The drop accelerated the recent political upheaval that is sure to fuel significant reassessment of India's relations with the US, EU, Russia, Iran and China by the new assertive Prime Minister.

The Iran sanctions also caused China to seek alternative oil supplies more forcefully from Africa and South America, thus creating global networks of influence that may affect other Western interests. In any case, Washington may not be able to impose oil bans as a weapon in the future since burgeoning energy demand is likely to divert 90% of Mideast oil exports to Asia by 2035.

Even if Beijing becomes a rival of the US and its allies in the future, the "Do no harm" principle would be unavoidable to nurture "strategic partnership" with countries that might help to balance China. The main counterweight is India and it will avoid getting involved if economic distress might occur because of siding with the West. Any Indian government will be under pressure from voters because their energy demand is set to surpass China in the 2020s, according to the International Energy Agency's World Energy Outlook 2013.

The principle would also be necessary for the West's friends in ASEAN, which are weaker than India and would require economic support to stand up to the Chinese colossus.

Absent positive diplomacy to avoid adverse impacts on distant peoples, the politics of the US-EU allies could not claim to be different in essence from the dreadful geopolitics of the past.

French diplomacy

France should help to temper distrust between Washington and Moscow, and of emerging Asian powers towards the West. The Ukraine crisis is pivotal because it will show whether the family of nations is finally ready to heed Clemenceau's warning or Sun Tzu's ancient counsel, "*The supreme art of war is to subdue the enemy without fighting.*"

Paris has long championed a balanced multipolar world order so French diplomacy has much grist for its mill, in particular to shape bridges among leaders who are still victims of Cold War phobias. The goal should be preempt fighting, whether economic or hot war.

France could play a central role since it has always had an independent foreign policy. It retains credibility because it is a US ally, yet not tied to Washington's apron strings as uncritically as Britain or Germany. However, there are those who argue that Paris has gone too far towards Washington by persistently criticizing Putin and ignoring the economic progress he brought to his people.

In any case, the time has come to review the agreements underpinning the post-World War II global order. They must be made flexible enough to accommodate the evolving national interests of emerging powers without causing clashes that belong to the 19th and 20th centuries. Perhaps, Paris could lead by initiating a series of discussions within a clear timeframe that could mature into negotiations.

As a middling power, France could help to discover a "*third way*" of leadership to build cooperation among the US, Russia, China and India.

The question that Paris should ask is whether Putin really is an irredentist bent on authoritarian control over his people, or he is being turned into one because neither side has overcome memories of the Soviet Union. It should also ask why other major peoples should feel affinity for an international system subjected to nations still mired in those memories. ■

La France et la Chine : une relation singulière

Conférence du 12 février 2014, à l'École militaire (Paris)
Compte-rendu réalisé par **Antoine Masdupuy** |
Auditeur-jeune de la 74^{ème} session de l'IHEDN,
Aix-en-Provence, 2012, membre du Comité Asie

L'INTERVENANT

Emmanuel Lincot | Fondateur et directeur de la Chaire des Etudes chinoises contemporaines à l'Institut catholique de Paris, rédacteur en chef de la revue *Monde Chinois, Nouvelle Asie* et enseignant à l'École du Louvre. Politologue et sinologue, il a publié de nombreux articles et ouvrages sur les enjeux de la Chine contemporaine dans les domaines politique et culturel, dont *Esquisse de Chine* (Belin, 2013) et *La Chine au défi* (Erick Bonnier, 2012).

La France
et la Chine :
une relation
singulière

54

La France et la Chine entretiennent une relation singulière qui, au-delà du mythe que représente la reconnaissance diplomatique de 1964, entre en résonance avec une vision du monde longtemps partagée. Qu'en est-il aujourd'hui ? Tenter d'y répondre revient à tracer pour les années à venir l'ébauche d'un nouveau partenariat rééquilibrant des échanges devenus profondément asymétriques. Au cœur de cette problématique, résident la formation des élites de demain et la mise en valeur, tant pour la Chine que pour la France, de leurs atouts respectifs. Des atouts qui, plus que jamais, comptent dans un contexte fortement concurrentiel imposé par la globalisation.

**La reconnaissance
de la République populaire
de Chine et ses conséquences**

Nous célébrons en 2014 le 50^{ème} anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Chine. Celles-ci sont nées avec la reconnaissance officielle de la République populaire de Chine (RPC) par le Général de Gaulle le 27 janvier 1964. Plusieurs voyages officiels et officieux de représentants français, notamment André Malraux et Edgar Faure, avaient précédé cet événement.

La reconnaissance de la RPC a largement surpris : elle remettait en cause les relations de la France avec la République de Chine, membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, dirigée par le général Tchong Kaï-chek, et qui avait entretenu des relations avec la France Libre pendant la Seconde Guerre mondiale. Le régime communiste venait de connaître l'épreuve du Grand Bond en avant (responsable du décès de plus de 30 millions de personnes et de la plus grande famine qu'ait connu le XX^e

siècle). Il ne faut pas oublier non plus que, pendant la Guerre d'Indochine, la RPC avait soutenu les Vietnamiens, opposés à la France. Lors de la bataille de Diên Biên Phu, par exemple, le Général vietnamien Giáp était entouré de conseillers militaires chinois. En outre le régime communiste chinois expulsait de Chine tous les missionnaires chrétiens d'origine étrangère et la France, non contente d'avoir un grand nombre de missionnaires sur place, était tenue, en tant que fille aînée de l'Eglise, de défendre les intérêts des communautés chrétiennes (catholiques, protestants, orthodoxes). Pour toutes ces raisons, une partie de l'opinion française était opposée à la reconnaissance d'un régime considéré comme ennemi.

La décision de reconnaître la RPC relève en réalité de la Realpolitik. Il était impossible de ne pas reconnaître un Etat de 600 millions d'individus qui, de plus, était en train de se doter de l'arme nucléaire. Si cette reconnaissance a surpris, elle a aussi ouvert la voie à d'autres reconnaissances diplomatiques, notamment celle des Etats-Unis en 1972. Toutefois, le Général de Gaulle ne s'est jamais rendu en RPC. C'est Georges Pompidou qui sera le premier chef d'Etat français à s'y rendre, en septembre 1973. Depuis, tous les chefs d'Etat français s'y sont rendus au cours de leur mandat.

Depuis 1964, les relations France-Chine ont été malmenées à deux reprises : la première fois en 1992, après que François Mitterrand eut vendu des Mirages à Taiwan ; la seconde en 2008, après que Nicolas Sarkozy eut rencontré le Dalai Lama et déclaré qu'il n'assisterait pas aux Jeux Olympiques de Pékin – pour finalement s'y rendre.

Le mythe selon lequel la France serait le premier pays occidental à avoir reconnu la RPC est soigneusement entretenu par les deux parties : cela participe du *soft power*. Pourtant, le premier pays occidental à avoir reconnu la RPC est en fait le Royaume-Uni, en 1950. Ce dernier cherchait alors à conserver Hong Kong.

L'ancienneté des relations France-Chine et leurs fondements

La reconnaissance de la RPC par le Général de Gaulle fut également motivée par le désir de redonner à la France sa place en Asie (notamment après la perte des concessions françaises de Shanghai, d'Hankou, de Tientsin (Tianjin)...), et de renouer avec une histoire beaucoup plus ancienne.

En effet, les relations franco-chinoises n'ont pas commencé en 1964 ou pendant la période coloniale mais bien au XIII^e siècle, sous le règne de Saint Louis. Ce dernier avait envoyé Guillaume de Rubrouck sur les routes de la soie en vue de nouer des relations avec le Grand Khan de l'époque et de libérer Jérusalem ainsi que les lieux saints sous domination musulmane. Ce premier traité diplomatique franco-chinois est aujourd'hui conservé à la Bibliothèque Nationale de France. Il est écrit en langue ouïghoure, langue alors en usage sur les routes de la soie.

Néanmoins, c'est la croyance en un eldorado chinois qui a motivé sur le long terme les Européens à se rendre dans ces contrées. De nombreux aventuriers et commerçants sont ainsi partis pour la Chine, jusqu'au fameux Christophe Colomb, qui découvrit les Amériques en cherchant un chemin plus court pour se rendre en Chine.

L'influence culturelle réciproque entre la Chine et la France

L'influence de la Chine sur les Français

La Chine a provoqué un questionnement philosophique chez les Européens, que Pascal illustre bien. Ce dernier se demandait : « *Que choisir ? Moïse ou la Chine ?* ». La Chine apparaît comme un pays moral : elle applique en effet des préceptes confucéens orientés vers une élévation morale de l'individu. Les Européens ont alors découvert un pays où l'on est moral sans être chrétien. Cela a constitué un véritable choc de civilisation et ébranlé les consciences européennes. >>



La conférence autour d'Emmanuel Lincot s'est tenue le 12 février 2014 à l'École militaire, à Paris.

» Les missionnaires jésuites, venus convertir la Chine au catholicisme, ont ainsi été fascinés par la sophistication et la culture chinoises, ainsi que par sa bureaucratie efficace et qui recrute par concours. Ils en ont fait part à toutes les cours européennes. Cette pratique du concours a fait de la Chine un modèle de contestation de la monarchie française jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Voltaire, par exemple, a fait l'apologie de ce modèle pour critiquer la noblesse et la monarchie. En France, il faudra attendre Napoléon Bonaparte pour qu'un recrutement par concours soit mis en place pour les grandes institutions.

L'influence de la France sur les Chinois

L'influence de la France sur la Chine s'est développée à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Suite aux guerres de l'opium et à son retard vis-à-vis des grandes puissances européennes, la Chine cherche en effet un modèle. Deux pays ont retenu son attention : le Japon, qui est une synthèse de la monarchie parlementaire britannique du point de vue de sa constitution et des réformes institutionnelles et économiques réalisées ; et la France, avec son système centralisateur (depuis un millénaire, les représentations idéalisées du pouvoir étatique en Chine sont très centralisées : cette similitude a suscité une empathie de l'élite chinoise pour le modèle français). C'est ce qui explique que, jusqu'aux années 1940, toute l'élite chinoise a été formée soit au Japon, soit en France,

et que la France a accueilli toute une partie de la future élite dirigeante communiste : Zhou Enlai, ministre des Affaires étrangères de Mao Zedong, et Deng Xiaoping, successeur de Mao, ont ainsi été formés en France.

La France a également été un lieu de formation pour l'élite artistique et intellectuelle chinoise. Aujourd'hui encore, de nombreux touristes et artistes chinois se rendent à Aix-en-Provence, sur les traces des artistes chinois avant-gardistes venus eux-mêmes marcher dans les pas de Cézanne (artiste très populaire en Chine).

Enfin, l'OCDE estime que, d'ici à 2050, il devrait y avoir 750 millions de locuteurs francophones dans le monde, essentiellement en Afrique, où le français sera une langue véhiculaire. Pour s'y préparer, la Chine crée systématiquement un département de langue française dans toutes les universités qu'elle ouvre.

Hypothèses pour répondre aux défis futurs

A l'heure actuelle, les relations économiques entre la Chine et la France sont largement favorables à la Chine. Emmanuel Lincot fait remarquer que cette année anniversaire pourrait être une année de repositionnement et de reformulation des priorités pour la France. Différentes hypothèses peuvent ainsi être envisagées.

A la suite de la répression du mouvement étudiant chinois de mai-juin 1989, les puissances occidentales, et notamment la France, ont imposé un embargo sur la vente d'armes à la Chine. Cet embargo est encore en vigueur aujourd'hui. La pertinence de cette mesure peut être interrogée : alors que la France va mal sur le plan économique et qu'elle a une expertise dans le domaine de l'armement, une levée de cet embargo pourrait être envisagée.

La mondialisation permet de plus en plus d'être bi-culturel, tri-culturel... Néanmoins, on ne s'appuie pas suffisamment sur l'expérience de la diaspora chinoise en France et de la diaspora française en Chine. La communauté d'origine asiatique présente en France n'est guère reconnue ni représentée. A l'heure actuelle, il n'y a ainsi qu'un seul parlementaire français d'origine asiatique, Jean-Vincent Placé.

Par ailleurs, les investissements chinois en France doivent être favorisés. On est sans doute engagé dans une ère nouvelle, qui fait écho à ce que la génération des baby boomers d'après-guerre a connu vis-à-vis des Etats-Unis. Pour les jeunes entrepreneurs, la solution ne viendra probablement pas des Etats-Unis et d'une formation outre-Atlantique mais plutôt d'une formation en Chine. Cela ne veut pas dire qu'il faille épouser le modèle chinois, mais plutôt qu'il est nécessaire de disposer d'une expérience chinoise – expérience qui fait actuellement défaut aux entrepreneurs français, ainsi qu'à l'élite politique française. François Hollande ne s'était ainsi jamais rendu en Chine avant son élection à la Présidence de la République française. Une sensibilisation pourrait se traduire par la création, peut-être à l'initiative de la France, d'une sinologie européenne. Car, pour comprendre la Chine et pouvoir répondre aux défis chinois, il faut la connaître et, à cette fin, unir les expériences et les points de vue.

Souvent, la diplomatie est le seul fait de l'Etat et de ses représentants. On sous-estime la diplomatie de villes à villes. Les comités de jumelage ne fonctionnent ainsi pas correctement et les choix réalisés ne sont pas toujours pertinents.

La Chine est souvent considérée au singulier. On ne voit pas toute la diversité du monde chinois. Il y a la Chine en tant qu'entité politique mais il y a aussi la Chine dans son hétérogénéité et sa complexité culturelle, linguistique... Pour les Français, la Chine se résume souvent à Shanghai. Or, il y a aussi la Chine de l'intérieur, qui est considérable, et qui est la Chine de l'avenir ; la Chine musulmane, qui en plein essor et qui donne accès à l'Asie centrale ; ou encore la Chine du Nord-Est et son tropisme coréen.

Nous ne sommes pas suffisamment présents à Taïwan, en raison d'une inhibition idéologique qui consiste à dire que, parce que nous avons reconnu la RPC, nous ne pouvons plus traiter avec Taïwan. La réalité dément cette inhibition. Traiter avec Taïwan ne signifie pas s'aliéner la RPC, et réciproquement. Sur le continent chinois, 30 millions d'emplois dépendent de multinationales taïwanaises. Les investissements en Chine continentale, et partout ailleurs en Asie, sont largement taïwanais ou sous-traités par les Taïwanais. En février 2014, des bureaux de représentation ont été créés entre Pékin et Taïpei. Il est donc temps pour la France et ses industriels de reprendre le chemin de Taïwan. D'autant plus que, grâce aux initiatives de Monsieur Lu, responsable du Bureau de Représentation de Taïwan à Paris, il y a depuis peu des vols directs et quasi quotidiens entre Paris et Taïpei.

Pour conclure, Emmanuel Lincot estime qu'il est temps pour nous-mêmes de retrouver le sens de l'aventure, le sens de l'entreprise, de moins douter de nous-mêmes et de moins nous dénigrer, comme nous avons trop souvent tendance à le faire. ■

Où en est la puissance militaire chinoise ?

Table ronde du 19 mars 2014, à l'École militaire (Paris)
Animée par **Philippe du Fresnay** |
Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN

Compte-rendu réalisé par **Sophie Chevaleyre** |
Auditrice-jeune de la 74^e session de l'IHEDN,
Aix-en-Provence, 2012, membre du Comité Asie |
Diplômée de Sciences Po Bordeaux

LES INTERVENANTS

Denis Lambert | Physicien de formation, chargé d'études géostratégiques et officier supérieur de réserve.

Patrick Michon | Ingénieur civil spécialiste des questions militaires et de l'industrie de défense, et chercheur associé à l'IRIS.

Pierre Picquart | Docteur en Géopolitique de l'Université de Paris-VIII, spécialiste en géographie humaine, fondateur et directeur du Centre d'Etudes, de Développement et de Recherche International sur la Chine (CEDRIC), il a publié *La Chine : une menace militaire ?* aux éditions Favre en 2013.

Emmanuel Puig | Enseignant à Sciences Po Paris et responsable de l'Observatoire stratégique de la Chine pour la Délégation aux Affaires stratégiques du ministère de la Défense, spécialiste des transformations politiques et organisationnelles des industries de défense chinoises.

Où en est
la puissance
militaire
chinoise ?

58

Avec un budget de 131 milliards de dollars, la Chine investit de façon considérable dans la défense chinoise. Mais où en est son armée ? Est-elle à la hauteur de ses ambitions ? Quelles sont ses intentions ? Pour nous éclairer sur l'état actuel de la puissance militaire chinoise, quatre spécialistes de la Chine nous ont fait part de leurs recherches et réflexions sur le sujet.

Denis Lambert a d'abord présenté les ambitions qui orientent les transformations actuelles de la Chine.

Face aux inquiétudes engendrées par son effort d'armement, la Chine prétend être le pays du développement harmonieux et

pacifiste. Néanmoins, la pensée stratégique chinoise reste très influencée par Sunzi, pour qui l'acquisition d'une posture stratégique doit se faire en douceur, sur le principe du « faire plier sans combattre ». Denis Lambert présente les différents éléments permettant d'expliquer la position chinoise au regard des défis qu'elle doit affronter actuellement.

La carrière militaire ne jouit pas en Chine d'un grand intérêt. Toutefois, l'histoire de la Chine comporte son lot de violence et de changements par le sang : période des Royaumes combattants, unification, fins de règnes, luttes incessantes contre les invasions...

Les ambitions de la Chine sont dimensionnées par plusieurs problématiques in-

ternes et de politique internationale : Xinjiang et Tibet, qui font régulièrement l'objet de troubles ; relations avec la Corée du Nord, l'Inde, la Russie ou le Vietnam ; conflits en mer de Chine ; et, enfin, Taïwan.

Au final, la diplomatie militaire chinoise suit quatre grands principes : « ne pas atterrir tant que les cartes sont bonnes », c'est-à-dire tant que la démographie reste suffisante et que le développement se poursuit ; conserver autant que possible des relations pacifiques avec ses voisins ; poursuivre l'effort d'acquisition des ressources énergétiques et alimentaires ; et assurer la liberté des échanges vitaux sur le plan international. Cette diplomatie vise principalement à permettre le maintien au pouvoir du PCC, en veillant à satisfaire la population du pays et à préserver la stabilité sociale. Pour cela, le pouvoir doit prendre en compte le vieillissement de la population, éviter la dégradation du climat social en limitant la portée des conflits sociaux et régionaux (questions des expropriations et de la corruption en particulier), et œuvrer à l'intégration des différentes communautés qui constituent la société chinoise (Hans ruraux, non-Hans ouïgours, Tibétains, Mongols...).

Dans son discours du 31 décembre 2012, Xi Jinping a affirmé les grands principes de cette politique qui doit s'articuler autour de réformes globales, sous l'égide du PCC, en s'inscrivant dans la lignée méthodologique de Deng Xiaoping.

Patrick Michon a ensuite balayé l'histoire de l'industrie chinoise d'armement.

Cette histoire est selon lui celle du « long sommeil du dragon et de son réveil ». En effet, si la Chine fait actuellement preuve d'un effort considérable pour développer son armement, ce ne fut pas toujours le cas car ce développement a pendant longtemps été freiné, voire interdit, dans le pays.

La Chine a historiquement été pionnière en matière d'armements : arbalète sous les Qin, poudre, premières expéditions navales sous l'égide de l'amiral Zheng De dans l'océan Indien au XIV^e siècle, usage de jonques très

avancées sur le plan technologique à cette même époque... La dynastie des Ming représente un âge d'or en la matière.

A partir de 1700 et suite à l'arrivée des Mandchous au pouvoir en Chine, les choses changent. La dynastie Qing empêche l'entrée des sciences et technologies occidentales, amorçant le décrochage technologique et économique du pays. Ces 150 ans de malédiction se reflètent dans la chute du PIB chinois à partir de 1820 jusqu'à l'arrivée des communistes au pouvoir en 1949. Cette stagnation sera révélée à la fin du XIX^e siècle, « siècle de la honte », par les guerres de l'opium, les guerres sino-japonaises...

Ces événements pousseront la Chine à rechercher l'acquisition d'un armement moderne. La première armée modernisée chinoise est ainsi rendue possible par la fourniture d'armements par l'URSS, accompagnés de transferts de technologie sous le régime maoïste. Actuellement, la Russie et Israël sont les deux principaux fournisseurs de la Chine.

Aujourd'hui, les efforts en équipement de la Chine se concentrent sur le domaine naval. Ces besoins découlent des grands défis que le pays a identifiés sur le plan de la défense et de la sécurité :

- protection des côtes territoriales (liée aux conflits territoriaux en mer de Chine) ;
- acquisition d'une force de projection ;
- acquisition d'une force stratégique océanique et d'une dissuasion nucléaire crédible.

Néanmoins, l'acquisition de capacités navales conséquentes doit se faire sur le long terme : outre l'acquisition de matériels, elle nécessite un apprentissage qui prend du temps.

Selon P. Michon, des affrontements secondaires sont à venir à partir de 2025 avec les Indiens, qui s'inquiètent de la mise en place d'un « collier de perles » dans l'océan Indien. Des gisements de matières premières découverts dans le golfe du Bengale pourraient également faire l'objet de litiges. >>

Où en est la puissance militaire chinoise ?

» Aujourd'hui, la Chine est le 6^e pays exportateur d'armement. Si elle est en partie développée au niveau de l'armement, elle copie également beaucoup des modèles étrangers, parfois sans licence.

Pierre Picquart s'est employé à montrer en quoi la Chine est un acteur militaire qui pèse sur les équilibres internationaux.

Les spéculations sont nombreuses sur la grande puissance chinoise. Elle est certes un acteur militaire qui pèse sur les équilibres mondiaux, mais elle reste une puissance à la fois développée et en développement.

Elle doit faire face à des enjeux internes et appréhender les questions internationales. Pour ce faire, la Chine cherche à développer son arsenal et sa diplomatie. Cette dernière passe par une politique de défense du territoire et d'affirmation de la présence chinoise sur la scène régionale, et donc, d'une part, par l'acquisition de capacités militaires modernes et, d'autre part, par la promotion d'une diplomatie multilatérale, pacifique et sans ingérence.

Le nationalisme est un phénomène grandissant en Chine, qui inquiète notamment les Occidentaux. La Chine, de son côté, accuse la puissance américaine, qui organise son redéploiement en Asie-Pacifique, de marcher sur ses plates-bandes et de montrer des velléités hégémoniques dans la région.

Le président chinois Xi Jinping a réaffirmé dans un discours prononcé à son arrivée au pouvoir que les forces armées devaient se moderniser et se tenir prêtes pour le combat. Ce discours s'inscrit dans le cadre d'une politique de promotion de l'honneur d'une « grande Chine ». Il est aussi un moyen d'affirmer la position chinoise face aux pays avec lesquels Pékin est en litige sur les questions territoriales, ainsi que la nécessité, pour la stabilité économique du pays, d'une armée moderne.

La Chine assume son rôle actuel de puissance sur la scène internationale. Elle met en garde sur certains dossiers (comme

l'Iran), et sur d'autres, elle se rapproche d'autres pays (la Syrie par exemple), tout en affirmant sa volonté de développement pacifique.

La Chine aurait une vision du monde différente de celle des Occidentaux, qui favoriserait le développement économique du pays, mais aussi le développement des différents axes internationaux Nord-Sud et Sud-Sud.

La diplomatie chinoise est particulière en ce qu'elle est hyperactive et multilatérale : elle s'adresse à l'ensemble des pays de la planète.

Emmanuel Puig nous a présenté les perspectives stratégiques des nouvelles missions de l'Armée populaire de Libération (APL).

Ces quinze dernières années, la doctrine, les objectifs stratégiques et les moyens de l'APL ont considérablement évolué. Ces évolutions technologiques ont connu différentes étapes.

Pendant les années maoïstes, de 1949 à 1979, la doctrine militaire chinoise reposait essentiellement sur une prédominance des tactiques des troupes terrestres, sensées mener une guerre d'attrition contre d'éventuels agresseurs, (URSS, Etats-Unis). Les techniques d'armement étaient alors axées vers la production de moyens simples et robustes plutôt que complexes, et la stratégie se résumait à une prééminence des hommes sur les matériels.

Cette approche commence à évoluer à la fin des années 1970 et au début des années 1980, sous l'influence de Deng Xiaoping. Il devient important de pouvoir mener une guerre populaire dans des conditions modernes, avec du matériel robuste, fiable, élaboré et des systèmes d'armes plus complexes. D'ambitieuses réformes de l'appareil militaire chinois, notamment une réforme économique, sont lancées.

A partir de la guerre du Golfe, les stratégies chinoises réalisent la nécessité pour l'APL d'acquiescer des armements modernes. La rapide défaite de l'Irak fait en effet prendre

conscience à la Chine de l'incapacité de l'APL à rivaliser, en cas d'attaque par les Etats-Unis dans la région. Dès 1992, une première vague de modernisation est initiée avec l'idée de se préparer à mener des guerres locales de haute technologie, pour défendre le territoire national, mais aussi et surtout pour pouvoir reprendre Taïwan. Pour cela, l'APL doit acquérir de nouveaux matériels, réduire drastiquement ses troupes et mieux les entraîner. Néanmoins, les capacités industrielles de la Chine, qui fait par ailleurs l'objet d'un embargo occidental sur les armements, sont alors insuffisantes pour mener à bien ce projet.

Les années 1998 et 1999 sont marquées par des actes fondateurs : la cessation des activités commerciales militaires, la création de plusieurs consortium de défense (sous l'égide du premier ministre), la libéralisation de l'industrie de défense, et surtout le bombardement de l'ambassade chinoise de Belgrade par les Américains en 1999, qui révèle aux leaders chinois la vulnérabilité de leurs infrastructures sensibles. Cet événement engendre la mise en place de mesures d'urgence destinées à édifier en 15 ans un système global de sanctuarisation du territoire (« Projet 998 »).

A partir des années 2000, l'APL entre définitivement dans l'ère de l'informatisation, à l'aide des technologies russes importées massivement dans les années 1990. La qualité technologique de l'APL s'améliore considérablement dans les domaines balistique, aéronautique et spatial. La Chine a quasiment rattrapé son retard par rapport aux armées de la région (Corée du Sud notamment).

Reflet de cette évolution, le Livre blanc sur la défense chinoise de 2013 attribue à l'APL, outre ses missions traditionnelles, de « nouvelles missions » : assurer des missions autres que la guerre (lutte contre la piraterie...), préserver les voies maritimes internationales, mener des opérations sous l'égide des Nations unies, appréhender un éventail de systèmes complexes de sécurisation énergétique hors du territoire chinois, conquérir le cyberspace et l'espace, assu-

rer la protection des ressortissants chinois à l'étranger. Ce dernier aspect devient un enjeu croissant en Chine.

Cette réorientation stratégique constitue également une habile manœuvre politique menée par Hu Jintao entre 2002-2004 et destinée à faire entrer l'APL dans une ère post-Taïwan. Usant de ses relais auprès de jeunes officiers, Hu Jintao réussit à introduire une nouvelle hiérarchisation des missions de l'APL : aujourd'hui, Taïwan n'est plus un des objectifs fondamentaux de l'APL. Nombreux sont ceux, à Pékin, qui pensent que Xi Jinping fera sûrement un geste fort envers Taïwan pendant son mandat. Ce qui est sûr, c'est qu'il ne reviendra pas sur les priorités stratégiques établies sous Hu Jintao.

Un élément révélateur de cet état de fait est l'état des programmes d'armement actuels de la Chine. La modernisation des appareils, notamment au niveau naval, est très lente mais se double d'une amélioration sensible de la qualité des équipements des troupes, plus perfectionnées et plus adaptées aux différentes missions. Du côté des perspectives, le Liaoning devrait rester une plateforme d'entraînement et d'essai et le futur porte-avion ne devrait pas être opérationnel d'ici 15 à 20 ans. Le développement du Y20 est important car ce sera le premier avion de transport militaire qui dotera l'APL d'une plus grande capacité de projection hors de ses frontières. Il devrait être opérationnel en 2017-2018.

Pour conclure, si l'évolution de la doctrine a permis une amélioration remarquable au niveau technique et humain, l'APL souffre toujours d'un gros déficit d'expérience. La Chine travaille néanmoins sur l'amélioration des capacités conjointes, sur les exercices de soutien et d'appui, et sur les manœuvres maritimes d'interdiction d'accès. Cela lui permettra à terme d'augmenter son expérience dans le domaine des interventions sur les théâtres lointains. Une forte segmentation, un cloisonnement important des forces et des querelles interarmes tenaces demeurent toutefois un obstacle majeur à cet égard.

Où en est la puissance militaire chinoise ?

» Ces évolutions vers une véritable armée défensive n'impliquent pas un recours facilité à l'APL. En effet, malgré la récurrence dans le débat public chinois de points de vue bellicistes, le recours à l'APL est une décision qui relève du domaine de l'ultima ratio et qui reste en outre sous le contrôle du gouvernement politique à son plus haut niveau. L'APL n'a que très peu de marge de manœuvre sur les questions territoriales par exemple. A terme, cette question des responsabilités peut poser

problème, tout comme la très forte centralisation des procédures au sein de l'APL, qui laisse peu de place à l'opérationnel.

Pour Emmanuel Puig, s'il devait y avoir un conflit entre la Chine et l'un de ses voisins, ce serait probablement avec les Philippines. Mais un tel conflit ne saurait arriver sans que la décision ne soit prise au plus haut niveau, c'est-à-dire par les sept membres du Comité central du Bureau politique. ■

Publications

Les dernières publications

OUVRAGES

Iran, Russie, Chine, Corée du Sud, Japon...



Le Brésil et la Russie face au libre-échange

Arturo Artigas

Presses de Sciences Po, 2014

Prôles majeurs de la croissance mondiale, les économies émergentes des Brics se substituent à celles de l'occident industrialisé. Cette évolution se fait au prix de profondes transformations : modernisation des systèmes productifs, réorganisation des échanges, refonte institutionnelle destinée à reformuler le capitalisme dans des termes compatibles avec les parcours historiques et les projets de développement nationaux. Le Brésil et la Russie, géants méconnus, illustrent la complexité liée à leur entrée et leur participation croissante aux instances internationales de négociation et de régulation mondiale. Une analyse inédite des transformations majeures survenues sur la période 1990-2013 dans les nouveaux centres de l'économie mondiale.

Revue,
essais et
travaux de
recherche

63

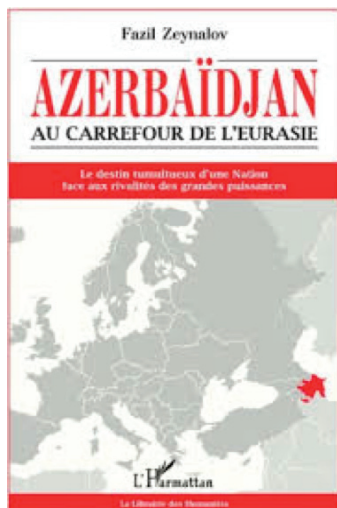


Poutine et le Caucase

Régis Genté

Buchet Chastel, 2014

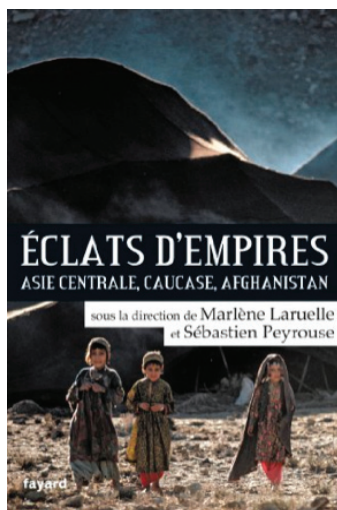
Les JO de Sochi sonnent comme une seconde victoire russe sur le Caucase et, pour Poutine, comme une célébration du triomphe de son système. La vision géopolitique qu'il a de cette région s'inscrit dans le droit fil de l'impérialisme russe. Cet ouvrage est l'occasion de montrer une autre facette du personnage Poutine, peut-être en relation affective au Caucase par ses origines familiales. Le livre sera l'occasion d'un voyage au Caucase, tant géographiquement que dans le temps. Afin de faire sentir aux lecteurs ce qui se joue dans cette fascinante région, nous entendons en effet évoquer de larges pans de son histoire des deux cents dernières années (conquête par la Russie, déportation de peuples entiers sous Staline, conflits récents). Il s'agit par ce biais de raconter la Russie telle qu'elle apparaît dans son miroir caucasien.



Azerbaïdjan. Au carrefour de l'Eurasie

Fazil Zeynalov
L'Harmattan, 2013

L'Azerbaïdjan moderne est né en 1991. Ce pays a une situation géographique particulière, au carrefour de l'Eurasie et sur la célèbre route de la soie reliant l'Europe à l'Asie. Son histoire est riche en événements et témoigne de sa tradition étatique ancienne, de la richesse de ses villes, de la violence des invasions impériales... Aujourd'hui, ce pays laïc, confronté à une guerre avec l'Arménie, est au cœur des enjeux de la région. L'Azerbaïdjan est fermement engagé sur la voie de l'intégration européenne.



Eclats d'empires : Asie centrale, Caucase, Afghanistan

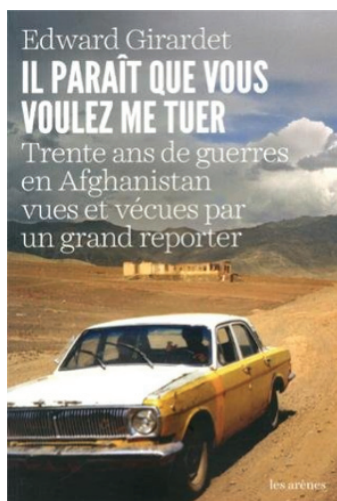
Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse (dir.)
Fayard, 2013

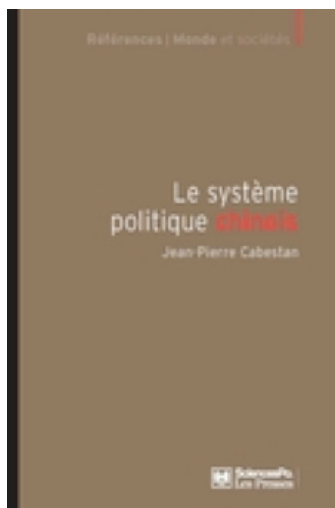
La guerre d'août 2008 entre la Géorgie et la Russie, changements de pouvoir violents au Kirghizstan en 2010, départ des troupes occidentales d'Afghanistan en 2014 : le Caucase, l'Asie centrale et l'Afghanistan continuent à occuper l'espace public et à susciter une attention inquiète. La représentation occidentale de cette région, fondée sur le mythe des routes de la Soie et un orientalisme fantasmagique, semble avoir cédé la place à une appréhension timorée de ces « éclats d'empires » perçus comme des creusets du tumulte mondial. Or l'ouverture de l'espace postsoviétique et l'accès facilité à l'Afghanistan post-2001 ont profondément enrichi les savoirs sur ces pays. Loin des clichés médiatiques qui se limitent aux situations de conflit, aux enjeux énergétiques et aux concurrences géopolitiques entre grandes puissances, une trentaine de chercheurs témoignent ici des avancées de cette connaissance.

Il paraît que vous voulez me tuer : trente ans de guerre en Afghanistan vues et vécues par un grand reporter

Edward Girardet
Les arènes, 2014

Jeune journaliste américain, Edward Girardet est bercé de romantisme. Il part pour l'Afghanistan en 1979 à l'arrivée des troupes soviétiques et rallie Kaboul en bus. Tombé sous l'enchantement, il ne cessera pendant trente ans de parcourir le pays à pied, à cheval, en Jeep, en clandestin et en hôte. À Peshawar, il navigue entre agents secrets et humanitaires. En Afghanistan, il rencontre Massoud, assiste à la naissance des seigneurs de guerre, manque de se faire tuer par ben Laden, s'installe en pays taliban et voit débarquer les armées occidentales. À chaque tournant, il est là, observateur attentif et chroniqueur scrupuleux. L'air de rien, à l'anglo-saxonne, il rend compte des arcanes du « grand jeu » diplomatique de Kipling et dresse un bilan sans concession de la politique américaine.





Le système politique chinois

Jean-Pierre Cabestan

Presses de Sciences Po, 2014

Tentaculaire, opaque, le Parti communiste domine le système politique chinois. Fort de 85 millions de membres et de quelque 10 millions de cadres, il dirige l'État, l'administration, l'Armée, les assemblées populaires ainsi que les entreprises et les établissements publics. Beaucoup plus décentralisé et flexible depuis les réformes de 1979, il dispose néanmoins de ressources humaines et économiques considérables qui lui permettent de contrôler la société, de prévenir les conflits sociaux et d'empêcher toute évolution vers la démocratie. Qui lui permettent, en d'autres termes, de mettre en place ce que l'on pourrait appeler un nouvel équilibre autoritaire. Ce livre cherche à éclairer le lecteur sur la puissance du système actuel et sur les changements ou les crises qui pourraient survenir.



Shanghai. L'ordinaire et l'exceptionnel

Françoise Ged

Buchet Chastel, 2014

Au début des années 1980, Françoise Ged arrive en Chine pour la première fois. Jeune architecte de 25 ans, elle vient occuper pour quelques mois un poste de lecteur de français dans une université de Shanghai. La surprise est grande et l'incompréhension quasi-totale, tant le décalage est important entre les lectures et les enseignements qu'elle avait eus à Paris, et ce qu'elle découvrait de la réalité chinoise. Françoise Ged nous entraîne dans Shanghai, à travers les changements de cette ville, des années 1980 aux années 2010.

Revue,
essais et
travaux de
recherche

65



Le défi chinois. Les nouvelles stratégies d'un géant

Jean-Yves Carfantan

Seuil, 2014

La Chine veut être maîtresse de son approvisionnement en ressources alimentaires, énergétiques et matières premières. Elle anticipe les pénuries futures et cherche dès maintenant à s'en prémunir. Elle assure elle-même, grâce à d'énormes investissements, l'installation, le fonctionnement, le développement, les infrastructures nécessaires à la production des ressources naturelles de toute sorte, contre leur importation directe dans la République populaire. Elle participe ainsi très activement au développement de nombre de pays ou de régions qui seraient, sans cela, inexploités. Cependant ce nouveau type de coopération, par son étendue et son volume, pèse sur l'équilibre des marchés et suscite craintes et angoisses dans le reste du monde. D'autant que l'offensive économique et diplomatique de Pékin prend un tour toujours plus politique et militaire. La perspective de l'épuisement physique des matières premières poussant chaque nation au nationalisme économique, la tension s'accroît.



Parler politique en Chine. Les intellectuels chinois pour ou contre la démocratie

Emilie Frenkiel
PUF, 2014

Cet ouvrage porte sur une vingtaine d'intellectuels chinois et leurs propositions de réformes politiques. Ils interviennent dans la sphère publique pour dresser un bilan des « problèmes » urgents à résoudre afin de « sauver la Chine » et défendre certaines valeurs. Après avoir analysé le statut de ces chercheurs engagés et les contours de la liberté académique, cette enquête dresse le portrait intellectuel de deux générations d'un certain type d'intellectuels chinois, marqués par la Révolution culturelle et la sortie de la révolution.



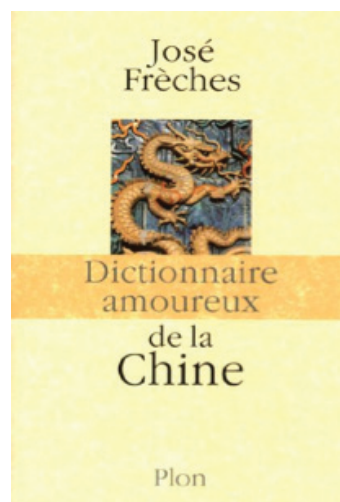
La souplesse du dragon : Les fondamentaux de la culture chinoise

Cyrille J.-D. Javary
Albin Michel, 2014

On ne pense pas, on n'imagine pas, on ne sent pas de la même façon en Chine et en Occident. Ce constat déroutant doit nous interpeller : notre vision du monde n'est pas universelle, elle est un héritage culturel qui imprègne notre quotidien autant que notre philosophie. Nous avons donc tout à apprendre d'un monde si différent et qui entend aujourd'hui jouer un rôle de premier plan. Cyrille Javary, livre ici une synthèse à la fois profonde et ludique des dynamiques à l'oeuvre dans le « penser » chinois. Ce n'est pas l'essence des êtres et des choses qui est centrale dans cette perception du monde, mais le changement incessant, la dialectique féconde entre Yin et Yang, le subtil balancement entre Terre et Ciel.

Dictionnaire amoureux de la Chine

José Frèches
Plon, 2013



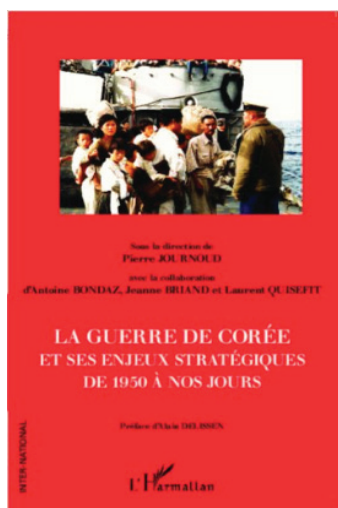
Aujourd'hui, la Chine est double : chinoise et capitaliste ; douce et rude ; généreuse et vorace ; Yin et Yang, comme il se doit... Le pire y côtoie le meilleur, comme partout, mais plus encore que partout car tout, en Chine, est hors normes, à l'aune du nombre de ses habitants. C'est ce continent en cours de transformation, écartelé entre le poids de son immense passé et les promesses d'un futur guidé par sa puissance économique et l'émergence de sa classe moyenne, que José Frèches entend faire aimer à son lecteur en lui racontant « sa » Chine. Nourri de références historiques, mais également d'anecdotes vécues, son récit se veut avant tout drôle et sincère, guidé par la tendre ironie avec laquelle il a toujours abordé la Chine.



Géopolitique de la Corée du Sud. Une puissance paradoxale

Arnaud Leveau
Argos, 2014

Quinzième puissance économique mondiale, membre du G20, la Corée du Sud est en pleine ascension. Souffrant d'un déficit de reconnaissance au niveau international, le pays s'est engagé dans une ambitieuse politique de recherche et de développement, de conquête de nouveaux marchés extérieurs, de développement de son industrie militaire et de diffusion de sa culture à l'étranger. Mais, coincée entre quatre géants (Chine, Japon, Russie et Etats-Unis) et prisonnière du face-à-face avec le frère ennemi nord-coréen, Séoul ne dispose pas encore d'une puissance politique en rapport avec son dynamisme économique. Pour y remédier, la Corée du Sud cherche à se présenter désormais comme un pilier de la sécurité en Asie du Nord-Est, et promeut son modèle de développement auprès des pays moins avancés d'Asie du Sud-Est, d'Asie Centrale et d'Afrique.



La guerre de Corée et ses enjeux stratégiques de 1950 à nos jours

Pierre Journoud, avec la collaboration d'Antoine Bondaz, Jeanne Briand et Laurent Quisefit
L'Harmattan, 2014

Le 25 juin 1950 éclatait la guerre de Corée. Cette guerre a durablement modelé le destin de la péninsule coréenne et a eu un impact décisif sur les politiques étrangères et de défense des grandes puissances mondiales et régionales. Elle n'a pourtant pas eu la place qu'elle méritait dans l'historiographie française des relations internationales contemporaines. L'objectif de cet ouvrage collectif est de réhabiliter la guerre de Corée comme objet historiographique.

Revue,
essais et
travaux de
recherche

67



Le Japon militaire

Jean-José Ségéric
L'Harmattan, 2013

Voici décrit le Japon militaire, ses origines, ses idées, ses pouvoirs, ses exploits, ses folies, sa défaite, sa résurgence limitée. Alors que la situation en Extrême-Orient est encore feutrée, le Japon est placé devant un choix stratégique et politique qu'il redoute car il bouleversera son statut international et la donne actuelle en Asie. Entre se doter de l'arme nucléaire ou persévérer dans un apostolat de la paix, existe-t-il une voie sereine qui restaurerait son rang international ?

KAMIKAZES

FLEURS DE CERISIER ET NATIONALISMES



Emiko Ohnuki-Tierney

Traduit de l'anglais par Lyonee Piret Thillot
Traduction revue par Xavier Marie

hermann

Kamikazes. Fleurs de cerisiers et nationalismes

Emiko Ohnuki-Tierney

Hermann, 2014

L'ouvrage étudie le développement de la militarisation des masses et examine en détails les journaux intimes des pilotes écrits sur plusieurs années. Les quêtes intellectuelles auxquelles ils aspirent incarnent l'expérience de beaucoup de Japonais qui, depuis la fin du XVIII^e siècle, se passionnent pour la haute culture occidentale, tout en résistant à l'impérialisme politique et culturel de l'Occident. La question soulevée dans ce livre n'est cependant pas qu'un « problème japonais ». A travers le monde, dans le passé et aujourd'hui encore, des intellectuels se sont impliqués dans des guerres et des politiques totalitaires contre l'humanité. L'auteur porte une attention particulière au processus d'esthétisation des actions militaires par le gouvernement, en particulier le sacrifice pour l'empereur, qui fit du trope « Tu tomberas comme de beaux pétales de cerisier », l'outil d'une manipulation esthétique dont les jeunes soldats ont été les victimes.

Une modernité indigène. Ruptures et innovations dans les théories politiques japonaises du XVIII^e siècle

Olivier Ansart

Les Belles Lettres, 2014

Pendant deux siècles et demi, de 1603 à 1868, le Japon fut dirigé par le clan militaire des Tokugawa et ses shōgun. L'orthodoxie néo-confucianiste lui sert alors de doctrine officielle. Ce monde n'est pourtant pas immobile. Au XVIII^e siècle, des intellectuels entreprennent de reconsidérer tout le fonctionnement de la société humaine. Le stock de mots et d'idées dont ils héritent provient de courants fort divers : bouddhisme, taoïsme, légisme, confucianisme, shintō, études nationales. Ces penseurs vont le réinterpréter de manière vertigineuse, totalement « désenchantée ». Certains affirment le caractère inéluctable, voire positif, des passions individuelles. D'autres considèrent les normes comme des inventions humaines, la société comme un réseau de relations contractuelles, la raison comme un instrument de critique et de calcul. D'autres encore valorisent la compétition, le risque et l'échec, l'intimité, la vie privée et la responsabilité individuelle. Comment des idées aussi « modernes », si semblables à celles qui rendirent possible en Occident la constitution des théories politiques, ont-elles pu apparaître dans une société largement féodale, une sorte de dictature militaire encore épargnée par tout contact approfondi avec l'Occident ?

Olivier Ansart

Une modernité indigène

Ruptures et innovations dans les théories politiques japonaises du XVIII^e siècle

Collection Japon
Les Belles Lettres

日本叢書





Chiisme et État : Les clercs à l'épreuve de la modernité

Constance Arminjon Hachem
CNRS, 2013

Le nouveau régime iranien va-t-il à contre-courant de la modernité, comme on le pense généralement ? Comment appréhender la fusion des pouvoirs religieux et politique, institutionnalisée en Iran par la «guidance du juriste» ? C'est cet événement inédit, doctrinal et institutionnel, qu'explore cet ouvrage, dépassant les apparentes antinomies entre le religieux et le politique et mesurant le renouvellement sans précédent du droit et de la pensée chiite. La nouvelle constitution de 1979 constitue ici un épisode important et significatif : dans quel cadre l'action du juriste religieux doit-elle s'appliquer ? Ce juriste dispose-t-il des mêmes pouvoirs que le Prophète et les Imâms ? Le pouvoir et la souveraineté sont-ils enracinés dans le peuple ? Tels sont quelques-uns des termes du débat que Constance Arminjon restitue et analyse dans toute sa complexité.

Reuves,
essais et
travaux de
recherche

Contributeurs

Les contributeurs du n°8

COMITÉ ASIE

Les rédacteurs des Cahiers du Comité Asie n°8

Sophie Chevalyre | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 74^{ème} session, membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Diplômée de Sciences-Po Paris.

Sandrine Dalban-Tabard | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Étudiante à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS Sup'), Sandrine Dalban-Tabard est docteur en langue et civilisation japonaises (INALCO, France/Université de Tsukuba, Japon) et officier de réserve dans l'Armée de terre française. Elle travaille actuellement sur la politique japonaise de défense et d'armement.

Marc Evers | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Actuellement en troisième année de BBA à l'ESSEC (en double diplôme avec l'Institut Plekhanov), Marc Evers a rejoint l'ANAJ-IHEDN en février 2014 et est également membre du Comité Énergies.

Philippe du Fresnay | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Essayiste, membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN et membre du Club Economie de l'INSEAD, Philippe du Fresnay a étudié l'économie du développement à Harvard, au Centre Chine du CNRS, à l'Université d'Economie et Finance de Shanghai et à l'École Normale de Taiwan. Également diplômé de l'INSEAD et du MAI, il a exercé des fonctions de direction en entreprise en France et en Asie, combinant ainsi approche théorique et expérience de terrain. Auteur de *100 questions sur la Chine* (Eska), Philippe du Fresnay est intervenu au Forum de Rennes 2013 aux côtés d'experts tels que Michel Rocard, Jean-Pierre Raffarin et Alain Finkelkraut. Ses travaux sur les interactions stratégiques entre économies développées et émergentes ont été publiés en France, en Afrique et en Asie.

Brij Khindaria | Né en Inde et aujourd'hui basé à Genève, Brij Khindaria est analyste, journaliste économique et éditorialiste pour plusieurs revues étasuniennes, britanniques et indiennes. Il s'intéresse aux questions de sécurité et de consolidation de la paix avec une approche globale, incluant les droits de l'homme, l'équité sociale, l'énergie, l'eau, la pauvreté et la démocratie.

Antoine Lury | Membre du Comité Asie, Antoine Lury est consultant indépendant en affaires économiques, spécialiste de la zone Caucase/Asie centrale et ancien rédacteur en chef de *La Lettre Caspienne* éditée par Black & Caspian.

Antoine Masdupuy | Auditeur-jeune de la 74^{ème} session de l'IHEDN, Aix-en-Provence, 2012, membre du Comité Asie.

Igor Yakoubovitch | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 69^{ème} session, 2011 | Ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon et agrégé de Lettres classiques, Igor Yakoubovitch est enseignant-chercheur, doctorant à l'Université Paris Ouest-Nanterre La Défense. Ses travaux portent sur la représentation du pouvoir dans le Haut-Empire romain. Il s'intéresse également aux questions de géopolitique et de défense, et en particulier à l'Asie, où il s'est rendu à plusieurs reprises. Il a enseigné le français pendant un an à l'Université des Langues et Cultures de Pékin (BLCU) et travaillé à l'Ambassade de France à Washington.

CONTRIBUTEURS

Les contributeurs extérieurs, avec nos remerciements

Agnès Andréy | Rédactrice en chef de la lettre confidentielle *Chinarcanes* de 2003 à 2009, Agnès Andréy continue de diriger aujourd'hui la société de conseil et d'informations stratégiques du même nom. Son dernier livre *Xi Jinping, la Chine rouge nouvelle génération* est sorti en 2013 chez L'Harmattan. Elle a également signé *Princes rouges, les nouveaux puissants de Chine* (2004) et *Who's Hu : le président chinois Hu Jintao, sa politique et ses réseaux* (2008) chez le même éditeur.

Isabelle Facon | Maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), Isabelle Facon est spécialiste des politiques de sécurité et de défense russes. Elle s'intéresse notamment à la réforme militaire et à l'évolution des relations civilo-militaires. Elle a, par ailleurs, consacré de nombreux travaux à la politique étrangère de la Russie.

COORDINATION

L'équipe de rédaction des Cahiers du Comité Asie

▪ Directeur de publication

François Mattens | Président de l'ANAJ-IHEDN.

▪ Rédacteur en chef

Stéphane Cholleton | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 60^{ème} session, 2008, Vice-Président de l'ANAJ-IHEDN en charge du Pôle Études, Responsable du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Diplômé l'Université Paris I en géographie des pays émergents et de HEC en management des risques internationaux, Stéphane Cholleton a étudié le chinois à l'INALCO et à l'Institut de diplomatie de Pékin. Il s'est notamment intéressé à la politique chinoise en Asie centrale et a travaillé à Pékin pour International Crisis Group en 2008. Il est membre du Comité de lecture de la revue *Monde Chinois, nouvelle Asie* et conseiller éditorial de la revue *Géoéconomie*.

▪ Conseil scientifique

Sandrine Dalban-Tabard | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Étudiante à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS Sup'), Sandrine Dalban-Tabard est docteur en langue et civilisation japonaises (INALCO, France/Université de Tsukuba, Japon) et officier de réserve dans l'Armée de terre française. Elle travaille actuellement sur la politique japonaise de défense et d'armement.

Sophie Chevalyre | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 74^{ème} session | Diplômée de Sciences-Po Paris.

Coline Ferro | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 69^{ème} session, 2011, membre du Comité Directeur et du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Docteur ès Sciences de l'information et de la communication, Coline Ferro est aujourd'hui journaliste et analyste géopolitique, spécialiste de la diplomatie internationale et des questions de sécurité. Elle s'intéresse aussi aux puissances émergentes, et notamment à l'Asie centrale. Elle a co-signé plusieurs ouvrages sur le renseignement et les relations internationales, notamment *Géopolitique de l'Ouzbékistan*, SPM, 2010.

Philippe du Fresnay | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Essayiste, membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN et membre du Club Economie de l'INSEAD, Philippe du Fresnay a étudié l'économie du développement à Harvard, au Centre Chine du CNRS, à l'Université d'Economie et Finance de Shanghai et à l'École Normale de Taiwan. Également diplômé de l'INSEAD et du MAI, il a exercé des fonctions de direction en entreprise en France et en Asie, combinant ainsi approche théorique et expérience de terrain. Auteur de *100 questions sur la Chine* (Eska), Philippe du Fresnay est intervenu au Forum de Rennes 2013 aux côtés d'experts tels que Michel Rocard, Jean-Pierre Raffarin et Alain Finkelkraut. Ses travaux sur les interactions stratégiques entre économies développées et émergentes ont été publiés en France, en Afrique et en Asie.

Denis Lambert | Membre du Comité Asie | Ancien élève de l'École normale supérieure, docteur ès Sciences, officier supérieur de réserve, il est responsable d'études géopolitiques et stratégiques pour la Défense. Il est l'auteur de deux livres de géopolitique de l'Asie (Inde et Chine) et de nombreux articles sur la dissuasion.

Igor Yakoubovitch | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 69^{ème} session, 2011, membre du Comité Directeur et du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon et agrégé de Lettres classiques, Igor Yakoubovitch est enseignant-chercheur, doctorant à l'Université Paris Ouest-Nanterre La Défense. Ses travaux portent sur la représentation du pouvoir dans le Haut-Empire romain. Il s'intéresse également aux questions de géopolitique et de défense, et en particulier à l'Asie, où il s'est rendu à plusieurs reprises. Il a enseigné le français pendant un an à l'Université des Langues et Cultures de Pékin (BLCU) et travaillé à l'Ambassade de France à Washington.

▪ **Directrice artistique**

Coline Ferro



PUBLICATIONS

Les publications des Comités de l'ANAJ-IHEDN



Lancement de Def Eco, Newsletter du Comité Défense économique



Amerique latine-Afrique : deux continents émergents à l'épreuve du trafic de drogue



Petite introduction à la finance islamique



Les défis de la transition énergétique allemande



Cita LATina, lettre d'information sur l'Amérique Latine



Europe de la défense : chronique d'une quête d'identité



Etats-Unis - Arabie-Saoudite : la fin d'une « relation spéciale » ?



Des actions clandestines aux opérations de communication : la CIA un exemple à suivre ?



Du Livre Blanc à la LPM : Quelles conséquences pour l'industrie de Défense et la recherche ?



Are health partnerships the future of diplomacy?



Fév-Mars 2014 – Lettre n°6 du Comité Afrique « Jambo »



Entretien avec Gilles Maréchal, Directeur Général de GALLICE



Cahiers du Comité Asie n°7 – Hiver-Printemps 2014



La France peut-elle se passer du nucléaire ?



Entretien avec le Haut responsable à la coopération industrielle et technologique franco-algérienne



Les services de renseignement des pays arabes : entre pouvoir et facteurs de changement

COMITÉS

Les comités de l'ANAJ-IHEDN

Pour vous abonner aux publications des Comités, en savoir plus sur leurs activités ou y participer, vous pouvez contacter leurs responsables :

- **Aéronautique** | aeronautique@anaj-ihedn.org
- **Afrique** | afrique@anaj-ihedn.org
- **Amérique latine** | amerique-latine@anaj-ihedn.org
- **Armée du futur** | armee-du-futur@anaj-ihedn.org
- **Asie** | asie@anaj-ihedn.org
- **Cyberdéfense** | cyberdefense@anaj-ihedn.org
- **Défense civile** | defense-civile@anaj-ihedn.org
- **Défense économique** | defense-economique@anaj-ihedn.org
- **Énergies** | energies@anaj-ihedn.org
- **Europe de la Défense** | europa-de-la-defense@anaj-ihedn.org
- **Marine** | marine@anaj-ihedn.org
- **Moyen-Orient** | moyen-orient@anaj-ihedn.org

Pour toute question, contactez le Vice-Président chargé des Études : etudes@anaj-ihedn.org

Retrouvez toute l'actualité de l'ANAJ-IHEDN et de ses comités
sur son site Internet :

www.anaj-ihedn.org

